



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
CHARGÉ DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

REVUE DE MILIEU D'ANNEE 2026

LOI N° 2026-10 DU 24 JUIN
2026 PORTANT LOI DE
FINANCES RECTIFICATIVE

GESTION 2026

SEPTEMBRE 2026



Résumé exécutif	07
Introduction	11
I. BREF APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN AU PREMIER SEMESTRE 2026	13
II. PREVISIONS MACROECONOMIQUES ACTUALISEES POUR L'ANNEE 2026 ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE NATIONALE POUR 2027	14
1. Prévisions macroéconomiques actualisées/mises à jour pour l'année 2026	15
2. Discussion narrative des écarts de prévisions	18
3. Perspectives de l'économie nationale pour 2027	22
III. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES AU 30 JUIN DU BUDGET DE L'ETAT POUR LA GESTION 2026	24
A. Présentation des recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation	25
1. Réalisation des recettes fiscales brutes	27
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes fiscales par régie	29
B. Présentation des recettes non fiscales et justification des écarts de réalisation	31
1. Réalisation de recettes non fiscales	31
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes non fiscales	32
C. Présentation des autres recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation	33
1. Réalisation des autres recettes budgétaires	33
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des autres recettes budgétaires	34
IV. PRESENTATION DES ESTIMATIONS DE RECETTES PAR CATEGORIE (TELLES QUE LES RECETTES FISCALES ET NON FISCALES) ET PAR SOURCE INDIVIDUELLE DE RECETTES	35
A. Estimation des réalisations de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale des Douanes (DGD)	36
B. Estimation des réalisations de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale des Impôts (DGI)	37
C. Estimation des réalisations de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)	38
D. Estimation des réalisations de recettes par catégorie et par source individuelle pour l'Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)	40
V. ESTIMATIONS DE RECETTES MISES A JOUR POUR L'EXERCICE EN COURS (PROJECTIONS DES SOURCES INDIVIDUELLES DE RECETTES PAR REGIE A FIN DECEMBRE 2026)	41
A. Présentation globale des estimations de recettes budgétaires mises à jour par catégorie de recettes au 31 décembre 2026	42

B. Présentation des estimations de recettes budgétaires mises à jour par source individuelle au 31 décembre 2026	43
1. Projections de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale des Douanes (DGD)	43
2. Projections de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale des Impôts (DGI)	44
3. Projections de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)	45
VI. EXECUTION A MI-PARCOURS DES DEPENSES DE L'ETAT	47
A. Situation d'exécution des dépenses du budget général de l'Etat	49
1. Dépenses ordinaires	49
2. Discussion narrative sur l'exécution des dépenses ordinaires	50
3. Dépenses d'investissement	51
4. Discussion narrative sur l'exécution des dépenses d'investissement	53
B. Situation d'exécution des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB	53
C. Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale	54
D. Point sur les mesures de gestion de régulation budgétaire (réaffectation des fonds entre unités administratives)	54
VII. SOLDE D'EXECUTION DU BUDGET ET SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE	57
A. Déficit budgétaire	58
B. Point sur les remboursements de la dette publique antérieure (charges de trésorerie)	58
C. Nouveaux emprunts publics pour le financement du déficit et la couverture des charges de trésorerie	59
1. Discussion narrative sur les nouveaux emprunts à fin juin 2026	60
VIII. PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES SUIVANT LES QUATRE CLASSIFICATIONS (ADMINISTRATIVE, ECONOMIQUE, FONCTIONNELLE ET PROGRAMMATIQUE)	61
A. Classification administrative et économique	62
B. Classification fonctionnelle et économique des dépenses budgétaires	66
C. Classification programmatique et économique	68
IX. ESTIMATIONS DE DEPENSES MISES A JOUR ET EXPLICATION DE TOUTES DIFFERENCES (PROJECTIONS A FIN DECEMBRE 2026)	76
A. Classification administrative et économique	79
X. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE AU 30 JUIN	83

A. Encours de la dette et sa composition	84
B. Projection de l'encours de la dette publique au 31 décembre 2026	85
C. Indicateurs de coût et de risque du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2026	86
XI. PRESENTATION DES POLITIQUES DIRECTEMENT BENEFIQUES AUX POPULATIONS LES PLUS PAUVRES (DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES)	87
XII. NIVEAU D'EXECUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN COURS DANS LES MINISTERS AU 30 JUIN 2026 (GRANDES REALISATIONS PHYSIQUES)	92
A. Analyse de la performance non financière et physique du Ministère du Budget et de la Fonction Publique (MBFP)	93
1. Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme	93
B. Analyse de la performance financière et physique de l'ex Ministère du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale	95
1. Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme	95
C. Analyse de la performance financière et physique du Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines (MEEM)	97
1. Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme	97
D. Analyse de la performance financière et physique du Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)	98
1. Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme	98
E. Analyse de la performance financière et physique du Ministère de la Famille et de l'Action social (MFAS)	103
1. Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme	103
F. Analyse de la performance financière et physique du Ministère de l'Enseignement Secondaire (MES)	104
1. Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme	104
G. Analyse de la performance financière et physique du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)	108
1. Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme	108
XIII. PRESENTATION DES DONNEES DU PRESENT RAPPORT DANS UNE VERSION LISIBLE PAR MACHINE	113
CONCLUSION	114

Tableau n°1 : Prévisions macroéconomiques actualisées pour l'année 2026	16
Tableau n°2 : Ecart entre prévisions et réalisations de 2025 ainsi que les prévisions initiales et révisées de 2026 (en %)	17
Tableau n°3 : Niveau de réalisation des recettes fiscales au 30 juin 2026 (en millions de FCFA)	28
Tableau n°4 : Réalisation des recettes non fiscales au 30 juin 2026 (en millions de FCFA)	31
Tableau n°5 : Réalisation des autres recettes budgétaires à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	34
Tableau n°6 : Réalisation de recettes de la DGD par source individuelle à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	36
Tableau n°7 : Réalisation de recettes de la DGI par source individuelle à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	37
Tableau n°8 : Réalisation de recettes de la DGTCP par source individuelle à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	38
Tableau n°9 : Réalisation de recettes de l'ANDF par source individuelle à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	40
Tableau n°10 : Réalisation à fin juin et estimation de réalisation des ressources de la loi de finances 2026 à fin décembre (en millions de FCFA)	42
Tableau n°11 : Projections des sources individuelles de recettes pour la DGD à fin décembre 2026	43
Tableau n°12 : Projections des sources individuelles de recettes pour la DGI à fin décembre 2026	44
Tableau n°13 : Projections des sources individuelles de recettes pour la DGTCP à fin décembre 2026	45
Tableau n°14 : Exécution des dépenses ordinaires à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	49
Tableau n°15 : Exécution des dépenses d'investissement à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	52
Tableau n°16 : Synthèse des mouvements de crédits au niveau des unités administratives à fin juin 2026 (en FCFA)	55
Tableau n°17 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	59

Tableau n°18 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin juin 2026 (en millions de FCFA)	60
Tableau n°19 : Classification administrative et économique des dépenses budgétaires au 30 juin 2026 (en millions de FCFA)	62
Tableau n°20 : Présentation de l'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2026 suivant la classification fonctionnelle (en millions de FCFA)	66
Tableau n°21 : Présentation de l'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2026 suivant la classification programmatique (en millions de FCFA)	68
Tableau n°22 : Présentation des projections d'exécution des charges de l'Etat au 31 décembre 2026 (prévisions actualisées pour 2026), en millions de FCFA	78
Tableau n°23 : Présentation des dépenses budgétaires mises à jour (prévisions actualisées à fin décembre) pour 2026 suivant la classification administrative (en millions de FCFA)	79
Tableau n°24 : Encours de la dette (en millions de FCFA) et taux d'endettement public à fin juin 2026	84
Tableau n°25 : Projection de l'encours de la dette (en millions de FCFA) à fin 2026	85
Tableau n°26 : Indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique projeté à fin 2026 (en millions de FCFA)	86
Tableau n°27 : Exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2026	89

The background features a dark blue gradient. On the right side, there are three large, concentric circles in shades of light blue and white. In the bottom left corner, there is a pattern of small, dark blue triangles arranged in a grid-like fashion.

Résumé Exécutif

CONTEXTE ÉCONOMIQUE NATIONAL D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ET PERSPECTIVES

Au premier semestre 2026, l'activité économique nationale consolide sa dynamique de croissance, soutenue par le rythme élevé des investissements publics et privés, en particulier au sein de la zone économique spéciale de Glo-Djigbé, la vigueur de la production agricole et la progression continue des BTP, en lien avec la poursuite et la finalisation des grands chantiers de construction des infrastructures socio-économiques du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2021-2026).

Au regard des perspectives économiques mondiales pour 2026 et en tenant compte des estimations de 2025 ainsi que de la conjoncture économique au plan national au premier semestre de l'année 2026, la croissance devrait se maintenir à 7,5% pour l'année 2026 comme prévu au début de l'exercice, gestion 2026. Ce raffermissement de l'activité économique observé est porté par l'ensemble des croissances des secteurs.

+7,5 
point de pourcentage
en 2026

RÉALISATION DES RECETTES BUDGÉTAIRES ET PERSPECTIVES

A fin juin 2026, les recettes budgétaires recouvrées s'élèvent à **1 220 806,6 millions de FCFA** sur une prévision à mi-parcours de **1 298 071 millions de FCFA**, ce qui correspond à un taux de mobilisation de **94,0%**. En comparaison aux prévisions annuelles qui sont de **2 736 136 millions de FCFA**, le niveau de réalisation des recettes du budget de l'Etat atteint **44,6%**.

La performance de mobilisation des recettes observée témoigne de la solidité des réformes amorcées depuis plusieurs années dans le domaine des finances publiques et également de la capacité de l'économie béninoise à maintenir une trajectoire résiliente.

La bonne dynamique enregistrée au premier semestre 2026 en matière de recouvrement des recettes budgétaires devrait se poursuivre¹ et le taux de mobilisation atteindrait **101,4%** des prévisions annuelles à fin décembre 2026, **ce qui correspondrait aux prévisions actualisées d'un montant de 2 773 555 millions de FCFA**.

En somme, le niveau de mobilisation des ressources publiques s'établirait en pleine conformité avec les prévisions initiales, atteignant un taux d'exécution de **113,6%** qui illustre la solidité de la gestion budgétaire au cours de l'année 2026. L'augmentation projetée du niveau de réalisation des recettes est portée principalement par les régions, fruit des bonnes perspectives espérées sur les réformes en cours notamment en matière d'importation de riz, de croisement de données et l'apurement des restes à recouvrer.

Recettes budgétaires

■ 30 JUIN 2026

1 220 806,6

millions de FCFA

94,6%

Taux de mobilisation

■ 30 JUIN 2026

2 773 555

millions de FCFA

101,4%



¹ Tenant compte des effets des bonnes performances économiques attendues à fin décembre 2026 et du bénéfice continu des effets des réformes structurelles dans les administrations financières pour une mobilisation accrue des recettes de l'Etat

EXÉCUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES ET PERSPECTIVES

Pour répondre aux défis de développement socio-économique et faire face aux aléas tels que les menaces sécuritaires, les tensions géopolitiques, etc., le Gouvernement continue d'adresser des réponses budgétaires efficaces afin de soutenir le pouvoir d'achat des populations à travers un paquet de mesures sociales².

Toujours, sous l'angle social, il convient de noter également que l'Etat confirme le respect de l'ensemble de ses engagements sociaux au cours de la période. L'indice de la sensibilité sociale des dépenses (Dépenses sociales prioritaires) convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) ressort à fin juin, à **71 023 millions de FCFA** en termes d'ordonnancement pour un objectif annuel de 219 240 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de **32,4%**.

Parallèlement, l'Etat mise fort sur les investissements, priorités de la politique budgétaire du Gouvernement depuis avril 2016 et dédiées à la mise en place d'infrastructures économiques et sociocommunautaires³. A fin juin 2026, les dépenses d'investissement ont été exécutées à **555 467,5 millions de FCFA**, soit un taux d'exécution de **108,1%** de la prévision semestrielle de 513 692 millions de FCFA.

Globalement à fin juin 2026, les dépenses budgétaires de l'Etat sont engagées à **1 610 675,6 millions de FCFA et ordonnancées à 1 566 361,7 millions de FCFA sur une prévision semestrielle de 1 468 228 millions de FCFA**. Elles sont respectivement en hausse de 142 447,1 millions de FCFA et 98 133,2 millions de FCFA. En termes de niveau d'exécution, lesdites dépenses ordonnancées représentent **106,7%** de l'objectif semestriel et **48,6%** des prévisions annuelles révisées de 3 223 136 millions de FCFA.

Le rythme de réalisation des charges publiques observé au terme des six premiers mois de l'année 2026 reflète la poursuite des orientations stratégiques de l'État. À fin décembre 2026, le taux d'exécution budgétaire des dépenses devrait atteindre **98,5%**, soit une prévision actualisée des montants ordonnancés de **3 175 841 millions de FCFA**.

Le niveau projeté d'exécution des charges de la loi de finances rectificative s'afficherait autour de **113,6%**, soit une prévision actualisée de **4 714 481 millions de FCFA**.

² Confer le document intitulé mesures à sensibilité sociale du budget de l'Etat : <https://budgetbenin.bj/storage/2026/01/Mesures-a-sensibilite-sociale-gestion-2026.pdf>

³ Les secteurs qui sont restés dynamiques au cours du premier semestre 2026, en termes d'exécution des crédits d'investissement, sont ceux relatifs aux infrastructures, au cadre de vie, à l'eau et l'assainissement, au sport, aux affaires sociales et à l'emploi.

Introduction



L'élaboration et la publication de la revue à mi-parcours s'inscrivent dans une démarche de transparence budgétaire et de retour d'information envers les citoyens, les contribuables et les partenaires au développement.

Suite à l'installation du nouveau Gouvernement et à l'adoption de la loi de finances rectificative (LFR) pour la gestion 2026, la présente revue évalue l'exécution budgétaire du premier semestre au regard des cibles révisées de la LFR. Cet exercice répond aux exigences de transparence et d'information du public sur la mise en œuvre effective des politiques publiques et leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Il permet d'analyser les trajectoires d'exécution observées sur les six premiers mois de l'année tout en mettant en lumière les réajustements stratégiques et budgétaires opérés par la nouvelle administration.

La revue de milieu d'année de l'exécution de la loi de finances rectificative pour la gestion 2026 comprend treize (13) principaux points regroupés en sections.

01

présente la situation de l'économie par rapport aux prévisions macroéconomiques de départ et les prévisions actualisées pour le reste de l'année.

02

présente et analyse le niveau de réalisation des différentes recettes (impôts, droits et taxes, etc.) du budget de l'Etat en comparaison aux prévisions semestrielles.

03

expose les estimations de recettes par catégorie (telles que les recettes fiscales et non fiscales) et par source individuelle de recettes.

04

est consacrée aux estimations de recettes mises à jour pour l'exercice budgétaire en cours (projections des sources individuelles de recettes par régie à fin décembre de l'année 2026).

05

présente et fournit des explications sur l'exécution à mi-parcours des dépenses publiques tout en mettant en relief les modifications enregistrées en milieu d'année dans les budgets des administrations publiques.

06

présente le déficit budgétaire et fait un point commenté des nouveaux engagements financiers de l'Etat pour couvrir le déficit et assurer le remboursement d'une partie des dettes programmées pour la période sous revue.

07

se consacre à la présentation des dépenses de l'Etat suivant les quatre (04) classifications internationales (administrative, économique, programmatique et fonctionnelle).

08

présente les estimations de dépenses mises à jour et une explication de toutes les différences entre les estimations de dépenses initiales et mises à jour (projections à fin décembre 2026 par nature économique).

09

regorge d'informations nécessaires sur la dette publique, sa composition et les indicateurs clés du portefeuille de la dette publique (dettes intérieure et extérieure) à fin juin 2026.

10

présente les politiques destinées directement aux populations les plus pauvres du pays (dépenses pro-pauvres) et leur niveau d'exécution à fin juin 2026.

11

présente la situation des entreprises publiques (subventions reçues de l'Etat et contribution au budget national) à fin juin 2026 en comparaison aux prévisions semestrielles et leurs projections pour fin décembre 2026.

12

renseigne sur les performances financières et non financières des programmes budgétaires des ministères.

13

présente les données du présent rapport dans une version lisible par machine.

01

BREF APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN AU PREMIER SEMESTRE 2026

Cette partie de la revue de milieu d'année 2026 présente les prévisions macroéconomiques actualisées, analyse les écarts de prévisions et annonce les perspectives de l'économie nationale, en se référant aux ressorts de la politique publique.

02

**PREVISIONS MACROECONOMIQUES
ACTUALISEES POUR L'ANNEE 2026
ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE
NATIONALE POUR 2027**

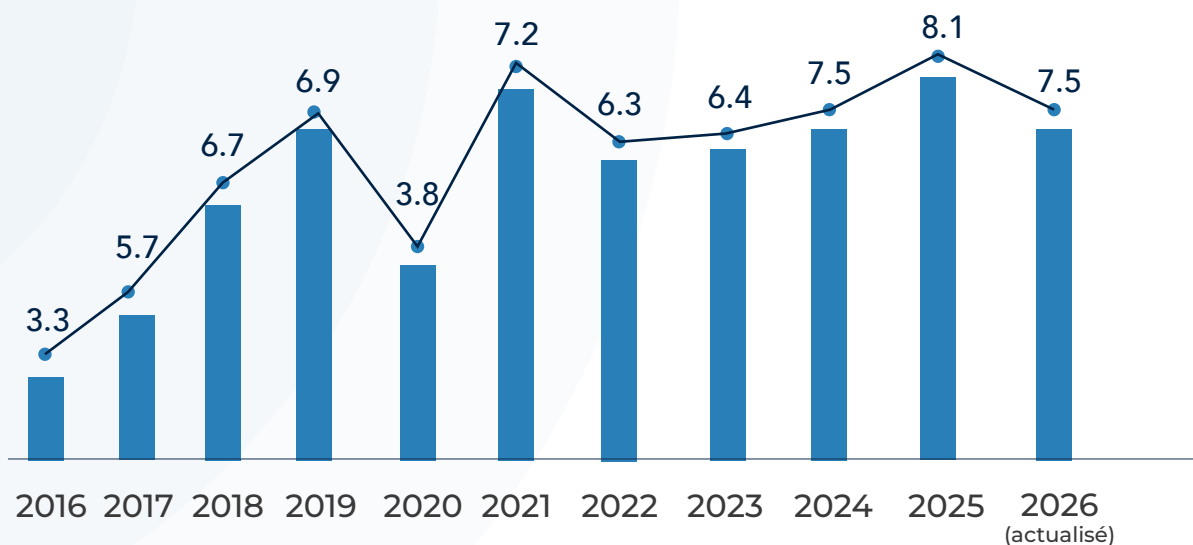
Prévisions macroéconomiques actualisées/ mises à jour pour l'année 2026

Au vu des perspectives économiques mondiales de 2026, des estimations de 2025 et de la conjoncture nationale du premier semestre 2026, le taux de croissance économique devrait s'afficher à **7,5%** pour l'année 2026. Cette prévision reste parfaitement alignée sur les objectifs fixés en début de l'exercice budgétaire gestion 2026, traduisant ainsi un maintien des trajectoires retenues pour les croissances sectorielles, soutenu par l'efficacité des mesures d'atténuation du choc pétrolier, dont le nouveau mécanisme d'ajustement des prix des carburants.



GRAPHIQUE 1

Évolution du taux de croissance économique sur la période 2016-2026 (%)



Source: ST-PGO/MBFP, sur la base des données du DPBEP 2027-2029, mai 2026

Les principales hypothèses macroéconomiques initiales et leurs estimations révisées pour l'année 2026 sont consignées dans le tableau ci-après :



TABLEAU 1

Prévisions macroéconomiques actualisées pour l'année 2026

Agrégats macro-économiques	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Prévisions initiales 2026 (A) ⁴	Prévisions actualisées(2) 2024 (B) ⁵	Ecart (B)-(A)
Taux de croissance du PIB réel (%)	3,6	7,4	6,3	6,4	7,5	8,1	7,5	7,5	0,0
Secteur Primaire	6,9	-0,1	4,8	5,1	5,9	5,7	6,0	6,1	0,1
Secteur Secondaire	6,9	-4,1	7,9	7,3	9,7	9,8	9,3	9,7	0,4
Secteur Tertiaire	0,9	11,8	6,0	6,6	7,5	8,5	6,7	6,9	0,2
PIB constant, Prix 2015, SCN2008 (en milliards FCFA)	8 685,0	9 328,9	9 912,2	10 541,9	11 327,6	12 242,2	13 086,7	13 162,0	75,3
PIB nominal (en milliards FCFA)	9 338,3	9 809,7	10 854,5	11 934,9	13 025,9	14 295,9	15 545,9	15 676,9	131,0
Taux d'intérêt									
Créditeur					5,31	5,34	5,34	5,34	0,0
Débiteur					7,29	7,24	7,24	7,24	0,0
Taux d'inflation (%)	3,0	1,7	1,4	2,7	1,2	1,1	2,0	2,0	0,0
Balance commerciale en % du PIB	-2,7	-4,4	-5,9	-8,5	-6,6	-5,9	-5,6	-5,5	0,1
Balance courante en % du PIB (déficit)	-1,7	-4,2	-5,7	-8,2	-6,2	-5,6	-5,5	-5,1	0,4
Balance globale en % du PIB	3,3	6,1	0,1	-3,4	-1,9	1,6	0,2	0,4	0,2
Investissement en % du PIB	23	28,9	31,1	34,5	35,1	35,8	35,8	35,2	-0,6
Investissement public en % du PIB	6,7	8,2	8,8	8,5	7,4	7,1	7,8	8,4	0,6
Encours de la dette publique en % du PIB	46,1	49,8	54,0	54,5	53,4	52,8	50,5	51,6	1,1
Taux d'intérêt pondéré (en %) de la dette publique	3,6	3,4	3,3	3,1	3,4	3,4	3,0	3,4	0,4
Ratio du solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-4,5	-5,7	-5,5	-4,1	-3,0	-2,7	-2,7	-3,1	-0,4
Ratio (masse salariale/recettes fiscales)	43,9	37,7	33,0	33,2	30,4	26,4	28,5	25,5	-3,0
Taux de pression fiscale	10,2	11,0	12,2	12,9	13,2	13,9	14,4	14,5	0,1

Source : ST-PGO/MBFP, sur la base des données du DPBEP 2027-2029, mai 2026

⁴ Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2026-2028 (Annexe), décembre 2025

⁵ Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2027-2029 (Annexe), mai 2026



TABLEAU 2

Ecarts entre prévisions et réalisations de 2025 ainsi que les prévisions initiales et révisées de 2026 (en %)

Croissances sectorielles	2024	2025			Prévision Septem- bre 2025	2024	
		Pré- vision Sep- tembre 2025	Estima- tion avril 2026	Contribution à l'écart de croissance de 2025 ⁶		Prévision avril 2026	Contribution à l'écart de crois- sance de 2026
Secteur Primaire	5,9	5,5	5,7	0,05	6	6,1	0,02
Agriculture	5,6	5,2	5,3	0,03	5,8	5,9	0,02
Élevage, chasse	8,6	8,5	8,8	0,01	8,5	8,3	-0,01
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	3,8	3,5	4	0,01	3,5	3,8	0,01
Secteur Secondaire	9,7	9	9,8	0,14	9,3	9,7	0,06
Activités extractives	11,4	9	10,3	0,01	5,7	5,7	0,00
Industries Agro- alimentaires	7,5	8,4	8,1	-0,02	9,5	9,5	0,00
Autres Industries manufacturières	9,2	9,3	9,4	0,00	10,2	9,8	-0,01
Électricité et eau	7,8	6,6	8,3	0,01	9,8	9,8	0,00
BTP	12,4	9,8	12	0,14	8,8	10	0,08
Secteur Tertiaire	7,5	7,9	8,5	0,29	6,7	6,9	0,12
Commerce	6,1	7,1	7,7	0,07	5,9	7,9	0,23
Restaurants et hôtels	8,4	8,4	8,5	0,00	8,4	7,5	-0,03
Transports	5,2	6,4	8,2	0,15	4,3	6,1	0,16
Postes et télécommunications	10,5	9,9	10,3	0,01	9,9	10	0,00
Banques et organismes financiers	7,6	7,2	7,7	0,01	7,4	7,6	0,00
Administration publique et sécurité sociale	10,5	10	10,6	0,05	6,8	6,1	-0,05
Éducation	9,1	9,7	8,9	-0,04	6,5	6	-0,03
Santé et action sociale	10,6	10,1	10,2	0,00	6,3	6,2	0,00
Autres services	7,2	6,7	7,2	0,04	8,7	6,7	-0,16
Impôts et Taxes nets des subventions	7,4	8,3	9,2	0,09	12	10,4	-0,15
Total PIB	7,5	7,5	8,1	0,57	7,5	7,5	0,05

Source : ST-PGO/MBFP, sur la base des données du DPBEP 2027-2029, Mai 2026

⁶ La contribution est la décomposition de l'accroissement en faisant ressortir l'apport des différentes composantes

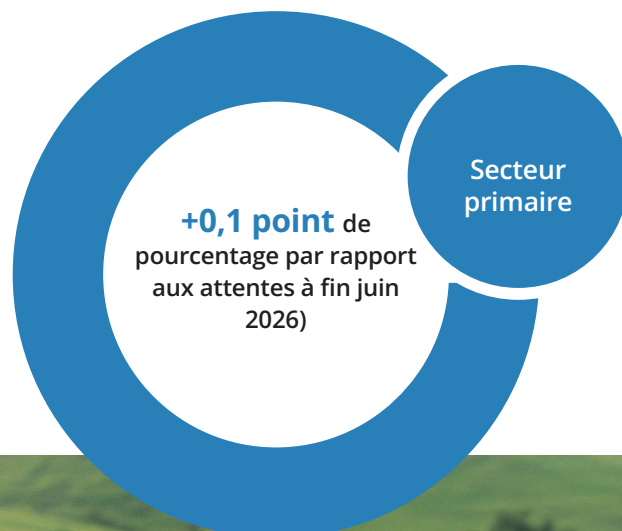
Le taux de croissance de l'économie nationale devrait se maintenir à **7,5%** en 2026, conforme à la prévision initiale établie en début d'année 2026. Cette stabilité globale de la croissance s'appuie notamment sur les mesures en cours pour atténuer l'impact du choc pétrolier et les tensions géopolitiques en particulier le nouveau mécanisme d'ajustement des prix des carburants amortissant l'impact énergétique ; l'anticipation des importations d'engrais ayant sécurisé les stocks agricoles ; la levée de fonds réussie sur les marchés internationaux en janvier 2026, couvrant plus de 70% des besoins de financement annuels et des ajustements internes dans l'ensemble des secteurs d'activité.



Dans le **secteur primaire**, la valeur ajoutée s'accélérait à **6,1% en 2026** contre une cible initiale de **6,0%**, soit un **écart positif de 0,1 point** de pourcentage.

La branche agricole poursuivra sa dynamique favorable avec un taux de croissance révisé à 5,9% en 2026 par rapport à une prévision initiale de 5,8%.

L'agriculture bénéficierait de la poursuite des politiques sectorielles en vigueur, renforcées par la montée en puissance des activités des sociétés de soutien à l'activité agricole, dont :





la Société Béninoise des Aménagements Agricoles (SoBAA) qui faciliterait l'accès à l'eau de manière durable ;



la Société de Développement des Semences et Plants (SODESEP) qui favoriserait l'accès aux semences certifiées et hybrides à coût réduit ;



la Société Nationale de Mécanisation Agricole (SoNaMA) pour l'optimisation des facteurs de production ; et



la Société de Développement et d'Agrégation des Produits Agricoles (SODAPA) pour faciliter l'accès aux marchés grâce à l'achat systématique des productions agricoles destinées à l'exportation ; etc.

Parallèlement, la mise en œuvre des actions et réformes engagées pour stimuler la productivité du sous-secteur sera poursuivie.

S'agissant de la filière coton, l'Association Interprofessionnelle du Coton (AIC) prévoit une production de 687 500 tonnes, soit une hausse de 11,9%. Ce dynamisme résulterait des mesures engagées pour optimiser les rendements, notamment :



l'amélioration de la diffusion à temps des prévisions pluviométriques pour une meilleure planification en faveur de la bonne tenue des opérations culturales ;



l'intensification de la mécanisation à travers la facilitation de l'acquisition de semoirs et des roues semeuses adaptées en vue de l'utilisation optimale des semences délintées ;



l'amélioration du suivi rapproché différencié des producteurs à travers un accompagnement technique basé sur la coproduction des résultats de l'exploitation agricole ;

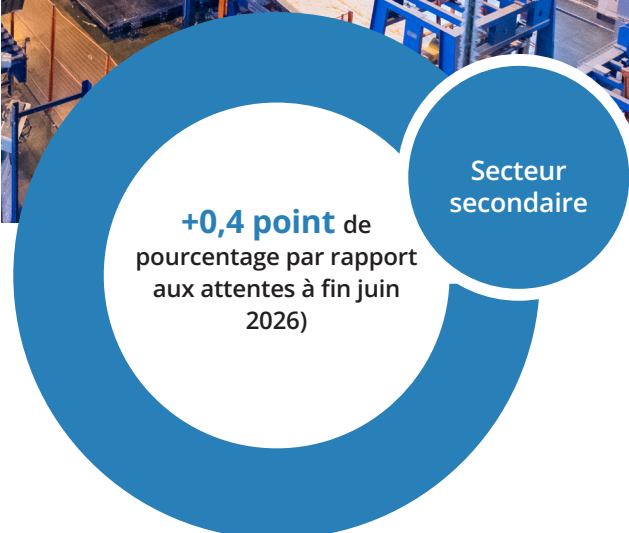


l'instauration des mesures incitatives pour encourager et soutenir les meilleurs semenciers d'une part et les meilleurs cotonculteurs d'autre part.



Concernant **le secteur secondaire**, la valeur ajoutée enregistrerait une hausse plus marquée pour s'établir à **9,7% en 2026 par rapport à une prévision initiale de 9,3%, soit une progression de 0,4 point de pourcentage.**

Cette expansion de l'activité en 2026 serait principalement portée par la montée en puissance des unités industrielles déjà opérationnelles en 2025 et la poursuite de l'implantation de nouvelles usines. Ce dynamisme est soutenu par la mise en service progressive des unités de production au sein de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé et des entreprises agréées au Code des investissements, couvrant un large éventail de filières telles que la production d'huile de palme à usage cosmétique, les produits alimentaires, les matières plastiques, les emballages pour œufs de table, les briques en terre cuite, etc. Cette accélération industrielle dynamiserait par ailleurs



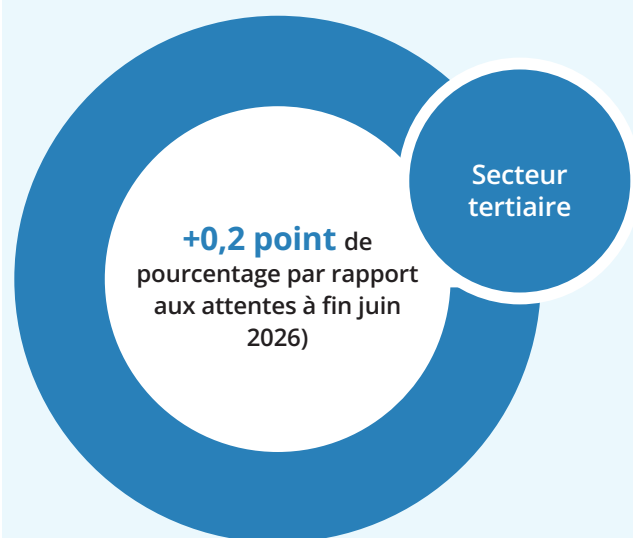
la branche BTP, tirée à la fois par les chantiers de construction de ces nouveaux sites de production et par la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), stimulant en chaîne l'exploitation des carrières de sable et de gravier. Enfin, la branche énergie bénéficierait directement de cette vigueur industrielle et du BTP, en répondant à une demande accrue en électricité et en eau pour soutenir les capacités de production.



Au niveau **du secteur tertiaire**, le taux de croissance s'établirait à **6,9% en 2026 contre une cible initiale de 6,7%, soit un écart positif de 0,2 point de pourcentage.**

Le maintien du progrès de croissance en 2026 du secteur tertiaire serait principalement porté par la consolidation des activités au Port de Cotonou. Sous l'effet des investissements stratégiques et de l'amélioration de sa gouvernance, la progression du trafic maritime notamment sur les flux de produits alimentaires vers les pays limitrophes soutiendrait l'essor des activités connexes telles que les transports, les services financiers et les télécommunications. Cette trajectoire sera renforcée par les avancées en matière de libre-échange et le développement de chaînes de valeur régionales entre le Bénin et le Nigeria. Parallèlement, la branche des hôtels et restaurants bénéficierait de l'extension des capacités d'accueil et des initiatives de promotion de la destination Bénin, portées par des événements culturels majeurs à l'instar des « Vodoun Days ».

S'agissant de la **dynamique des prix**, le taux d'inflation projeté pour 2026 s'établirait à 2,0%. Après les niveaux modérés enregistrés en 2024 (1,2%) et 2025 (1,1%) grâce à la disponibilité des produits agricoles, l'exercice 2026 subit le contrecoup de l'inflation importée engendrée par les tensions en Iran.



En dépit de cette hausse, l'évolution des prix reste contenue et conforme au critère de convergence communautaire (3,0% maximum).

Du côté des **échanges extérieurs**, le déficit de la balance commerciale mesurant l'écart entre les exportations et importations de biens et services s'améliorerait légèrement pour s'établir à -5,5% du PIB en 2026, contre une cible initiale de -5,6%. Il en résulterait un solde courant qui, tout en demeurant déficitaire, s'allégerait à 5,1% du PIB en 2026 par rapport à une projection de départ de 5,5%.

En définitive, la balance des paiements dégagerait un solde global excédentaire de **0,4%** du PIB en 2026, en amélioration par rapport à la cible initiale fixée à **0,2%**.

Sur la prochaine triennale, la conduite de la politique économique s'attachera à pérenniser les avancées observées depuis 2016. L'État poursuivra l'approfondissement de la transformation structurelle en vue de maintenir un rythme de croissance élevé et d'atteindre un niveau de développement supérieur. Cet effort reposera sur la diversification de l'économie, l'augmentation des capacités de production et l'amélioration de la productivité, en parfaite cohérence avec les orientations de long terme portées par la « **Vision Bénin 2060 : ALAFIA, un Monde de Splendeurs** ». Cette dynamique s'appuiera sur une nouvelle gouvernance axée sur la territorialisation du développement à travers six pôles régionaux intégrés, dont l'exécution des plans spécifiques sera directement suivie en Conseil des ministres.

Le secteur industriel continuera d'avoir une place importante dans la politique publique. La politique industrielle visera la remontée des chaînes de valeur par la transformation locale accrue des matières premières (coton, soja, anacarde, karité).

Dans cette perspective, l'État veillera à l'implantation d'au moins une unité industrielle nouvelle par pôle régional tout en poursuivant le développement des Zones Économique Spéciale notamment celle de Glo-Djigbé et son accompagnement au secteur industriel à travers des incitations fiscales ciblées et le développement d'infrastructures logistiques adaptées.

Le développement du tourisme constituera un levier stratégique de diversification et de création de richesses sur la période sous revue. L'État s'emploiera à valoriser l'ensemble du patrimoine culturel, historique et naturel du Bénin au-delà de la seule capitale économique, en développant des pôles d'attractivité touristique dans chaque région.

L'innovation technologique et le développement du capital humain seront également placés au cœur de la stratégie de croissance. L'État déploiera des campus d'innovation régionaux, adossés à des écosystèmes comme Sèmè City, pour faire du Bénin un exportateur de solutions numériques. Ce maillage sera renforcé par la création de hubs de formation ciblés et l'accélération de la construction de lycées scientifiques, techniques agricoles et d'écoles de métiers.

Cette politique sera renforcée par les mesures structurelles visant l'amélioration de l'environnement des affaires et la promotion du secteur privé. Il s'agira pour l'État de poursuivre et d'intensifier ses actions visant la simplification des procédures administratives, la facilitation de la création d'entreprise et la réduction des délais d'enregistrement, afin de faire du Bénin une terre d'opportunités attractive pour les investisseurs nationaux et internationaux.

La politique publique visera également le développement des chaînes de valeur régionales, en approfondissant les relations économiques avec les partenaires régionaux afin de construire des coopérations mutuellement avantageuses, favorables à l'expansion du secteur privé béninois.

S'agissant des finances publiques, l'État consolidera la soutenabilité de son cadre budgétaire en optimisant la collecte des recettes intérieures par la digitalisation, tout en préservant l'effort d'investissement public. Une attention particulière sera portée à l'efficacité des allocations afin de stimuler la croissance et satisfaire les demandes sociales, dans le respect de la viabilité de la dette et des normes de convergence de l'UEMOA.

Au plan social, l'action de l'État sera orientée vers le renforcement de l'inclusion sociale, la protection des groupes vulnérables et l'élargissement de l'accès aux services financiers pour tous ainsi qu'à l'accélération des progrès vers l'atteinte des ODD.

Ainsi, sur la base de l'évolution probable de la conjoncture aux plans international et sous-régional et en tenant compte de l'évolution prévisible de l'économie, plusieurs scénarii sont envisageables, notamment celui de référence. Le scénario de référence suppose une évolution de la croissance économique selon la trajectoire observée sur la période 2018-2025. Il intègre à la fois les retombées différées des investissements antérieurs et les spécificités de la période d'analyse, marquée par l'installation d'une nouvelle équipe gouvernementale. Cette nouvelle équipe devrait se doter d'un Programme d'Actions du Gouvernement, avec de nouveaux projets qui connaîtront une phase d'étude avant leur démarrage. **Dans ce scénario, le taux de croissance s'afficherait à 7,5% en 2027 comme en 2026 et devrait se maintenir en 2028 et 2029.**

7,5% 
taux de croissance
en 2027



03

**ANALYSE DE LA MOBILISATION DES
RECETTES AU 30 JUIN DU BUDGET DE
L'ETAT POUR LA GESTION 2026**





Présentation des recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation

Les ressources du budget de l'Etat sont composées de grandes sources à savoir : recettes fiscales (taxes sur le commerce extérieur, fiscalité directe et indirecte) et recettes non fiscales. Ces ressources proviennent des recettes :



des administrations financières (Direction générale des Douanes, Direction générale des Impôts et Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique) et de l'Agence nationale du Domaine et du Foncier ;



du Fonds national des Retraités du Bénin et des autres budgets ;



des comptes d'affectation spéciale ; et,



des autres recettes (dons budgétaires, et fonds de concours et recettes assimilées).

A fin juin 2026, les recettes budgétaires recouvrées s'élèvent à **1 220 806,6 millions de FCFA** sur une prévision à mi-parcours de 1 298 071 millions de FCFA, soit un taux de mobilisation de **94,0%**. Ce niveau de réalisation traduit un écart modéré de **6 points de pourcentage par rapport à l'objectif semestriel et couvre 44,6%** des prévisions annuelles révisées de la loi de finances rectificative d'un montant de **2 736 136 millions de FCFA**.

Recettes budgétaires

■ 30 JUIN 2026

1 220 806,6
millions de FCFA
94,0%

Le résultat obtenu atteste la résilience de l'économie béninoise ainsi que la solidité des réformes entreprises dans le domaine des finances publiques.

Cette performance est portée par la poursuite de réformes structurelles et organisationnelles ambitieuses visant à sécuriser et à optimiser le recouvrement des ressources intérieures, notamment :



l'approfondissement de la politique d'élargissement de l'assiette fiscale, concrétisée par la digitalisation intégrale de nombreuses procédures administratives, la généralisation des machines électroniques certifiées de factures normalisées, l'interconnexion des bases de données des contribuables, ainsi que des mesures d'incitation comme l'exemption de pénalités pour les déclarations spontanées. À cela s'ajoutent des exonérations ciblées (sur certains biens d'équipement, produits agricoles ou œuvres d'art) visant à stimuler l'investissement et à soutenir des filières stratégiques ;



l'amélioration de la gouvernance financière, matérialisée par un suivi plus rigoureux des performances, une responsabilisation accrue des régies et l'instauration de mécanismes de redevabilité ;



la rationalisation de la trésorerie publique à travers le Compte Unique du Trésor (CUT), qui a permis de centraliser les ressources, de supprimer la rétrocession automatique des recettes aux services collecteurs, et de renforcer la transparence ainsi que l'efficacité de la gestion publique ;



l'impact des réformes fiscales, notamment la montée en puissance du guichet unique du commerce extérieur, l'opérationnalisation progressive du cadastre fiscal, la lutte renforcée contre la fraude et l'évasion fiscales, ainsi que l'intégration du secteur informel dans le circuit fiscal via des mécanismes simplifiés.

Au regard des performances enregistrées à mi-parcours, la dynamique favorable de recouvrement des recettes budgétaires devrait se poursuivre sur le second semestre 2026. Ainsi, le taux de mobilisation atteindrait 101,4% des prévisions annuelles révisées de la loi de finances rectificative à fin décembre 2026, soit un niveau de réalisation attendu de 2 773 555 millions de FCFA.

Le détail sur les niveaux de réalisation, par composante de recettes du budget de l'Etat au 30 juin 2026, se présente ci-après :

01 Réalisation des recettes fiscales brutes

Recettes fiscales

■ 30 JUIN 2026

1 088 371,0

millions de FCFA

95,0%

Au cours du premier semestre 2026, les recettes fiscales recouvrées par l'État s'élèvent à **1 088 371,0 millions de FCFA** sur un objectif semestriel de 1 145 347 millions de FCFA, soit un taux de mobilisation de **95,0%**. Comparé aux prévisions annuelles révisées de la loi de finances rectificative qui sont de 2 403 667 millions de FCFA, ce niveau de mobilisation des recettes s'établit à **45,3%**.

Cette réalisation, qui affiche **un écart modéré de 5 points de pourcentage par rapport à l'objectif à mi-parcours**, témoigne d'une bonne tenue globale des régies financières dans la collecte des impôts, droits et taxes de douane au cours de la période sous revue.

Le bordereau de développement de ces recettes par régie et par principale source individuelle à fin juin 2026 est présenté dans le tableau ci-après :





TABLEAU 3

Niveau de réalisation des recettes fiscales au 30 juin 2026 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2026				Ecart (B)-(A)
	Prév. Annuelle révisée	Prév. au 30 juin (A)	Réal. au 30 juin (B)	Taux (%)	
Direction générale des Douanes (DGD)					
1- Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)	510 487	237 352	188 630,2	79,5	-45 081,4
2- Droits et taxes à l'importation (Droit de douane, redevance informatique, taxe sur la circulation des véhicules, taxe hydrocarbures, redevance statistique, ajustement, sécurité et assainissement, etc.)	365 919	170 134	145 753,5	85,7	-21 771,7
3- Droits et taxes à l'exportation (Taxe spécifique réexportation, contribution à la recherche agricole, etc.)	10 577	4 918	6 201,6	126,1	1 359,4
4- Autres recettes fiscales (Redevance d'aménagement urbain et de sécurisation de corridor, Taxe statistique, Taxe sur la pollution /éco taxe, Taxe spécifique ciment, etc.)	60 449	28 106	37 807,6	134,5	10 132,6
Total DGD	947 432	440 510	378 392,9	85,9	-62 117,1
Direction générale des Impôts (DGI)					
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	415 708	201 208	225 586,8	112,1	24 378,5
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	182 329	88 250	88 485,5	100,3	235,9
3- Impôts sur les Biens et Services	809 459	391 789	366 609,8	93,6	-25 179,5
4- Impôts sur la Propriété	42 800	20 716	25 169,9	121,5	4 454,1
5- Autres Recettes Fiscales	5 939	2 874	4 126,1	143,5	1 251,6
Total DGI	1 456 235	704 837	709 978,1	100,7	5 140,7
Total recettes fiscales brutes	2 403 667	1 145 347	1 088 371,0	95,0	-56 976,4

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026.

Au **niveau de la fiscalité de porte**, le niveau de collecte des recettes des douanes s'affiche au-dessous des objectifs à fin juin 2026 d'un montant de **378 392,9 millions de FCFA**, soit un écart négatif de **14,1 points** de pourcentage. Cet écart s'explique par le retard d'encaissement accumulé au premier trimestre relatif aux recettes de la douane, lequel continue d'impacter les réalisations semestrielles malgré une accélération du rythme de collecte au deuxième trimestre

Cette performance s'inscrit dans un contexte opérationnel particulièrement exigeant, marqué par la conjugaison de plusieurs contraintes majeures dont :

Au niveau de la fiscalité de porte,

+14,1 
point de pourcentage
en juin 2026



le maintien de la fermeture des frontières avec le Niger et les menaces sécuritaires persistantes dans la région nord du pays;



la conjoncture défavorable;



la crise au Moyen-Orient ;



l'attentisme des opérateurs économiques en raison de la période électorale ;



la baisse du cours du naira et la hausse du cours du dollar.

En termes de perspectives, pour l'atteinte des objectifs, il est envisagé :



la maîtrise de la valeur et la certification des poids ;



la maîtrise des flux ;



l'opérationnalisation du nouveau dispositif de gestion de la dette douanière ;



le renforcement des infrastructures techniques et du système d'information ;



le développement du traitement et de l'exploitation des données ;



l'optimisation de la gestion des fonctions douanières et



la facilitation et l'accélération des échanges et l'amélioration de la qualité de service aux usagers/partenaires.

**Au niveau des
services des
impôts,**

+100,7 

point de pourcentage
en juin 2026



Le recouvrement des recettes au niveau des services des impôts, a enregistré à fin juin 2026 une bonne performance en dépassant l'objectif semestriel de **5 140,7 millions de FCFA**, soit un taux de réalisation de **100,7%**. Cette consolidation de mobilisation des recettes fiscales est principalement portée par :



les impôts sur les revenus non salariaux : leur niveau atteint est spécifiquement induit par la bonne tenue de l'impôt sur les sociétés, de la retenue sur les prestataires étrangers, de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers et de la patente;



les impôts sur les revenus salariaux : Cette progression est imputable au dynamisme de l'activité économique et de la création de nouveaux emplois en lien avec une amélioration continue du climat des affaires ainsi qu'aux effets continus des réformes portant sur les traitements et salaires (déclaration unifiée, révision des barèmes) et la suppression de l'exonération du versement patronal sur salaire dû par les agences et institutions de l'Etat ;



les impôts sur la propriété : leur accroissement résulte de la performance observée dans la collecte de la Taxe sur les Véhicules à Moteur et des droits d'enregistrement ;



les autres recettes fiscales.

En somme, ces résultats reflètent les effets conjugués des réformes administratives, de la dématérialisation intégrale des formalités déclaratives et de paiement, du renforcement des contrôles et de la volonté de l'administration fiscale de maintenir une forte dynamique de recouvrement, amorcée depuis 2018.

En matière de perspectives, l'administration fiscale poursuivra l'exécution des mesures stratégiques et opérationnelles afin d'assurer l'atteinte intégrale des objectifs de recouvrement fixés en fin d'exercice budgétaire 2026.



Présentation des recettes non fiscales et justification des écarts de réalisation

Les recettes non fiscales sont constituées essentiellement des recettes de l'administration du Trésor, des produits issus des services de l'Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) et du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB).

Le niveau détaillé de recouvrement des recettes non fiscales ainsi que l'analyse des performances notées sont présentés comme ci-après :

01

Réalisation des recettes non fiscales

Au 30 juin 2026, les recettes non fiscales recouvrées s'établissent à **105 739,0 millions de FCFA** pour un objectif semestriel de 107 103 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de **98,7%**.

Le tableau ci-après présente les niveaux de réalisation par source des recettes non fiscales sur la période sous revue :



TABLEAU 4

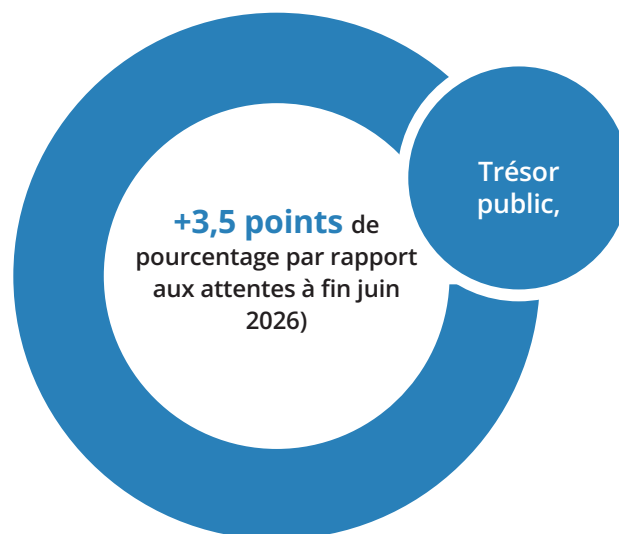
Réalisation des recettes non fiscales au 30 juin 2026 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2026				Ecart (B)-(A)
	Prév. Annuelle révisée	Prév. au 30 juin (A)	Réal. au 30 juin (B)	Taux (%)	
Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)					
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	55	28	69,3	251,2	41,7
2- Droits et Frais Administratifs	24 294	12 185	15 468,7	126,9	3 283,5
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	1 593	799	557,9	69,8	-241,1
4- Produits Financiers	50 005	25 082	22 868,1	91,2	-2 213,4
5- Autres Recettes Non Fiscales	38 184	19 152	21 128,2	110,3	1 976,1
6- Recettes Exceptionnelles	34 818	17 464	17 230,2	98,7	-233,7
Total DGTCP	148 948	74 709	77 322,4	103,5	2 613,0
Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)					
Total ANDF	5 000	2 070	1 284,6	62,1	-785,4
Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB)					
Total FNRB	60 645	30 324	27 132,0	89,5	-3 192,0
Total recettes non fiscales	214 593	107 103	105 739,0	98,7	-1 364,4

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026.



Au niveau du **Trésor public**, il est enregistré un écart positif (**3,5 points de pourcentage par rapport aux attentes à fin juin 2026**). Cette performance enregistrée au titre du premier semestre de l'année est essentiellement portée par la rubrique « Autres recettes non fiscales » (notamment aux autres produits), constituée des recettes liées aux produits générés par les Institutions et les services sectoriels de l'Etat, les reversements de sommes et de reliquats sur titres de paiement au budget national. Aussi est-elle portée par les effets positifs du dispositif de suivi mis en place dans le cadre des réformes (mesures de suivi du recouvrement des recettes intermédiaires) avec pour corollaire le bon comportement des produits comme :



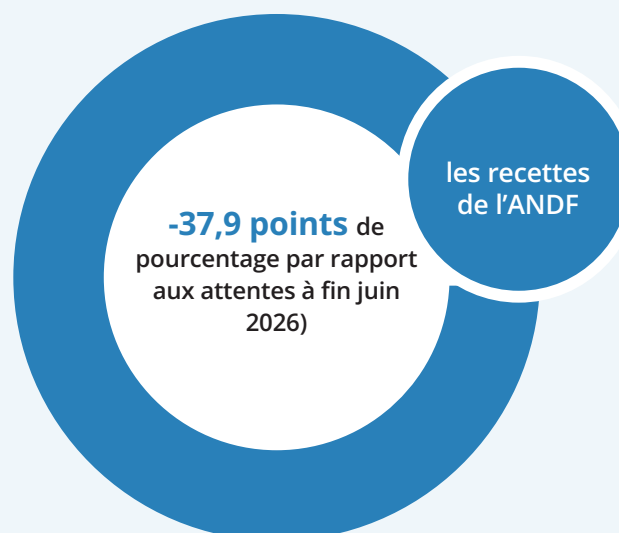
les Revenus de l'Entreprise et du Domaine (251,2% de l'objectif) et



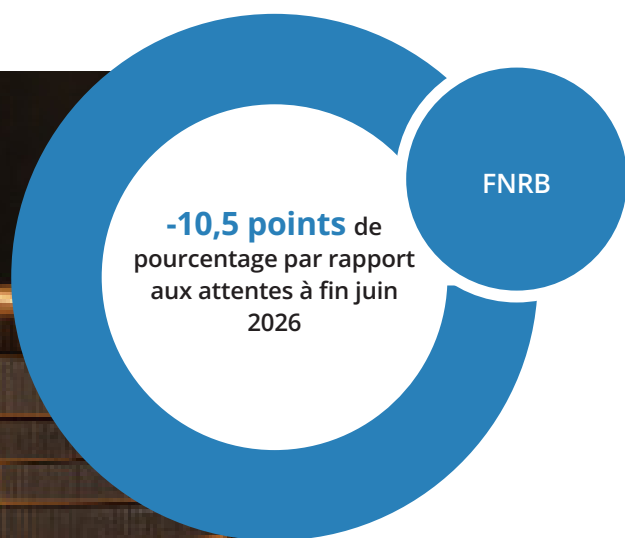
les Droits et frais administratifs (126,9% de l'objectif).



En ce qui concerne **les recettes de l'ANDF**, leur niveau de mobilisation est en dessous de l'objectif semestriel (**écart négatif de 37,9 points de pourcentage**) en 2026. Ce niveau reste tributaire des comportements des recettes qui proviennent, entre autres, des frais d'attestation de confirmation, frais de mutation, frais de délivrance d'états descriptifs, frais de délivrance de duplicata. Ces produits intègrent les débours qui représentent des provisions que constituent les requérants pour assurer les frais de bornages contradictoires dans le cadre des opérations de confirmation de droits (factures des géomètres, frais liés à la publication au journal Officiel, affichage à la Mairie et au tribunal).



Afin de garantir une mobilisation optimale des ressources en fin de gestion 2026, l'administration poursuivra les actions engagées pour amener les emphytéotes au respect strict de leurs obligations financières, conformément au calendrier des échéanciers établis.



Pour le **FNRB**, l'écart négatif de **10,5 points de pourcentage** par rapport à la cible du premier semestre 2026 s'explique par l'impact des départs à la retraite sur la masse des cotisations, non encore résorbé par la prise en compte des nouveaux agents recrutés.



Présentation des autres des autres recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation

Les autres recettes budgétaires regroupent les produits des comptes d'affectation spéciale (Prévention et gestion des catastrophes et vulnérabilité), les fonds de concours et recettes assimilées, les dons budgétaires et les produits issus des allègements de la dette.



Réalisation des autres recettes budgétaires

Sur la période sous revue, les autres recettes budgétaires ont été mobilisées à hauteur de **26 696,6 millions de FCFA**, soit **58,5%** des prévisions semestrielles de 45 621 millions de FCFA.

Le tableau ci-après, présente le détail de leur niveau de mobilisation.



TABLEAU 5

Réalisation des autres recettes budgétaires à fin juin 2026 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2026				Ecart (B)-(A)
	Prév. Annuelle révisée	Prév. au 30 juin (A)	Réal. au 30 juin (B)	Taux (%)	
Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)					
1- Prévention et gestion des catastrophes et vulnérabilité	43 200	16 580	14 310,2	86,3	-2 269,8
Total CAS	43 200	16 580	14 310,2	86,3	-2 269,8
Autres ressources					
1- Dons budgétaires	20 000	6 838	0,0	0,0	-6 447,3
2- Fonds de concours et recettes assimilées	54 676	22 203	12 386,4	55,8	-9 816,1
Total autres ressources	74 676	29 041	12 386,4	42,7	-16 654,2
Total autres recettes budgétaires	117 876	45 621	26 696,6	58,5	-18 924,0

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026.

02

Discussion narrative des écarts de réalisation des autres recettes budgétaires

Conformément aux réajustements de la loi de finances rectificative gestion 2026, **les comptes d'affectation spéciales** sont désormais recentrés sur le seul compte « Prévention, gestion des catastrophes et vulnérabilités », alimenté par 56,2% des redevances sur la téléphonie mobile (GSM).

A fin juin 2026, les recettes mobilisées au profit des **CAS** s'établissent à **14 310,2 millions de FCFA** sur une cible semestrielle de 16 580,0 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 86,3%.

Du côté des dons budgétaires et des produits liés aux fonds de concours et recettes assimilées, le montant mobilisé au premier semestre 2026 s'établit à **12 386,4 millions de FCFA**, traduisant un retard d'exécution de **57,3 points** de pourcentage par rapport aux prévisions à mi-parcours. Ce niveau de réalisation résulte principalement des contraintes de calendrier liées au planning de mise à disposition des fonds par les bailleurs.

04

PRESENTATION DES ESTIMATIONS DE RECETTES PAR CATEGORIE (TELLES QUE LES RECETTES FISCALES ET NON FISCALES) ET PAR SOURCE INDIVIDUELLE DE RECETTES

Cette section sur les recettes budgétaires traite de leur niveau de réalisation, par régie et par source individuelle de recettes, à fin juin 2026.



Estimation des réalisations de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale des Douanes (DGD)



TABLEAU 6

Réalisation de recettes de la DGD par source individuelle à fin juin 2026 (en millions de FCFA)

Code budgétaire	Libellé de la nature économique	Prévisions annuelles révisées 2026	Prévisions à fin juin (A)	Réalisations à fin juin (B)	Ecart (B)-(A)
Art. Parag. Lig					
Article: 71 - RECETTES FISCALES		947 432	440 510	378 392,9	-62 117,1
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	510 487	237 352	188 630,2	-48 721,6
715002	Taxe sur la valeur ajoutée - DGD	510 487	237 352	188 630,2	-48 721,6
717	Droits et taxes à l'importation	365 919	170 134	145 753,5	-24 381,0
7171	Droit fiscal et de douanes	347 420	161 534	138 385,2	-23 148,4
7174	Redevance informatique	2 991	1 390	1 191,2	-199,3
7179	Autres droits et taxes à l'importation	15 508	7 210	6 177,1	-1 033,3
718	Droits et taxes à l'exportation	10 577	4 918	6 201,6	1 283,9
7181	Droit de sortie	0,0	0	0,0	0,0
7184	Taxe spéciale de réexportation	30	14	17,6	3,6
7185	Redevance statistique	6 572	3 056	3 853,6	
7186	Droit de timbre douanier	399	185	233,9	48,4
7189	Autres droits et taxes à l'exportation	3 576	1 662	2 096,5	434,1
719	Autres recettes fiscales	60 449	28 106	37 807,6	9 701,6
7192	Autres recettes fiscales, taxe de voirie	7 664	3 563	4 793,1	1 229,9
7199	Autres recettes fiscales non ventilées	52 786	24 543	33 014,5	8 471,6
Recettes courantes		947 432	440 510	378 392,9	-62 117,1
TOTAL GENERAL		947 432	440 510	378 392,9	-62 117,1



Estimation des réalisations de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale des Impôts (DGI)



TABEAU 7

Réalisation de recettes de la DGI par source individuelle à fin juin 2026 (en millions de FCFA)

Code budgétaire	Libellé de la nature économique	Prévisions annuelles révisées 2026	Prévisions à fin juin 2026 (A)	Réalisations à fin juin 2026 (B)	Ecart (B)-(A)
Art. Parag. Lig					
Article: 71 - RECETTES FISCALES		1 456 235	702 254	709 978,1	7 724,5
71	RECETTES FISCALES	1 456 235	702 254	709 978,1	7 724,5
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	415 708	201 208	225 586,8	24 378,5
7111	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital des sociétés	280 150	135 596	152 025	16 428,9
7112	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital des personnes physiques	13 774	6 667	7 474	807,7
7119	Autres impôts sur les revenus non salariaux	121 785	58 945	66 087	7 141,9
712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	182 329	88 250	88 485,5	235,9
7121	Taxes sur les salaires et la main d'oeuvre à la charge des employeurs	146 267	70 795	70 985	189,3
7122	Impôt sur les salaires et la main d'oeuvre à la charge des employés	36 062	17 454	17 501	46,7
713	Impôts sur le patrimoine	42 801	20 716	25 169,9	4 454,1
7131	Impôts sur la propriété mobilière	18 120	8 770	10 656	1 885,7
7132	Impôts sur le patrimoine net des personnes physiques	22 005	10 650	12 940	2 289,9
7139	Autres Impôts sur le patrimoine	2 676	1 295	1 574	278,5
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	809 459	391 789	366 609,8	-25 179,5
715001	Taxe sur la valeur ajoutée - DGI	515 779	249 644	233 600	-16 044,1
7152	Taxes sur les produits et accises	36 458	17 646	16 512	-1 134,1
7153	Taxes sur les services	85 968	41 610	38 935	-2 674,2
7159	Autres taxes sur les biens et services	171 255	82 890	77 563	-5 327,2
716	Droits de timbre et d'enregistrement	5 939	291	417,3	126,6
7161	Droits de timbre et de visa	1 189	58	84	25,4
7162	Droits d'enregistrement	4 750	232	334	101,2
Recettes courantes		1 456 235	702 254	709 978,1	7 724,5
TOTAL GENERAL		1 456 235	702 254	709 978,1	7 724,5



Estimation des réalisations de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)



TABLEAU 8

Réalisation de recettes de la DGTCP par source individuelle à fin juin 2026 (en millions de FCFA)

Code budgétaire	Libellé de la nature économique	Prévisions annuelles révisées 2026	Prévisions à fin juin 2026 (A)	Réalisations à fin juin 2026 (B)	Ecart (B)-(A)
Art. Parag. Lig					
Article : 72 - RECETTES NON FISCALES		64 126	32 164	37 224	5 060
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	55,0	27,6	69,3	41,7
72132	Loyers d'immeubles	55,0	27,6	69	41,7
722	Droits et frais administratifs	24 294,0	12 185,2	15 468,7	3 283,5
7221	Rémunération pour service rendu par les services en charge des missions de souveraineté de l'État	1 380,1	692,2	879	186,5
72211	Produits des services rendus par les institutions de l'État	2 760,2	1 384,4	1 757	373,1
72213	Produits des services en charge de la sécurité	5 794,8	2 906,6	3 690	783,2
72214	Produits des services en charge des affaires étrangères	574,3	288,0	366	77,6
72215	Produits des services en charge de la justice	0,0	0,0	0	0,0
72231	Produits des services en charge des travaux publics et des transports	5 448,2	2 732,7	3 469	736,4
72232	Produits des services en charge de l'eau et de l'énergie	283,6	142,2	181	38,3
72233	Produits des services en charge des technologies de l'information et de la communication	38,0	19,0	24	5,1
72241	Produits des services en charge de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche	2 637,7	1 323,0	1 679	356,5
72243	Produits des services en charge de l'industrie et du commerce	899,0	450,9	572	121,5
72244	Produits des services en charge de l'artisanat et du tourisme	138,0	69,2	88	18,7
72251	Produits des services en charge de l'enseignement maternel et primaire	308,4	154,7	196	41,7
72252	Produits des services en charge des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle	933,3	468,1	594	126,1
72253	Produits des services en charge de l'enseignement supérieur	280,3	140,6	179	37,9
72256	Produits des services en charge de la culture	165,6	83,1	105	22,4

Code budgétaire	Libellé de la nature économique	Prévisions annuelles révisées 2026	Prévisions à fin juin 2026 (A)	Réalisa- tions à fin juin 2026 (B)	Ecart (B)-(A)
Art. Parag. Lig					
72261	Produits des services en charge de la santé	2 070,1	1 038,3	1 318	279,8
72263	Produits des services en charge du cadre de vie	67,2	33,7	43	9,1
72271	Produits des services en charge de la fonction publique	207,0	103,8	132	28,0
72272	Produits des services en charge du travail et de l'emploi	308,0	154,5	196	41,6
723	Amendes et condamnations pécuniaires	1 593,0	799,0	557,9	-241,1
7231	Amendes forestières	1 346,5	675,4	472	-203,8
7232	Frais et amendes judiciaires	228,8	114,8	80	-34,6
7234	Produits des transactions pécuniaires	17,7	8,9	6	-2,7
729	Autres recettes non fiscales	38 183,6	19 152,1	21 128,2	1 976,1
7299	Autres produits divers	38 183,6	19 152,1	21 128	1 976,1
Article : 75 - PRODUITS EXCEPTIONNELS		34 818	17 464	17 230	-234
752	Restitutions au Trésor de sommes indûment payées	1 009,0	506,1	499,3	-6,8
7521	Restitutions au Trésor de sommes indûment payées	504,5	253,0	250	-3,4
7522	Reversement au budget national de salaires indûment perçus	504,5	253,0	250	-3,4
759	Autres recettes exceptionnelles	33 809,2	16 957,8	16 730,9	-226,9
7599	Autres recettes exceptionnelles	33 809,2	16 957,8	16 731	-226,9
Article : 77 - PRODUITS FINANCIERS		50 005	25 082	22 868	-2 213
772	Intérêts sur les dépôts à terme	30 000,0	15 047,4	13 719,5	-1 327,9
7721	Intérêts sur dépôts à terme	30 000,0	15 047,4	13 719	-1 327,9
773	Produits des participations	20 000,0	10 031,6	9 146,3	-885,3
7731	Dividendes	20 000,0	10 031,6	9 146	-885,3
7732	Produits des participations financières	0,0	0,0	0	0,0
776	Gains de change	5,0	2,5	2,3	-0,2
7761	Gain de change	5,0	2,5	2	-0,2
TOTAL GENERAL		148 948,8	74 709,4	77 322,4	2 613,0



Estimation des réalisations de recettes par catégorie et par source individuelle pour l'Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)



TABLEAU 9

Réalisation de recettes de l'ANDF par source individuelle à fin juin 2026 (en millions de FCFA)

Rubriques/catégories/sources individuelles de recettes				Prévisions annuelles révisées 2026	Prévisions à fin juin (A)	Réalisations à fin juin (B)	Ecart (B)-(A)
Article : 71 RECETTES FISCALES							
71	3		IMPOTS SUR LE PATRIMOINE	5 000	2 070	1 284,6	-785,4
71	3	5	Droits de mutation	5 000	2 070	1 284,6	-785,4
71	3	52	Droits d'hypothèque et d'inscription à la conservation foncière	5 000	2 070	1 284,6	-785,4
TOTAL				5 000	2 070	1 284,6	-785,4

05

**ESTIMATIONS DE RECETTES
MISES A JOUR POUR L'EXERCICE
EN COURS (PROJECTIONS DES
SOURCES INDIVIDUELLES DE
RECETTES PAR REGIE A FIN
DECEMBRE 2026)**





Présentation globale des estimations de recettes budgétaires mises à jour par catégorie de recettes au 31 décembre 2026

Au regard des performances économiques attendues à fin décembre 2026 et de la poursuite des réformes structurelles au sein des régies financières pour une mobilisation accrue des ressources publiques, les taux de recouvrement des différentes composantes du budget de l'État (y compris les budgets annexes et comptes d'affectation spéciale) sont projetés à **101,4%** des prévisions annuelles révisées de la Loi de Finances Rectificative pour la gestion 2026.

En somme, le niveau de recouvrement des ressources globales prévues par la loi de finances rectificative devrait atteindre un taux de réalisation de **113,6%** par rapport à la cible fixée à **4 148 357 millions de FCFA** à la clôture de l'exercice 2026.

Ce dépassement des prévisions initiales s'explique principalement par la dynamique accrue des recettes du trésor public et par la mobilisation exceptionnelle des ressources de trésorerie.

Le tableau ci-après présente les projections de recettes à fin décembre 2026 par composante du budget de l'État :



TABLEAU 10

Réalisation à fin juin et estimation de réalisation des ressources de la loi de finances 2026 à fin décembre (en millions de FCFA)

Natures de Ressources	Prévisions révisées 2026	Réalizations à fin juin		Prévisions actualisées pour 2026 (Projections de réalisations au 31/12/2026)		
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Ecart
Direction générale des Impôts (DGI) (1)	1 456 235	709 978,1	48,8	1 458 733	100,2	2 498
Direction générale des Douanes (DGD) (2)	947 432	378 392	39,9	956 906	101,0	9 474
Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP) (3)	148 948	77 322	51,9	174 307	117,0	25 359
Total des régies (1)+(2)+(3)⁷	2 552 615	1 165 692	32,8	2 589 946	101,5	37 331
Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) (4)	5 000	1 284	25,7	5 088	101,8	88
Budget annexe du FNRB (5)	60 645	27 132	44,7	60 645	100,0	0,0
Comptes d'affectation spéciale (6)	43 200	14 310,2	33,1	43 200	100,0	0,0
Autres recettes budgétaires (7)	74 676	12 386,4	16,6	74 676	100,0	0,0
TOTAL BUDGET DE L'ETAT (A)=(1+...+7)	2 736 136	1 220 806,6	44,6	2 773 555	101,4	37 419
RESSOURCES DE TRESORERIE (B)	1 412 222	1108 790	78,5	1 940 930	137,4	528 708
TOTAL LOI DE FINANCES (A+B)	4 148 357	2 329 597	56,2	4 714 481	113,6	566 124

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026

⁷ Ce montant n'intègre pas les prévisions initiales, les réalisations et les estimations actualisées des recettes affectées.



Présentation des estimations de recettes budgétaires mises à jour par source individuelle au 31 décembre 2026

01

Projections de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale des Douanes (DGD)

Les produits de recettes de la Direction générale des Douanes, gestion 2026 sont projetés à **956 906 millions de FCFA**, soit un taux de réalisation de 101% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative.

Le tableau ci-après présente les estimations de recettes mises à jour pour l'exercice en cours (projections des sources individuelles de recettes pour les services des Douanes à fin décembre 2026).



TABLEAU 11

Projections des sources individuelles de recettes pour la DGD à fin décembre 2026

Code budgétaire	Libellé de la nature économique	Prévisions annuelles révisées 2026 (A)	Réalizations attendues au 31/12/2026 (B)	Ecart (B)-(A)
Art. Parag. Lig				
Article: 71 - RECETTES FISCALES		947 432	956 906	9 474
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	510 487	515 591,9	5 104,9
715002	Taxe sur la valeur ajoutée - DGD	510 487	515 591,9	5 104,9
717	Droits et taxes à l'importation	365 919	369 577,9	3 659,2
7171	Droit fiscal et de douanes	347 420	350 894,6	3 474,2
7174	Redevance informatique	2 991	3 020,4	29,9
7179	Autres droits et taxes à l'importation	15 508	15 662,9	155,1
718	Droits et taxes à l'exportation	10 577	10 682,7	105,8
7181	Droit de sortie	0,0	0,0	0,0
7184	Taxe spéciale de réexportation	30	30,2	0,3
7185	Redevance statistique	6 572	6 638,2	65,7
7186	Droit de timbre douanier	399	402,9	4,0
7189	Autres droits et taxes à l'exportation	3 576	3 611,4	35,8
719	Autres recettes fiscales	60 449	61 053,9	604,5
7192	Autres recettes fiscales, taxe de voirie	7 664	7 740,2	76,6
7199	Autres recettes fiscales non ventilées	52 786	53 313,8	527,9
Recettes courantes		947 432	956 906	9 474
TOTAL GENERAL		947 432	956 906	9 474

Projections de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale des Impôts (DGI)

Les produits de recettes de la Direction générale des Impôts, gestion 2026 sont projetés à **1 458 733 millions de FCFA** dépassant légèrement l'objectif prévu par la loi de finances rectificative.

Le tableau ci-après présente les estimations de recettes mises à jour pour l'exercice en cours (projections des sources individuelles de recettes pour les services des Impôts à fin décembre 2026).



TABLEAU 12

Projections des sources individuelles de recettes pour la DGI à fin décembre 2026

Code budgétaire	Libellé de la nature économique	Prévisions annuelles révisées 2026 (A)	Réalizations attendues au 31/12/2026 (B)	Ecarts (B)-(A)
Art. Parag. Lig				
Article: 71 - RECETTES FISCALES		1 456 235	1 456 235	0,0
71	RECETTES FISCALES	1 456 235	1 458 733	2 497,4
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	415 708	416 124,4	416,3
7111	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital des sociétés	280 150	280 417	267,0
7112	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital des personnes physiques	13 774	13 801	27,5
7119	Autres impôts sur les revenus non salariaux	121 785	121 906	121,8
712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	182 329	182 693	243,6
7121	Taxes sur les salaires et la main d'œuvre à la charge des employeurs	146 267	146 560	292,5
7122	Impôt sur les salaires et la main d'œuvre à la charge des employés	36 062	36 134	72,1
713	Impôts sur le patrimoine	42 801	42 886	243,6
7131	Impôts sur la propriété mobilière	18 120	18 156	36,2
7132	Impôts sur le patrimoine net des personnes physiques	22 005	22 049	44,0
7139	Autres Impôts sur le patrimoine	2 676	2 681	5,4
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	809 459	811 078	243,6
715001	Taxe sur la valeur ajoutée - DGI	515 779	516 810	1 031,6
7152	Taxes sur les produits et accises	36 458	36 530	72,9
7153	Taxes sur les services	85 968	86 140	171,9
7159	Autres taxes sur les biens et services	171 255	171 598	342,5
716	Droits de timbre et d'enregistrement	5 939	5 951	243,6
7161	Droits de timbre et de visa	1 189	1 192	2,4
7162	Droits d'enregistrement	4 750	4 759	9,5
Recettes courantes		1 456 235	1 458 733	243,6
TOTAL GENERAL		1 456 235	1 458 733	2 497,4

Projections de recettes par catégorie et par source individuelle pour la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)

Les produits de recettes de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique, gestion 2026 sont projetés à **174 307 millions de FCFA, soit 117%** des prévisions de la loi de finances rectificative.

Le tableau ci-après présente les estimations de recettes mises à jour pour l'exercice en cours (projections des sources individuelles de recettes pour les services des Impôts à fin décembre 2026).



TABLEAU 13

Projections des sources individuelles de recettes pour la DGTCP à fin décembre 2026

Code budgétaire		Prévisions annuelles révisées 2026	Réalizations attendues à fin Décembre 2026 (B)	Ecart (B)-(A)
Art. Parag. Lig	Libellé de la nature économique			
Article : 72 - RECETTES NON FISCALES		64 126	64 126	0,0
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	55,0	64,4	9,3
72132	Loyers d'immeubles	55,0	64	9,3
722	Droits et frais administratifs	24 294,0	28 428	4 134,0
7221	Rémunération pour service rendu par les services en charge des missions de souveraineté de l'État	1 380,1	1 614,7	234,6
72211	Produits des services rendus par les institutions de l'État	2 760,2	3 231,4	471,2
72213	Produits des services en charge de la sécurité	5 794,8	6 780,0	985,1
72214	Produits des services en charge des affaires étrangères	574,3	671,9	97,6
72215	Produits des services en charge de la justice	0,0	0,0	0,0
72231	Produits des services en charge des travaux publics et des transports	5 448,2	6 374,5	926,2
72232	Produits des services en charge de l'eau et de l'énergie	283,6	331,8	48,2
72233	Produits des services en charge des technologies de l'information et de la communication	38,0	44,4	6,5
72241	Produits des services en charge de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche	2 637,7	3 086,1	448,4
72243	Produits des services en charge de l'industrie et du commerce	899,0	1 053,9	154,8

Code budgétaire	Libellé de la nature économique	Prévisions annuelles révisées 2026	Réalizations attendues à fin Décembre 2026 (B)	Ecart (B)-(A)
Art. Parag. Lig				
72244	Produits des services en charge de l'artisanat et du tourisme	138,0	161,5	23,5
72251	Produits des services en charge de l'enseignement maternel et primaire	308,4	360,9	52,4
72252	Produits des services en charge des enseignements secondaires, technique et de la formation professionnelle	933,3	1 091,9	158,7
72253	Produits des services en charge de l'enseignement supérieur	280,3	328,0	47,7
72256	Produits des services en charge de la culture	165,6	193,8	28,2
72261	Produits des services en charge de la santé	2 070,1	2 422,1	351,9
72263	Produits des services en charge du cadre de vie	67,2	78,6	11,4
72271	Produits des services en charge de la fonction publique	207,0	242,2	35,2
72272	Produits des services en charge du travail et de l'emploi	308,0	360,4	52,4
723	Amendes et condamnations pécuniaires	1 593,0	1 866	272,8
7231	Amendes forestières	1 346,5	1 575,4	228,9
7232	Frais et amendes judiciaires	228,8	269,7	40,9
7234	Produits des transactions pécuniaires	17,7	20,7	3,0
729	Autres recettes non fiscales	38 183,6	44 675	6 491,2
7299	Autres produits divers	38 183,6	44 674,9	6 491,2
Article : 75 - PRODUITS EXCEPTIONNELS		34 818	40 744	5 926
752	Restitutions au Trésor de sommes indûment payées	1 009,0	1 184	174,5
7521	Restitutions au Trésor de sommes indûment payées	504,5	590,3	85,8
7522	Reversement au budget national de salaires indûment perçus	504,5	593,3	88,8
759	Autres recettes exceptionnelles	33 809,2	39 561	5 751,6
7599	Autres recettes exceptionnelles	33 809,2	39 561	5 751,6
Article : 77 - PRODUITS FINANCIERS		50 005	58 530	8 525
772	Intérêts sur les dépôts à terme	30 000,0	35 113,0	5 113,0
7721	Intérêts sur dépôts à terme	30 000,0	35 113	5 113,0
773	Produits des participations	20 000,0	23 411,0	3 411,0
7731	Dividendes	20 000,0	23 411	3 411,0
7732	Produits des participations financières	0,0	0	0,0
776	Gains de change	5,0	6	0,9
7761	Gain de change	5,0	6	0,9
TOTAL GENERAL		148 948,8	174 307	25 358,3



06

**EXECUTION A MI-PARCOURS DES
DEPENSES DE L'ETAT**





La présente section de la revue de milieu d'année fait une analyse sur la consommation à fin juin 2026, des crédits ouverts au budget de l'État.

Les opérations budgétaires et financières au cours du premier semestre 2026 se sont déroulées dans un contexte socio-économique marqué par la résilience de l'économie nationale face à l'intensification des tensions géopolitiques mondiales avec l'ouverture de nouveaux fronts dans le conflit au Moyen-Orient, la persistance des incertitudes liées aux défis sécuritaires sous-régionaux et la tenue apaisée des premières élections générales au Bénin (législatives, communales et présidentielle).

Au plan de la gestion budgétaire, les actions engagées ont permis de consolider les capacités des acteurs de la chaîne de la dépense publique et de les accompagner dans la mise en œuvre de leurs outils de gestion (PTA, PPM, plans de trésorerie, fiches de financement des activités, etc.).

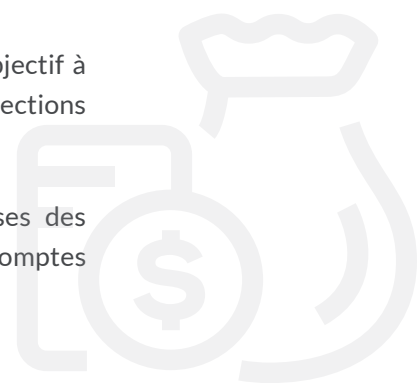
Ces interventions ont renforcé l'appropriation des consignes d'exécution de la loi de finances 2026, telle que réajustée par la loi de finances rectificative de juin 2026 et la maîtrise des systèmes d'information de gestion des finances publiques (SIGFP), garantissant ainsi un rythme de consommation des crédits maîtrisé, régulier et fluide.

En matière d'action sociale, il convient de noter également que les engagements sociaux de l'Etat sont bien tenus au cours de la période. L'indice de la sensibilité sociale des dépenses (Dépenses sociales prioritaires) convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) ressort à fin juin, à **71 023 millions de FCFA** en termes d'ordonnancement pour un objectif de 101 500 millions de FCFA visé à cette période de l'année, soit un taux d'exécution de 70%.

Au terme du premier semestre 2026, l'exécution globale des dépenses budgétaires de l'Etat atteint **1 610 675,6 millions de FCFA en engagements et 1 566 361,7 millions de FCFA en ordonnancements** sur une prévision semestrielle de 1 468 228 millions de FCFA. Elles sont respectivement en hausse de 142 447,1 millions de FCFA et 98 133,2 millions de FCFA.

Ainsi, le taux d'ordonnancement desdites dépenses s'élève à **106,7%** de l'objectif à mi-parcours, correspondant à un niveau de réalisation de **48,6%** des projections annuelles actualisées 3 223 136 millions de FCFA.

La situation détaillée d'exécution des dépenses par composante (dépenses des Ministères et des Institutions de l'Etat, dépenses du FNRB et celles des Comptes d'Affectation Spéciale) se présente ci-après :





Situation d'exécution des dépenses du budget général de l'Etat

Les dépenses du budget général de l'Etat comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses d'investissement.



Dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires sont constituées, entre autres, des dépenses de personnel, des paiements des intérêts sur la dette publique, des dépenses d'acquisition de biens et services et des dépenses de transfert.

Au premier semestre 2026, l'exécution des dépenses ordinaires s'élève à **952 498,6 millions de FCFA**, soit un taux d'ordonnancement de **107%** par rapport à la cible semestrielle fixée à 890 363 millions de FCFA.

Cet écart positif de **7 points de pourcentage** est principalement porté par le dynamisme des dépenses de transfert, exécutées à 119,9% de l'objectif à mi-parcours. Cette performance reflète **la poursuite des politiques publiques à forte portée sociale matérialisées notamment par les transferts aux ménages et les dépenses d'exonérations fiscales**, visant à améliorer les conditions de vie des populations au cours de la période sous revue.

Le tableau ci-dessous résume l'exécution des dépenses ordinaires (fonctionnement des ministères et institutions de l'Etat) à fin juin 2026.



TABLEAU 14

Exécution des dépenses ordinaires à fin juin 2026 (en millions de FCFA)

DEPENSES ORDINAIRES	2026					Ecart (B)-(A)
	Prév. révisée	Prév. au 30 juin (A)	Engag.	Ord. (B)	Taux (%)	
Dépenses de personnel	580 608	290 304	267 303,1	266 769,4	91,9	-23 534,7
Charges financières de la dette	306 703	180 531	196 642,5	196 642,5	108,9	16 111,5
*** Dette intérieure	103 820	78 678	69 823,6	69 823,6	88,7	-8 854,4
*** Dette extérieure	202 883	101 853	126 818,9	126 818,9	124,5	24 965,9
Dépenses d'acquisitions de biens et services	212 425	80 488	98 800,6	82 478,8	102,5	1 990,9
Dépenses de transfert	678 079	339 040	433 702,8	406 607,9	119,9	67 568,4
TOTAL	1 777 816	890 363	996 449,0	952 498,6	107,0	62 136,0

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026.

Discussions narratives sur l'exécution des dépenses ordinaires

Au niveau de la masse salariale

-8,2 

point de pourcentage
en juin 2026

Au niveau de la masse salariale ⁸, bien que le taux de réalisation demeure inférieur à la cible semestrielle (-8,1 points de pourcentage), ce niveau de consommation traduit un effort soutenu de maîtrise de cet agrégat clé des finances publiques ainsi qu'une crédibilité accrue dans sa programmation. Ces résultats découlent de la consolidation et du renforcement des réformes majeures, notamment à travers la conduite régulière de contrôles de routine sur la présence effective et la position administrative des agents, ainsi que le suivi rigoureux de la liquidation des actes de carrière et autres actes à incidence financière sur la masse salariale.

Au niveau de la dette de l'Etat,

108,9%

S'agissant des **charges financières de la dette de l'État**, le service a été assuré à hauteur de **108,9%** des prévisions semestrielles à fin juin 2026. Ce niveau de règlement des intérêts demeure en parfaite adéquation avec le calendrier actualisé d'échéance des règlements.



dépenses d'acquisitions de biens et services

102,5%

Pour les **dépenses d'acquisitions de biens et services** (dépenses d'entretien, de fournitures et d'équipements dans les bureaux ; dépenses d'équipements des hôpitaux, des écoles et universités ; paiement des factures de consommations eau, électricité et frais de communication dans les services publics, paiement de carburant et entretien des véhicules administratifs), leur niveau d'engagement est ressorti à **102,5%** de l'objectif semestriel, soit un écart positif de **1 990,9 millions de FCFA**.

Ce taux d'exécution des crédits de fonctionnement, se justifie notamment par le renouvellement du parc automobile au profit de certaines institutions de la République, la concrétisation des commandes d'équipements informatiques et de fournitures de bureau engagées au premier semestre 2026, ainsi que l'apurement continu des instances de paiement dues aux prestataires, en particulier pour les prestations exécutées lors des transitions d'accords-cadres.

**subventions
et autres
transferts
courants,,**

+19,9%

point de pourcentage
en 2026



Concernant les **subventions et autres transferts courants**, leur taux d'exécution dépasse l'objectif semestriel de **19,9 points de pourcentage** à fin juin 2026.

Cette hausse s'explique notamment par la prise en charge des coûts liés à l'organisation des premières élections générales de 2026, ainsi que par le versement de subventions destinées aux filets sociaux tels que le projet des 1 000 premiers jours, le programme d'alimentation scolaire, le démarrage effectif du projet GBESSOKE et les exonérations fiscales sur des produits de première nécessité.

À cela s'ajoutent le maintien des gratuités sectorielles dans l'éducation, la santé et la protection sociale, ainsi que la poursuite des mesures gouvernementales de soutien au pouvoir d'achat des ménages face à la cherté de la vie.



Dépenses d'investissement

Au terme du premier semestre 2026, les dépenses d'investissement piliers de la politique budgétaire de l'État depuis 2016 pour le développement des infrastructures économiques et sociocommunitaires atteignent **555 467,5 millions de FCFA**. Ce montant correspond à un taux d'exécution de **108,1%** par rapport aux prévisions semestrielles de **513 692 millions de FCFA**.

* L'assainissement de la masse salariale est devenu une réalité. La prévisibilité et la maîtrise des dépenses de personnel continuent de bénéficier d'une grande attention de la part du Gouvernement. Ainsi, après la kyrielle de réformes (bancairisation systématique des salaires et autres avantages des personnels civil, militaire et agents des postes diplomatiques, les recensements périodiques et ciblés, l'interconnexion des bases de données de SUNKWE et FUR, etc.) qui ont conduit à l'assainissement du fichier du personnel et à la réalisation d'importants gains d'efficacité sur l'agrégat « masse salariale », les récentes initiatives portent sur l'avancement automatique des salaires (bénéfice immédiat de l'indice dû) et la mise en place d'un Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines et de la Paie des Agents de l'Etat (SIGRHP).

Dépenses d'investissement

■ 30 JUIN 2026

555 467,5

millions de FCFA

108,1%



L'accroissement de la consommation des crédits d'investissement découle de l'efficacité continue du cadre de gouvernance, qui conditionne l'intégration de tout projet à une étude de faisabilité technique et économique préalable. Elle traduit également l'engagement du Gouvernement à sanctuariser ces dépenses dans l'ensemble des secteurs, et ce, malgré un contexte marqué par des enjeux électoraux et une transition de mandat présidentiel.

Les secteurs qui sont restés dynamiques au cours du premier semestre 2026, en termes d'exécution des crédits d'investissement, sont ceux relatifs aux infrastructures, au cadre de vie, à l'eau et l'assainissement, au sport, aux affaires sociales et à l'emploi.

Le tableau ci-dessous donne les détails sur les dépenses en capital en 2026.



TABLEAU 15

Exécution des dépenses d'investissement à fin juin 2026 (en millions de FCFA)

DEPENSES ORDINAIRES	2026					Ecart (B)-(A)
	Prév. annuelle révisée	Objectif au 30 juin (A)	Engag.	Ord. (B)	Taux (%)	
Financement intérieur (contribution budgétaire + emprunt intérieur)	748 990	194 737	349 711,8	349 403,1	179,4	154 665,7
Financement extérieur	562 530	318 955	206 064,4	206 064,4	64,6	-112 890,1
TOTAL	1 311 520	513 692	555 776,2	555 467,5	108,1	41 775,6

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026

04

Discussion narrative sur l'exécution des dépenses d'investissement

Les dépenses en capital financées sur ressources intérieures ont été exécutées à **179,4%** de l'objectif semestriel. Ce fort taux d'exécution traduit l'engagement continu du Gouvernement pour la réalisation des infrastructures structurantes dans plusieurs secteurs économiques conformément au PAG 2021-2026 et reste en lien avec les plans d'engagement des dépenses dans les ministères.

L'exécution des **dépenses en capital financées sur ressources extérieures** s'établit à **64,6%** de l'objectif fixé à fin juin 2026. Ce niveau de réalisation (**en retrait de 35,4 points de pourcentage par rapport à la cible semestrielle**) s'explique par les délais de mise en vigueur de certaines conventions et le calendrier de déboursement des bailleurs de fonds, ces derniers ayant fait preuve de réserve dans un contexte de fin de mandat présidentiel.

dépenses en capital sur
ressources intérieures

■ 30 JUIN 2026

179,4% 

dépenses en capital
financée sur ressources
extérieures

■ 30 JUIN 2026

64,6% 

B

Situation d'exécution des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB

Au cours de la période sous revue, les charges de pension et les dépenses de fonctionnement du FNRB affichent un taux d'exécution de **97,0%**, avec un montant ordonnancé de **43 940,2 millions de FCFA** sur une cible semestrielle de 45 300 millions de FCFA.

Le léger écart de 3 points de pourcentage par rapport à l'objectif de fin de semestre observé est en lien avec la réforme de liquidation automatique des dossiers de pension occasionnant d'année en année, un recul des rappels de pension lié au retard de traitement.

Toutefois, ce niveau de réalisation élevé s'explique par les effets financiers des départs à la retraite ainsi que par la politique du Gouvernement visant à améliorer les conditions de vie des retraités et à assurer la prise en charge de leurs frais de consultations, d'hospitalisation et de soins.



Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale

Conformément aux dispositions de la Loi de Finances Rectificative, le périmètre des **Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)** se limite désormais au seul compte «Prévention et Gestion des Catastrophes et des vulnérabilités».

Les dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) s'élèvent à **14 455,4 millions de FCFA** pour une prévision semestrielle de **18 874 millions de FCFA**, soit un taux d'exécution de **76,6%**.

Ce taux d'exécution témoigne d'un rythme de consommation maîtrisé et plus régulier des ressources allouées aux Comptes d'Affectation Spéciale. Cette performance traduit une meilleure planification des opérations de prévention et de gestion des vulnérabilités, permettant de garantir un étalement fluide des charges sur l'ensemble de l'exercice.



Point sur les mesures de gestion de régulation budgétaire (réaffectation des fonds entre unités administratives)

De nouvelles règles de gestion sont introduites de même que des mesures de régulation budgétaire pour garantir la bonne exécution du budget de l'Etat. Au cours des six (06) premiers mois de l'année 2026, le Gouvernement a eu recours, dans le cadre de l'exécution de la loi de finances, à diverses circulaires budgétaires complémentaires et à des procédures légales de modification des plafonds de crédits des ministères et Institutions de l'Etat. A ce titre, plusieurs décisions administratives sont prises pour entre autres, repreciser le cadre de collaboration entre les ministères et les agences en matière d'exécution du budget de l'Etat, faciliter la consommation des crédits et par conséquent la réalisation des activités prévues pour la période.

Par ailleurs, des réaffectations au sein des budgets des ministères et Institutions de l'Etat ont été réalisées, conformément aux dispositions de la loi n°2013-14 du 27 septembre 2013 portant loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Elles ont permis de mettre en cohérence le budget avec les Plans de Travail Annuels validés, le budget de l'Etat et les Plans de Passation des Marchés Publics validés.

Le tableau ci-dessous retrace, par section budgétaire concernée, les mouvements de crédits intervenus au cours du premier semestre 2026.



TABLEAU 16

Synthèse des mouvements de crédits au niveau des unités administratives à fin juin
2026 (en FCFA)

Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
001 - ASSEMBLEE NATIONALE	7 600 447 917	33 085 700 909					7 600 447 917	33 085 700 909
002 - COUR CONSTITUTIONNELLE	0	2 768 309 948					0	2 768 309 948
003 - COUR SUPREME	0	4 318 507 581					0	4 318 507 581
004 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	3 763 952 717					0	3 763 952 717
005 - HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICA-TION	0	2 852 663 514	0	10 770 418	0	10 770 418	0	2 852 663 514
006 - HAUTE COUR DE JUSTICE	0	951 492 422	0	54 549 000	0	54 549 000	0	951 492 422
007 - MEDiateur DE LA REPUBLIQUE	0	883 797 907					0	883 797 907
008 - COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME	0	1 824 221 750					0	1 824 221 750
009 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 032 868 000	67 878 121 432	0	2 000 000 000	0	5 921 717 850	6 032 868 000	71 799 839 282
010 - AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	0	738 277 000					0	738 277 000
011 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	3 099 520 000	8 655 080 614	1 549 760 000	360 735 427	0	360 735 427	1 549 760 000	8 655 080 614
012 - MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	12 827 098 223	43 233 695 932	0	0	0	5 261 249 165	12 827 098 223	48 494 945 097
013 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 150 000 000	18 259 735 905	0	0	0	197 924 220	2 150 000 000	18 457 660 125
014 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	15 488 014 110	452 607 261 492	0	0	0	146 470 372	15 488 014 110	452 753 731 864
015 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	10 050 000 000	90 658 880 376	0	0	467 406 370	1 197 625 040	10 517 406 370	91 856 505 416
016 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	285 025 158 364	147 457 726 457	0	0	2 164 413 246	2 640 243 520	287 189 571 610	150 097 969 977
017 - MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERN-ANCE LOCALE	24 577 255 333	55 294 205 226	0	11 627 360	0	11 627 360	24 577 255 333	55 294 205 226

Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
018 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	300 000 000	7 960 795 958	18 000 000	262 136 116	18 000 000	262 136 116	300 000 000	7 960 795 958
019 - MINISTERE DE LA SANTE	94 404 672 792	198 054 508 220	0	1 061 235 341	0	5 950 797 134	94 404 672 792	202 944 070 013
020 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RE-CHERCHE SCIENTIFIQUE, EN CHARGE DE LA FORMATION TECHNIQUE	70 784 286 304	88 461 906 530					70 784 286 304	88 461 906 530
021 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE	182 969 848 738	311 052 254 513	0	765 369 749	8 005 345 425	8 770 715 174	190 975 194 163	319 057 599 938
022 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	7 473 200 000	210 069 218 994					7 473 200 000	210 069 218 994
025 - MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	1 772 940 000	8 928 068 971	35 000 000	310 921 344	35 000 000	310 921 344	1 772 940 000	8 928 068 971
026 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'ACTION SOCIALE	19 511 067 999	28 813 543 175	0	0	2 000 000 000	2 984 199 281	21 511 067 999	31 797 742 456
028 - MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI, EN CHARGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	9 940 000 000	19 560 702 079					9 940 000 000	19 560 702 079
029 - MINISTERE DES SPORTS ET DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE	22 846 818 685	33 650 062 424	0	0	3 546 925 003	6 546 925 003	26 393 743 688	40 196 987 427
030 - MINISTERE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	20 121 389 091	104 633 063 784	0	0	0	2 313 928 441	20 121 389 091	106 946 992 225
033 - COMMISSION BENINOISE DES DROITS DE L'HOMME	0	835 458 921	0	94 183 298	0	94 183 298	0	835 458 921
034 - MINISTERE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU PATRIMOINE	27 622 675 934	37 900 125 685	0	0	22 385 321 015	26 485 144 117	50 007 996 949	64 385 269 802
035 - MINISTERE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE ET DE L'INNOVATION, EN CHARGE DE LA STRATEGIE NATIONALE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	18 662 303 286	27 238 035 553	168 178 861	341 146 272	389 291 435	562 258 846	18 883 415 860	27 459 148 127
036 - COUR DES COMPTES	0	4 860 001 640	0	0	0	179 400 000	0	5 039 401 640
037 - MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	461 532 190 060	455 764 058 393	12 330 368 000	12 882 251 364	34 476 726 064	34 328 609 428	483 678 548 124	477 210 416 457
038 - MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES	167 519 362 849	175 273 537 207	0	0	867 848 192	867 848 192	168 387 211 041	176 141 385 399
TOTAL GENERAL	1 472 311 117 685	2 648 286 973 229	14 101 306 861	18 154 925 689	74 356 276 750	105 459 978 746	1 532 566 087 574	2 735 592 026 286

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026

07

**SOLDE D'EXECUTION DU BUDGET
ET SITUATION D'EXECUTION DES
OPERATIONS DE TRESORERIE**

A decorative pattern of overlapping triangles in various shades of blue and grey, located at the bottom left of the page.



Déficit budgétaire

Au 30 juin 2026, le solde global d'exécution budgétaire, base ordonnancement (différence entre dépenses et recettes du budget de l'Etat) est ressorti **déficitaire** et s'élève à **345 555,1 millions de FCFA** contre une prévision semestrielle de **déficit** de **168 086 millions de FCFA**.

L'expansion du déficit budgétaire à fin juin 2026 (+177 469,1 millions de FCFA par rapport à l'objectif) traduit les engagements financiers pris par le Gouvernement en réponse à la cherté de vie des populations, dans la mise en œuvre des mesures à sensibilité sociale, dans la gestion et la protection des populations contre les effets du changement climatique et pour la réalisation des infrastructures socio productives.



Point sur les remboursements de la dette publique antérieure (charges de trésorerie)

Au cours du 1er semestre 2026, les remboursements au titre de la dette publique ont atteint un montant de **514 736,8 millions de FCFA**, représentant un taux de **120,0%** de l'objectif à mi-parcours.

Le tableau ci-après renseigne sur le niveau d'exécution de chaque composante du service de la dette à fin juin 2026.

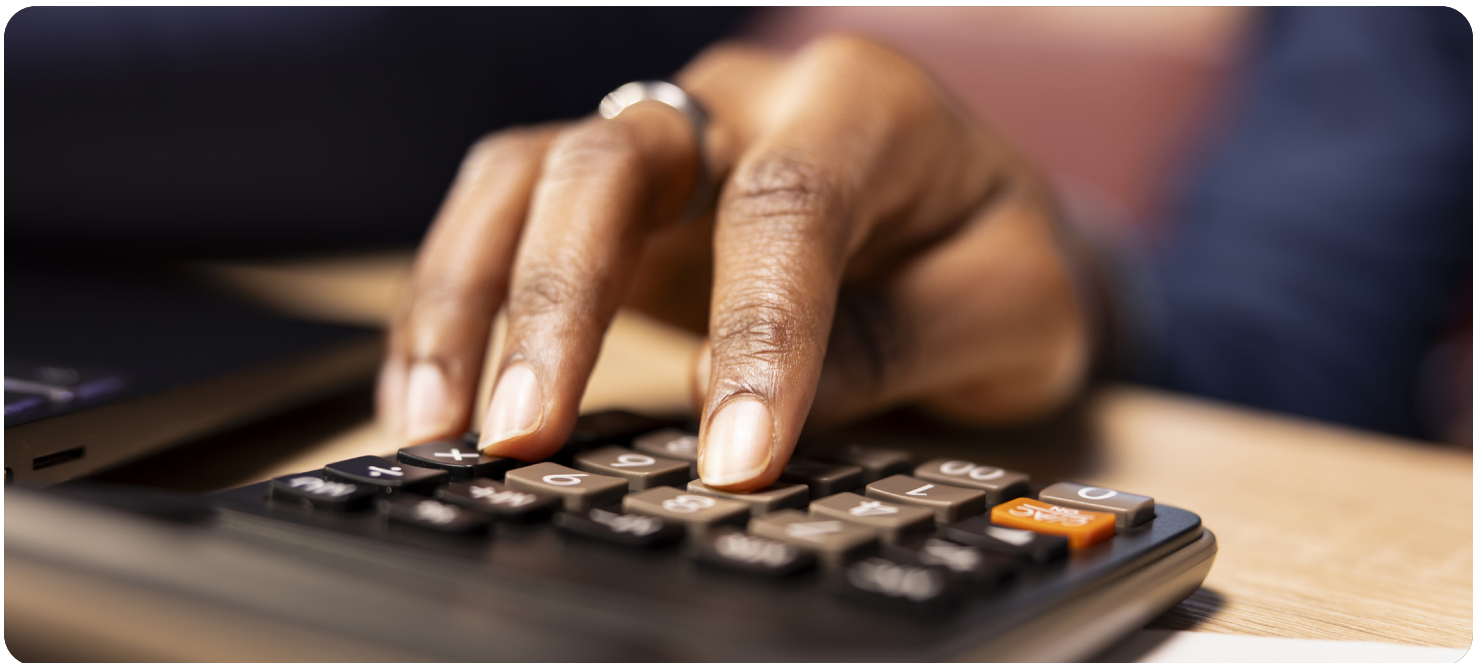




TABLEAU 17

Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin juin 2026
(en millions de FCFA)

NATURE	2026					Ecart (B)-(A)
	Prév. annuelle révisée	Objectif au 30 juin (A)	Engag.	Ord. (B)	Taux (%)	
Amortissement emprunts banques internationales	123 130	57 099,4	83 512,4	83 512,4	146,3	26 413,0
Amortissement emprunt bilatéral	40 385	18 727,8	15 741,6	15 741,6	84,1	-2 986,2
Amortissement emprunt multinational	101 162	46 912,1	30 411,7	30 411,7	64,8	-16 500,4
Eurobond	7 886	3 657,0	7 886,4	7 886,4	215,7	4 229,4
Amortissement prêts banques locales	14 451	6 701,4	11 194,7	11 194,7	167,1	4 493,3
Amortissements prêts BOAD	38 695	17 944,1	15 967,3	15 967,3	89,0	-1 976,8
Amortissement obligation du trésor	408 629	189 494,5	213 803,7	213 803,7	112,8	24 309,1
Amortissement Bons du Trésor	46 607	21 613,2	5 559,0	5 559,0	25,7	-16 054,2
Variation des instances de paiement	64 567	29 941,8	113 425,1	113 425,1	378,8	83 483,3
Amortissement tirages FMI	38 500	17 853,7	17 129,9	17 129,9	95,9	-723,8
Prêts et avances	41 209	19 110,0	105,0	105,0	0,5	-19 005,0
Total	925 221	429 055,0	514 736,8	514 736,8	120,0	85 681,8

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026



Nouveaux emprunts publics pour le financement du déficit et la couverture des charges de trésorerie

Au titre du premier semestre 2026, le montant des nouveaux engagements financiers (emprunts publics) souscrits par l'Etat s'élève à **1 108 790,7 millions de FCFA**, soit un taux de mobilisation de **160,9%** par rapport à la prévision semestrielle de **688 943 millions de FCFA**.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :



TABLEAU 18

Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin juin 2026 (en millions de FCFA)

NATURE	2026					Ecart (B)- (A)
	Prév. annuelle révisée	Objectif au 30 juin (A)	Engag.	Ord. (B)	Taux (%)	
Remboursement prêts et avances	24 348	11 878	43,2	43,2	0,4	-11 834,8
Prêts rétrocédés	23 773	11 598	68 955,3	68 955,3	594,6	57 357,8
Emission de dettes à moyen et long termes	1 211 691	591 116	886 223,3	886 223,3	149,9	295 107,6
Emprunt extérieur (prêts et dons)	675 291	329 436	348 697,5	348 697,5	105,8	19 261,1
Prêts projet	507 854	247 753	193 678,1	193 678,1	78,2	-54 075,2
Prêts programmes	167 437	81 683	155 019,4	155 019,4	189,8	73 336,3
Eurobond	478 760	233 560	478 760,3	478 760,3	205,0	245 200,3
Prêts banques locales	10 500	5 122	50 851,9	50 851,9	992,7	45 729,5
Prêts banques BOAD	47 140	22 997	7 913,6	7 913,6	34,4	-15 083,3
Tirage sur FMI	65 606	32 005	65 605,5	65 605,5	205,0	33 600,0
Autres ressources de trésorerie	86 803	42 346	87 963,4	87 963,4	207,7	45 617,1
Obligations du trésor	86 733	42 312	86 732,6	86 732,6	205,0	44 420,5
Bons du trésor	0	0	0,0	0,0		0,0
Cession d'actifs	70	34	1 230,8	1 230,8	3604,2	1 196,7
Total	1 412 221	688 943	1 108 790,7	1 108 790,7	160,9	419 847,7

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026

01

Discussion narrative sur les nouveaux emprunts à fin juin 2026

L'écart positif de 60,9 points de pourcentage par rapport aux objectifs semestriels, résulte principalement des interventions du Gouvernement du Bénin sur le marché financier international en janvier 2026, marquées par l'émission d'un Sukuk en dollars US et la réouverture de l'emprunt obligataire international Eurobond (Moringa). Il est également soutenu par la dynamique des prêts programmes, des prêts auprès des banques locales et des tirages sur le FMI, illustrant la matérialisation des engagements réciproques inscrits dans les conventions de financement.

08

**PRESENTATION DU
NIVEAU D'EXECUTION DES
DEPENSES SUIVANT LES
QUATRE CLASSIFICATIONS
(ADMINISTRATIVE, ECONOMIQUE,
FONCTIONNELLE ET
PROGRAMMATIQUE)**





Classification administrative et économique

Au 30 juin 2026, l'exécution des dépenses relative aux activités récurrentes et aux investissements (transfert de capital, réhabilitation de bâtiments / infrastructures, construction et travaux de génie civil) des Ministères et Institutions de l'Etat s'établit à un montant de **1 045 227,5 millions de FCFA**, base ordonnancement, soit **46,4%** des prévisions annuelles de 2 252 187,0 millions de FCFA. En y intégrant les dépenses du budget du Fonds national des Retraités du Bénin, des comptes d'affectation spéciale, des crédits globaux et des charges financières de la dette publique le montant global des dépenses du budget de l'État ordonnancé s'élève à **1 566 361,7 millions de FCFA** au terme du 1er semestre 2026.

Par ailleurs, l'exécution des opérations budgétaires, par grande masse économique se caractérise par des **dépenses ordinaires (y compris les dépenses de transfert)** ordonnancées à hauteur de **952 498,6 millions de FCFA**, des **dépenses d'investissements exécutées** pour **555 467,5 millions de FCFA** et des engagements sur les comptes d'affectation spéciale s'élevant à **14 455,4 millions de FCFA à fin juin 2026**.

Le développement desdites dépenses, selon la classification administrative et la destination économique, est consigné dans le tableau ci-après.



TABLEAU 19

Classification administrative et économique des dépenses budgétaires au 30 juin 2026 (en millions de FCFA)

I- OPERATIONS BUDGETAIRE																												
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL EXECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/ (D)	
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)						
	Dotation initiale	Ordon-nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon-nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon-nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon-nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon-nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon-nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon-nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon-nancé	Taux				
1.Institutions	33 519,0	20 633,2	61,6%	40 163,4	14 323,1	35,7%	37 444,8	20 711,0	55,3%	111 127,2	55 667,3	50,1%	7 600,4	7 600,4	100,0%	510,0	0,0	0,0%	5 522,9	9 350,0	169,3%	13 633,3	16 950,4	124,3%	72 617,7	124 760,5	58,2%	
Présidence de la République	1 808,1	742,2	41,0	24 107,5	6 848,1	28,4	35 929,6	20 262,9	56,4	61 845,3	27 853,2	45,0%	0,0	0,0	-	510,0		-	5 522,9	9 350,0	169,3	6 032,9	9 350,0	155,0%	37 203,1	67 878,1	54,8%	
Assemblée Nationale	18 057,6	13 571,5	75,2	6 857,7	4 590,4	66,9	570,0	193,5	33,9	25 485,3	18 355,4	72,0%	7 600,4	7 600,4	100,0	0,0			0,0			7 600,4	7 600,4	100,0%	25 955,8	33 085,7	78,5%	
Cour Constitu-tionnelle	1 961,5	904,5	46,1	803,2	159,8	19,9	3,6	3,0	82,1	2 768,3	1 067,2	38,6%		0,0								0,0	0,0		1 067,2	2 768,3	38,6%	
Commission Béninoise des Droits de l'Homme	438,8	194,2	44,3	389,7	82,3	21,1	6,9	0,0	0,0	835,5	276,5	33,1%		0,0								0,0	0,0		276,5	835,5	33,1%	
Cour Suprême	2 886,1	1 258,7	43,6	1 375,0	414,5	30,1	57,4	54,1	94,3	4 318,5	1 727,3	40,0%		0,0								0,0	0,0		1 727,3	4 318,5	40,0%	
Conseil Economique et Social	2 684,7	1 171,5	43,6	1 052,3	316,1	30,0	27,0	7,6	28,2	3 764,0	1 495,2	39,7%		0,0								0,0	0,0		1 495,2	3 764,0	39,7%	
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Com-munication	1 771,4	934,8	52,8	1 068,3	473,9	44,4	13,0	1,9	14,4	2 852,7	1 410,6	49,4%		0,0								0,0	0,0		1 410,6	2 852,7	49,4%	
Haute Cour de Justice	411,0	196,3	47,8	539,5	301,3	55,9	1,0	0,0	0,0	951,5	497,7	52,3%		0,0								0,0	0,0		497,7	951,5	52,3%	
Médiateur de la République	202,6	106,8	52,7	603,2	47,0	7,8	78,0	0,0	0,0	883,8	153,8	17,4%		0,0								0,0	0,0		153,8	883,8	17,4%	
Commission Électorale Nationale Autonome	1 113,8	487,6	43,8	700,5	123,8	17,7	10,0	0,0	0,0	1 824,2	611,4	33,5%		0,0								0,0	0,0		611,4	1 824,2	33,5%	
Cour des Comptes	2 183,4	1 064,9	48,8	2 666,6	965,9	36,2	10,0	3,5	35,1	4 860,0	2 034,4	41,9%		0,0								0,0	0,0		2 034,4	4 860,0	41,9%	
Autorité de Protection des Données Personnelles	0,0	0,0		0,0	0,0		738,3	184,6	25,0	738,3	184,6	25,0%		0,0								0,0	0,0		184,6	738,3	25,0%	
2. Ministères	517 560,1	231 426,8	44,7%	164 214,7	59 801,0	36,4%	247 602,2	142 864,9	57,7%	929 377,1	434 092,6	46,7%	683 352,3	341 802,6	50,0%	54 165,7	12 386,4	22,9%	460 531,4	184 328,1	40,0%	1 198 049,4	538 517,1	44,9%	972 609,8	2 127 426,5	45,7%	
Défense Nationale	63 276,1	32 045,6	50,6	20 669,2	5 103,9	24,7	1 313,2	616,7	47,0	85 258,5	37 766,1	44,3%	19 374,6	12 353,3	63,8	0,0		-	0,0	-	-	19 374,6	12 353,3	63,8%	50 119,5	104 633,1	47,9%	
Économie & Finances	22 899,6	11 004,6	48,1	9 929,7	1 927,7	19,4	12 390,0	7 650,0	61,7	45 219,2	20 582,3	45,5%	15 488,0	30,3	0,2	0,0	261,5	-	0,0	27 742,4	-	15 488,0	28 034,2	181,0%	48 616,4	60 707,3	80,1%	
Justice & Législation	13 310,9	6 665,1	50,1	4 676,3	1 575,2	33,7	12 419,4	11 337,5	91,3	30 406,6	19 577,8	64,4%	12 827,1	3 206,8	25,0	0,0		-	0,0		-	12 827,1	3 206,8	25,0%	22 784,6	43 233,7	52,7%	
Dévelop-ement et coord.Action Gouverne-mentale	1 809,9	828,5	45,8	2 748,8	301,8	11,0	996,8	353,6	35,5	5 555,6	1 483,9	26,7%	3 099,5	1 049,8	33,9	0,0		-	0,0		-	3 099,5	1 049,8	33,9%	2 533,7	8 655,1	29,3%	
Numérique et Digitalisation	1 043,0	398,7	38,2	1 332,8	524,4	39,3	7 398,6	2 130,3	28,8	9 774,4	3 053,4	31,2%	10 963,6	2 379,1	21,7	0,0		-	6 500,0	1 512,5	23,3	17 463,6	3 891,6	22,3%	6 945,1	27 238,0	25,5%	

I- OPERATIONS BUDGETAIRE																											
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL EX- ECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/ (D)
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux			
Cadre de vie et Transports en charge du Dévelop- pement Durable	6 446,6	3 001,5	46,6	3 998,6	985,8	24,7	5 827,4	2 764,4	47,4	16 272,5	6 751,6	41,5%	295 100,2	204 237,7	69,2	1 110,0	704,5	63,5	143 281,3	31 476,9	22,0	439 491,6	236 419,2	53,8%	243 170,8	455 764,1	53,4%
Industrie et Commerce	1 163,2	556,5	47,8	1 651,9	595,6	36,1	4 860,0	2 340,0	48,1	7 675,1	3 492,1	45,5%	1 252,9	246,1	19,6	0,0		-	0,0		-	1 252,9	246,1	19,6%	3 738,2	8 928,1	41,9%
Santé	46 553,0	21 402,0	46,0	11 057,4	2 220,8	20,1	47 359,5	30 590,4	64,6	104 969,8	54 213,2	51,6%	31 273,6	1 082,8	3,5	0,0	2 239,7	-	61 811,1	5 304,2	8,6	93 084,7	8 626,7	9,3%	62 839,9	198 054,5	31,7%
Energie, Eau & Mines	1 708,8	774,3	45,3	2 141,3	583,4	27,2	110,0	55,0	50,0	3 960,1	1 412,7	35,7%	93 946,3	30 997,6	33,0	17 129,7	745,9	4,4	60 237,5	50 570,9	84,0	171 313,4	82 314,4	48,0%	83 727,2	175 273,5	47,8%
Agriculture, Élevage et Pêche	7 177,6	3 211,7	44,7	12 556,0	1 879,4	15,0	39 523,6	5 421,8	13,7	59 257,2	10 512,9	17,7%	37 150,6	8 010,7	21,6	6 050,0	795,0	13,1	45 000,0	17 895,4	39,8	88 200,6	26 701,2	30,3%	37 214,0	147 457,7	25,2%
Tourisme, Culture & Arts	1 372,0	589,4	43,0	2 917,1	951,8	32,6	4 788,4	7 605,2	158,8	9 077,4	9 146,5		27 622,7	35 606,8	128,9	0,0		-	0,0	5 616,0	-	27 622,7	41 222,8		50 369,3	36 700,1	137,2%
Sports	826,9	436,7	52,8	2 485,5	599,6	24,1	4 490,8	8 990,3	200,2	7 803,2	10 026,5	128,5%	22 846,8	14 002,6	61,3	0,0		-	0,0		-	22 846,8	14 002,6	61,3%	24 029,2	30 650,1	78,4%
Affaires Sociales & Microfinance	2 945,8	1 303,6	44,3	3 603,7	434,6	12,1	2 753,0	655,8	23,8	9 302,5	2 394,0	25,7%	19 511,1	2 346,2	12,0	0,0		-	0,0	9 687,2	-	19 511,1	12 033,4	61,7%	14 427,4	28 813,5	50,1%
Ensei- gnement supérieur	42 232,5	17 104,1	40,5	5 164,2	1 535,5	29,7	22 839,6	5 843,4	25,6	70 236,3	24 483,1	34,9%	18 225,6	10 516,7	57,7	0,0		-	0,0		-	18 225,6	10 516,7	57,7%	34 999,8	88 461,9	39,6%
PME & Prom. Emploi	424,4	209,8	49,4	1 807,3	412,0	22,8	7 389,0	3 287,8	44,5	9 620,7	3 909,6	40,6%	0,0	0,0	-	940,0		0,0	9 000,0	10 736,3	119,3	9 940,0	10 736,3		14 645,9	19 560,7	74,9%
Fonction Publique	3 230,0	1 371,3	42,5	4 384,8	1 390,9	31,7	46,0	29,7	64,6	7 660,8	2 791,9	36,4%	300,0	15,5	5,2	0,0		-	0,0		-	300,0	15,5	5,2%	2 807,4	7 960,8	35,3%
Intérieur & Sécurité Publique	59 409,9	24 624,0	41,4	8 720,1	3 179,4	36,5	1 739,4	869,7	50,0	69 869,5	28 673,1	41,0%	10 050,0	2 414,6	24,0	0,0		-	10 739,4		0,0	20 789,4	2 414,6	11,6%	31 087,8	90 658,9	34,3%
Décentral- isation & Gouv. Locale	2 430,5	1 105,5	45,5	3 870,1	958,3	24,8	24 368,9	23 489,4	96,4	30 669,4	25 553,3	83,3%	24 624,8	12 856,9	52,2	0,0		-	0,0		-	24 624,8	12 856,9	52,2%	38 410,2	55 294,2	69,5%
Ensei- gnement Maternel & Primaire	139 837,9	62 112,9	44,4	22 652,5	12 118,3	53,5	40 105,5	23 435,3	58,4	202 596,0	97 666,4	48,2%	7 473,2	175,0	2,3	0,0		-	0,0		-	7 473,2	175,0	2,3%	97 841,4	210 069,2	46,6%
Ensei- gnement Secondaire, Tech & Prof.	90 025,4	38 597,8	42,9	31 273,7	19 895,9	63,6	6 783,3	5 348,7	78,9	128 082,4	63 842,4	49,8%	30 071,7	100,0	0,3	28 936,0	7 639,7	26,4	123 962,1	23 786,3	19,2	182 969,8	31 526,0	17,2%	95 368,4	311 052,3	30,7%

I- OPERATIONS BUDGETAIRE																											
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL EX- ECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/ (D)
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux			
Affaires étrangères	9 436,0	4 083,0	43,3	6 573,7	2 626,8	40,0	100,0	50,0	50,0	16 109,7	6 759,7	42,0%	2 150,0	174,2	8,1	0,0		-	0,0		-	2 150,0	174,2	8,1%	6 933,9	18 259,7	38,0%
TOTAL MIN- ISTERES ET INSTITU- TIONS (3) = (1)+(2)	551 079,2	252 060,0	45,7%	204 378,1	74 124,0	36,3%	285 047,0	163 575,9	57,4%	1 040 504,3	489 759,9	47,1%	690 952,7	349 403,1	50,6%	54 675,7	12 386,4	22,7%	466 054,3	193 678,1	41,6%	1 211 682,7	555 467,5	45,8%	1 045 227,5	2 252 187,0	46,4%
Crédits globaux (4)	92 681,8	14 709,4	15,9	21 131,9	8 354,8	39,5	303 032,0	243 031,9	80,2	416 845,7	266 096,2	63,8%										0,0		266 096,2	416 845,7	63,8%	
Charges financières de la dette publique (5)										267 300,0	196 642,5	73,6%												196 642,5	267 300,0	73,6%	
TOTAL BUDGET GENERAL (3)+(4)+(5)	643 761,0	266 769,4	41,4%	225 510,0	82 478,8	36,6%	588 079,0	406 607,9	69,1%	1 724 650,0	952 498,6	55,2%	690 952,7	349 403,1	50,6%	54 675,7	12 386,4	22,7%	466 054,3	193 678,1	41,6%	1 211 682,7	555 467,5	45,8%	1 507 966,1	2 936 332,7	51,4%
Budget annexe du FNRB	150,0	27,4	18,3	850,0	61,8	7,3	89 600,0	43 851,0	48,9	90 600,0	43 940,2	48,5%										0,0	0,0		43 940,2	90 600,0	48,5%
Comptes d'affectation spéciale							38 200,0	14 455,4	37,8	38 200,0	14 455,4	37,8%										0,0	0,0		14 455,4	38 200,0	37,8%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	643 911,0	266 796,8	41,4%	226 360,0	82 540,6	36,5%	715 879,0	464 914,3	64,9%	1 853 450,0	1 010 894,1	54,5%	690 952,7	349 403,1	50,6%	54 675,7	12 386,4	22,7%	466 054,3	193 678,1	41,6%	1 211 682,7	555 467,5	45,8%	1 566 361,7	3 065 132,7	51,1%
II- OPERATIONS DE TRESORERIE (CHARGES DE TRESORERIE)																											
Montant/ Taux	41 209,0	105,0	0,3%	93 130,0	83 512,4	89,7%	34 622,0	15 741,6	45,5%	81 162,0	30 411,7	37,5%	51 182,0	27 162,0	53,1%	345 160,0	219 362,7	63,6%	25 000,0	113 425,1	453,7%	47 386,0	25 016,2	52,8%	514 736,7	718 851,0	71,6%
TOTAL LOI DE FINANC- ES (I)+(II)			-			-			-		-		-			-			-						2 081 098,4	3 783 983,7	55,0%

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026



Classification fonctionnelle et économique des dépenses budgétaires

Pour permettre aux administrations publiques d'accomplir leurs missions et de concrétiser les objectifs socioéconomiques fixés, le Gouvernement s'attache à leur allouer les ressources nécessaires.

Sur **10 000 FCFA dépensés par l'État** à fin juin 2026, **3 930 FCFA** sont accordés au développement des affaires économiques (agriculture, commerce, industrie, infrastructures routières et énergétiques, communication) ; **1 830 FCFA** sont utilisés pour l'amélioration du cadre de vie, les logements sociaux, la protection de l'environnement (lutte contre le changement climatique) et l'accès à l'eau ; le secteur de l'éducation et de la formation des jeunes a bénéficié de **1 460 FCFA** ; **790 FCFA** sont dédiés au bon fonctionnement de l'administration publique ; **660 FCFA** sont orientés vers la protection des Béninois et de leurs biens et à la justice ; et le secteur social (microcrédits, assurance maladie, etc.) pour **460 FCFA**. Les investissements restants sont consacrés aux équipements sportifs, culturels et touristiques à hauteur de **470 FCFA**, et à la modernisation du secteur de la santé pour **400 FCFA**.

À fin juin 2026, l'exécution des crédits suivant la **classification fonctionnelle** est en adéquation avec les plans de consommation en cours des ministères et institutions de l'Etat. La mise en œuvre des politiques publiques en cours, appuyée par la mobilisation des enveloppes allouées, entraînera d'ici la fin de l'exercice une hausse significative de la part des dépenses consacrées aux affaires économiques, à la protection de l'environnement, à la santé et à la protection sociale.



TABLEAU 20

Présentation de l'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2026 suivant la classification fonctionnelle (en millions de FCFA)



N°	FONCTION	Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Financement intérieur			Financement extérieur (dons)			Financement extérieur (prêts)			Total général			Poids d'exéc.
		Prévisions (CP)	Ordon-nancé	Taux	Prévisions (CP)	Ordon-nancé	Taux	Prévisions (CP)	Ordon-nancé	Taux	Prévisions (CP)	Ordon-nancé	Taux	Prévisions (CP)	Ordon-nancé	Taux	Prévisions (CP)	Ordon-nancé	Taux	Prévisions (CP)	Ordon-nancé	Taux d'exéc. (%)	
01	Services généraux des administrations publiques	50 425	28 021,6	55,6%	57 741	19 600,8	33,9%	62 956	44 633,7	70,9%	37 775	21 696,8	57,4%	510	0,0	0,0%	5 523	9 350,0	169,3%	214 930	123 302,9	57,4%	7,9%
02	Défense	63 276	32 045,6	50,6%	20 669	5 103,9	24,7%	1 313	616,7	47,0%	19 375	12 353,3	63,8%	0	0,0		0	0,0	-	104 633	50 119,5	47,9%	3,2%
03	Ordre et sécurité publique	72 721	31 289,2	43,0%	13 396	4 754,6	35,5%	14 159	12 207,2	86,2%	22 877	5 621,4	24,6%	0	0,0		10 739	0,0	0,0%	133 893	53 872,4	40,2%	3,4%
04	Affaires économiques	125 788	30 445,2	24,2%	48 947	13 762,5	28,1%	382 818	264 968,3	69,2%	202 173	22 496,3	11,1%	13 300	2 419,9	18,2%	134 467	84 330,3	62,7%	1 174 793	615 065,0	52,4%	39,3%
05	Protection de l'environnement	4 116	802,7	19,5%	445	124,1	27,9%	2 833	1 453,8	51,3%	31 600	21 831,9	69,1%	500	87,1	17,4%	2 500	3 749,5	150,0%	41 993	28 049,0	66,8%	1,8%
06	Logement, aménagement et services collectifs	3 642	2 618,6	71,9%	5 157	1 376,5	26,7%	880	259,1	29,4%	220 129	201 573,4	91,6%	11 430	0,0	0,0%	127 052	51 854,6	40,8%	368 289	257 682,2	70,0%	16,5%
07	Santé	46 553	21 402,0	46,0%	11 057	2 220,8	20,1%	47 359	30 590,4	64,6%	31 274	1 082,8	3,5%	0	2 239,7	-	61 811	5 304,2	8,6%	198 055	62 839,9	31,7%	4,0%
08	Loisirs, culture et culte	2 199	1 026,1	46,7%	5 403	1 551,5	28,7%	13 479	16 595,5	123,1%	50 469	49 609,4	98,3%	0	0,0	-	0	5 616,0	-	71 550	74 398,4	104,0%	4,7%
09	Enseignement	272 096	117 814,8	43,3%	59 090	33 549,7	56,8%	69 728	34 627,4	49,7%	55 770	10 791,6	19,4%	28 936	7 639,7	26,4%	123 962	23 786,3	19,2%	609 583	228 209,5	37,4%	14,6%
10	Protection sociale	3 096	1 331,0	43,0%	4 454	496,4	11,1%	120 353	58 962,2	49,0%	19 511	2 346,2	12,0%	0	0,0	-	0	9 687,2	-	147 414	72 822,9	49,4%	4,6%
TOTAL FONCTIONS		643 911	266 796,8	41,4%	226 360	82 540,6	36,5%	715 879	464 914,3	64,9%	690 953	349 403,1	50,6%	54 676	12 386,4	22,7%	466 054	193 678,1	41,6%	3 065 133	1 566 361,7	51,1%	100%

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026



Classification programmatique et économique



TABLEAU 21

Présentation de l'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2026
suivant la classification programmatique (en millions de FCFA)

Code	Libellé Programme/ Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a)+(b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Or- don- nancé	Taux (%)	Dota- tion initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dota- tion initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)			
015	Pilotage et soutien aux services du MDC	1 237,7	669,7	54,1	2 170,8	234,3	10,8	551,3	242,2	43,9	3 959,8	1 146,2	28,9	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		3 959,8	1 146,2	28,9
016	Orientation et évaluation des politiques de développement	572,2	158,9	27,8	578,0	67,5	11,7	445,5	111,4	25,0	1 595,7	337,7	21,2	3 099,5	1 049,8	33,9	0,0			0,0			3 099,5	1 049,8	33,9	4 695,2	1 387,5	29,6
018	Pilotage et soutien aux services du MJL	1 633,8	1 138,2	69,7	3 921,3	1 490,1	38,0	0,0	0,0		5 555,2	2 628,4	47,3	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		5 555,2	2 628,4	47,3
019	Cadre législatif normatif et institutionnel	1 263,7	582,3	46,1	225,5	78,1	34,6	0,0	0,0		1 489,2	660,4	44,3	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		1 489,2	660,4	44,3
020	Services judiciaires	10 211,9	4 777,5	46,8	399,5	2,0	0,5	5 178,2	1 494,6	28,9	15 789,6	6 274,0	39,7	11 827,1	2 956,8	25,0	0,0			0,0			11 827,1	2 956,8	25,0	27 616,7	9 230,8	33,4
021	Droits Humains	201,5	167,1	83,0	130,0	5,0	3,8	241,1	60,3	25,0	572,6	232,4	40,6	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		572,6	232,4	40,6
095	Système pénitentiaire	0,0	0,0		0,0	0,0		7 000,0	9 782,6	139,8	7 000,0	9 782,6	139,8	1 000,0	250,0	25,0	0,0			0,0			1 000,0	250,0	25,0	8 000,0	10 032,6	125,4
022	Pilotage et soutien aux services du MAE	844,2	1 020,3	120,9	2 401,0	395,3	16,5	0,0	0,0		3 245,2	1 415,6	43,6	1 550,0	154,2	9,9	0,0			0,0			1 550,0	154,2	9,9	4 795,2	1 569,7	32,7
023	Diplomatie	1 098,3	540,2	49,2	606,8	146,7	24,2	100,0	50,0	50,0	1 805,1	737,0	40,8	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		1 805,1	737,0	40,8
103	Attractivité et rayonnement du Bénin à l'extérieur	7 493,5	2 522,5	33,7	3 565,9	2 084,7	58,5	0,0	0,0		11 059,5	4 607,2	41,7	600,0	20,0	3,3	0,0			0,0			600,0	20,0	3,3	11 659,5	4 627,2	39,7

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général				
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a)+(b)	Taux (%)		
		Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)					
026	Pilotage et soutien aux services du MEF	1 768,0	2 964,9	167,7	4 196,1	1 107,2	26,4	0,0	0,0		5 964,1	4 072,1	68,3	1 500,0	30,3	2,0	0,0				0,0				1 500,0	30,3		7 464,1	4 102,3	55,0
027	Gestion du cadre macroéconomique et du secteur financier	958,7	740,7	77,3	773,6	0,0	0,0	11 075,0	7 650,0	69,1	12 807,3	8 390,7	65,5	12 988,0	0,0	0,0	0,0	211,5			0,0	27 742,4			12 988,0	27 953,9		25 795,3	36 344,6	140,9
028	Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat	15 633,9	4 382,9	28,0	2 986,0	347,6	11,6	1 315,0	0,0	0,0	19 934,9	4 730,5	23,7	0,0	0,0		0,0			0,0				0,0	0,0		19 934,9	4 730,5	23,7	
029	Gestion des dépenses publiques	4 538,9	2 916,1	64,2	1 974,0	472,9	24,0	0,0	0,0		6 512,9	3 389,0	52,0	1 000,0	0,0	0,0	0,0	50,0			0,0				1 000,0	50,0	5,0	7 512,9	3 439,0	45,8
080	Pilotage et soutien aux services du MISp	801,1	380,3	47,5	2 746,2	753,1	27,4	0,0	0,0		3 547,3	1 133,4	32,0	2 650,0	377,6	14,2	0,0				10 739,4				13 389,4	377,6	2,8	16 936,7	1 511,0	8,9
081	Sécurité publique	52 377,6	18 536,3	35,4	5 735,0	2 318,1	40,4	209,0	104,5	50,0	58 321,6	20 958,9	35,9	4 100,0	387,1	9,4	0,0				0,0				4 100,0	387,1	9,4	62 421,6	21 346,0	34,2
082	Protection civile	6 092,9	5 702,5	93,6	0,0	0,0		710,4	355,2	50,0	6 803,3	6 057,7	89,0	2 100,0	1 050,0	50,0	0,0				0,0				2 100,0	1 050,0		8 903,3	7 107,7	79,8
083	Affaires intérieures	138,3	5,0	3,6	239,0	108,2	45,3	0,0	0,0		377,3	113,2	30,0	0,0	0,0		0,0			0,0				0,0	0,0		377,3	113,2	30,0	
084	Gestion intégrée des espaces frontaliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		820,0	410,0	50,0	820,0	410,0	50,0	1 200,0	600,0	50,0	0,0				0,0				1 200,0	600,0	50,0	2 020,0	1 010,0	50,0
035	Pilotage et soutien aux services du MAEP	2 077,3	914,2	44,0	7 045,7	1 296,6	18,4	595,0	0,0	0,0	9 718,0	2 210,8	22,7	1 295,7	140,8	10,9	0,0				0,0				1 295,7	140,8	10,9	11 013,6	2 351,6	21,4
036	Agriculture	4 424,2	2 246,3	50,8	4 529,8	426,8	9,4	37 828,6	4 821,8	12,7	46 782,6	7 494,9	16,0	23 482,2	2 374,8	10,1	4 933,0	714,2	14,5	35 205,1	17 349,5	49,3		63 620,4	20 438,5	32,1	110 403,0	27 933,4	25,3	
037	Élevage	381,8	51,2	13,4	457,4	37,4	8,2	1 050,0	600,0	57,1	1 889,2	688,6	36,4	7 049,0	5 469,5	77,6	1 117,0	80,8	7,2	8 197,3		0,0		16 363,3	5 550,3	33,9	18 252,4	6 238,9	34,2	
038	Pêche et aquaculture	294,3	0,0	0,0	523,1	118,6	22,7	50,0	0,0	0,0	867,4	118,6	13,7	5 323,7	25,6	0,5	0,0			1 597,6	546,0	34,2		6 921,2	571,5	8,3	7 788,7	690,2	8,9	

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exé- cution (a)+(b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dota- tion initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)			
039	Pilotage et soutien aux services du MDGL	1 135,3	512,2	45,1	1 518,1	496,5	32,7	0,0	0,0		2 653,4	1 008,7	38,0	30,0	0,0	0,0	0,0			0,0			30,0	0,0	0,0	2 683,5	1 008,7	37,6
040	Gouvernance et développement à la base	127,6	31,1	24,4	226,5	16,6	7,3	24 368,9	23 489,4	96,4	24 722,9	23 537,1	95,2	24 594,8	12 856,9	52,3	0,0			0,0			24 594,8	12 856,9	52,3	49 317,7	36 394,0	73,8
041	Appui à la déconcentration	1 167,6	562,3	48,2	2 125,4	445,2	20,9	0,0	0,0		3 293,0	1 007,4	30,6	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		3 293,0	1 007,4	30,6
042	Pilotage et soutien aux services du MTFP	2 015,5	1 201,2	59,6	3 272,1	1 190,7	36,4	46,0	29,7	64,6	5 333,5	2 421,6	45,4	100,0	3,0	3,0	0,0			0,0			100,0	3,0	3,0	5 433,5	2 424,6	44,6
043	Promotion du Travail et de la Sécurité Sociale	291,8	25,4	8,7	455,7	45,2	9,9	0,0	0,0		747,5	70,6	9,4	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		747,5	70,6	9,4
044	Modernisation de l'administration publique	922,7	144,7	15,7	657,0	155,0	23,6	0,0	0,0		1 579,8	299,7	19,0	200,0	12,5	6,3	0,0			0,0			200,0	12,5	6,3	1 779,8	312,2	17,5
045	Pilotage et Soutien aux services du MS	46 376,6	21 360,0	46,1	10 484,4	2 083,7	19,9	7 616,2	2 352,0	30,9	64 477,2	25 795,7	40,0	1 300,0	297,7	22,9	0,0	2 239,7		7 212,0	631,1	8,8	8 512,0	3 168,5	37,2	72 989,2	28 964,1	39,7
046	Prévention et Sécurité sanitaire	83,9	14,2	16,9	215,0	38,9	18,1	14 299,5	9 863,2	69,0	14 598,4	9 916,2	67,9	7 120,0	754,1	10,6	0,0			0,0			7 120,0	754,1	10,6	21 718,4	10 670,4	49,1
047	Offre et accès aux soins de santé	92,6	27,8	30,1	358,0	98,2	27,4	25 443,7	18 375,3	72,2	25 894,3	18 501,3	71,4	22 853,6	31,0	0,1	0,0			54 599,1	4 673,1	8,6	77 452,7	4 704,1	6,1	103 347,0	23 205,4	22,5
054	Pilotage et soutien aux services du MESRS	1 503,3	1 274,7	84,8	3 751,7	908,0	24,2	647,6	162,5	25,1	5 902,5	2 345,2	39,7	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		5 902,5	2 345,2	39,7
055	Enseignement supérieur	40 202,2	15 458,2	38,5	1 102,2	583,5	52,9	4 617,0	1 289,3	27,9	45 921,3	17 330,9	37,7	18 225,6	10 516,7	57,7	0,0			0,0			18 225,6	10 516,7	57,7	64 146,9	27 847,6	43,4
056	Recherche scientifique et innovation	372,4	205,8	55,3	131,9	31,4	23,8	675,0	0,0	0,0	1 179,3	237,2	20,1	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		1 179,3	237,2	20,1
057	Vie de l'étudiant	154,6	165,5	107,0	178,5	12,7	7,1	16 900,0	4 391,7	26,0	17 233,1	4 569,8	26,5	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		17 233,1	4 569,8	26,5

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général						
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exé- cution (a)+(b)	Taux (%)				
		Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dota- tion initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)							
058	Pilotage et soutien aux services du MESTFP	83 326,1	33 473,2	40,2	5 706,0	1 870,1	32,8	350,0	87,5	25,0	89 382,1	35 430,8	39,6	0,0	0,0		0,0							0,0	0,0		89 382,1	35 430,8	39,6			
059	Enseignement secondaire général	2 863,6	2 353,5	82,2	24 080,9	17 863,3	74,2	4 413,0	4 180,1	94,7	31 357,5	24 396,8	77,8	1 085,0	0,0	0,0	0,0							0,0		1 085,0	0,0	0,0	32 442,5	24 396,8	75,2	
060	Enseignement technique et formation professionnelle	3 655,7	2 769,4	75,8	1 249,7	68,7	5,5	1 784,8	1 022,3	57,3	6 690,2	3 860,3	57,7	28 986,7	100,0	0,3	28 936,0	7 639,7	26,4	123 962,1	23 786,3	19,2				181 884,8	31 526,0	17,3	188 575,1	35 386,3	18,8	
061	Alphabétisation et promotion des langues nationales	180,0	1,8	1,0	237,1	93,8	39,6	235,5	58,9	25,0	652,6	154,4	23,7	0,0	0,0		0,0							0,0	0,0		652,6	154,4	23,7			
062	Pilotage et soutien aux services du MEMP	134 783,9	57 906,3	43,0	18 074,6	11 611,2	64,2	300,0	155,0	51,7	153 158,5	69 672,5	45,5	0,0	0,0		0,0							0,0	0,0		153 158,5	69 672,5	45,5			
063	Accès, équité et rétention	459,8	0,7	0,1	339,6	67,4	19,8	39 445,5	22 920,3	58,1	40 244,9	22 988,3	57,1	7 473,2	175,0	2,3	0,0							0,0		7 473,2	175,0	2,3	47 718,1	23 163,3	48,5	
064	Qualité des enseignements	4 594,2	4 205,9	91,5	4 238,4	439,7	10,4	360,0	360,0	100,0	9 192,6	5 005,6	54,5	0,0	0,0		0,0							0,0	0,0		9 192,6	5 005,6	54,5			
073	Pilotage et soutien aux services du MIC	692,7	353,6	51,1	1 149,7	387,8	33,7	0,0	0,0		1 842,3	741,4	40,2	0,0	0,0		0,0							0,0	0,0		1 842,3	741,4	40,2			
074	Industrie	59,8	18,9	31,6	106,4	82,5	77,6	360,0	90,0	25,0	526,2	191,4	36,4	780,0	0,0		0,0							0,0	0,0		1 306,2	191,4	14,7			
075	Commerce	410,8	184,0	44,8	395,9	125,3	31,7	4 500,0	2 250,0	50,0	5 306,6	2 559,3	48,2	472,9	246,1	52,0	0,0							0,0		472,9	246,1	52,0	5 779,6	2 805,3	48,5	
032	Pilotage et soutien aux services du MASM	2 559,6	1 232,4	48,1	2 548,0	307,4	12,1	57,4	1,7	3,0	5 165,0	1 541,4	29,8	0,0	0,0		0,0							0,0	0,0		5 165,0	1 541,4	29,8			
033	Promotion socio-économique des couches vulnérables	296,6	64,9	21,9	949,9	108,1	11,4	1 961,9	287,2	14,6	3 208,4	460,1	14,3	19 511,1	2 346,2	12,0	0,0							0,0	9 687,2		19 511,1	12 033,4	61,7	22 719,5	12 493,5	55,0

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exé- cution (a)+(b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dota- tion initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)			
034	Dévelop- pement de l'industrie de la microfi- nance	89,5	6,4	7,1	105,8	19,2	18,1	733,7	366,9	50,0	929,0	392,4	42,2	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		929,0	392,4	42,2
114	Pilotage et soutien aux services du MCVT	1 766,1	1 681,7	95,2	2 994,8	785,3	26,2	173,8	0,0	0,0	4 934,7	2 467,0	50,0	5 000,0	686,9	13,7	0,0			0,0			5 000,0	686,9	13,7	9 934,7	3 153,9	31,7
115	Environne- ment, Forêts et climat	4 115,8	802,7	19,5	445,0	124,1	27,9	2 832,7	1 453,8	51,3	7 393,4	2 380,6	32,2	31 599,6	21 831,9	69,1	500,0	87,1	17,4	2 500,0	3 749,5	150,0	34 599,6	25 668,5	74,2	41 993,1	28 049,0	66,8
116	Infrastruc- tures et Transports	248,8	316,9	127,3	482,2	60,7	12,6	2 125,0	1 056,5	49,7	2 856,0	1 434,0	50,2	111 721,9	10 890,0	9,7	610,0	617,5	101,2	46 197,2	9 010,4	19,5	158 529,0	20 517,9	12,9	161 385,1	21 951,9	13,6
088	Villes et territoires durables	134,6	6,5	4,8	41,6	7,0	16,8	695,9	254,1	36,5	872,0	267,6	30,7	60 892,6	105 311,9	172,9	0,0			42 485,8	18 717,0	44,1	103 378,4	124 028,9	120,0	104 250,4	124 296,5	119,2
089	Construction et Habitat	181,3	193,7	106,8	35,0	8,8	25,0	0,0	0,0		216,3	202,5	93,6	85 886,1	65 517,0	76,3	0,0			52 098,4		0,0	137 984,5	65 517,0	47,5	138 200,8	65 719,5	47,6
050	Pilotage et soutien aux services du MPMEPE	351,4	190,4	54,2	1 042,3	320,7	30,8	628,7	0,0	0,0	2 022,4	511,1	25,3	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		2 022,4	511,1	25,3
051	Emploi	23,5	3,9	16,6	250,0	23,7	9,5	2 000,0	1 000,0	50,0	2 273,5	1 027,6	45,2	0,0	0,0		0,0			6 800,0	5 864,4		6 800,0	5 864,4		9 073,5	6 892,0	76,0
052	Artisanat	27,4	12,1	44,3	250,0	48,2	19,3	2 700,0	1 350,0	50,0	2 977,4	1 410,3	47,4	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		2 977,4	1 410,3	47,4
053	Appui aux PME	22,0	3,3	15,2	265,0	19,3	7,3	2 060,3	937,8	45,5	2 347,4	960,5	40,9	0,0	0,0		940,0			2 200,0	4 871,9		3 140,0	4 871,9		5 487,4	5 832,4	106,3
099	Pilotage et soutien aux services du MSPORTS	430,8	295,8	68,6	1 294,6	301,8	23,3	339,4	0,0	0,0	2 064,9	597,5	28,9	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		2 064,9	597,5	28,9
091	Sport	364,9	140,5	38,5	1 038,5	282,9	27,2	4 107,1	8 990,3	218,9	5 510,4	9 413,6	170,8	22 846,8	14 002,6	61,3	0,0			0,0			22 846,8	14 002,6	61,3	28 357,3	23 416,2	82,6
092	Jeunesse et loisirs	31,2	0,5	1,4	152,3	15,0	9,8	44,4	0,0	0,0	227,9	15,4	6,8	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		227,9	15,4	6,8
048	Pilotage et soutien aux services du MDN	500,0	518,5	103,7	1 853,8	425,8	23,0	241,7	22,5	9,3	2 595,5	966,8	37,2	19 374,6	12 353,3	63,8	0,0			0,0			19 374,6	12 353,3	63,8	21 970,1	13 320,1	60,6
049	Protection du territoire national	62 776,1	31 527,1	50,2	18 815,3	4 678,1	24,9	1 071,5	594,2	55,4	82 663,0	36 799,4	44,5	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		82 663,0	36 799,4	44,5

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exé- cution (a)+(b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dota- tion initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)			
113	Pilotage et soutien aux services du MEEM	1 172,7	717,2	61,2	1 960,5	557,2	28,4	0,0	0,0		3 133,3	1 274,5	40,7	2 150,0	297,6	13,8	0,0			0,0			2 150,0	297,6	13,8	5 283,3	1 572,0	29,8
098	Energie	149,3	37,6	25,2	55,3	8,0	14,5	100,0	50,0	50,0	304,5	95,7	31,4	25 596,0	940,1	3,7	5 700,0	745,9	13,1	27 770,1	17 433,3	62,8	59 066,1	19 119,2	32,4	59 370,6	19 214,9	32,4
077	Eau	162,2	10,3	6,3	76,0	8,0	10,5	0,0	0,0		238,2	18,3	7,7	64 294,9	28 474,9	44,3	11 429,7		0,0	32 467,4	33 137,6	102,1	108 192,0	61 612,5	56,9	108 430,2	61 630,8	56,8
078	Mines	224,6	9,2	4,1	49,5	10,2	20,6	10,0	5,0	50,0	284,1	24,4	8,6	1 905,3	1 285,1	67,4	0,0			0,0			1 905,3	1 285,1	67,4	2 189,4	1 309,5	59,8
096	Pilotage et soutien aux services du MTCA	726,2	309,0	42,6	1 893,4	700,4	37,0	125,0	125,0	100,0	2 744,5	1 134,4	41,3	250,0	0,0	0,0	0,0			0,0			250,0	0,0	0,0	2 994,5	1 134,4	37,9
093	Tourisme	85,7	35,1	40,9	189,0	71,0	37,6	250,0	4 018,3	1 607,3	524,7	4 124,4	786,1	25 496,5	34 806,1	136,5	0,0			0,0	5 616,0		25 496,5	40 422,1	158,5	26 021,2	44 546,5	171,2
094	Culture et Arts	560,1	245,4	43,8	834,7	180,4	21,6	4 413,4	3 461,9	78,4	5 808,2	3 887,7	66,9	1 876,2	800,7	42,7	0,0			0,0			1 876,2	800,7	42,7	7 684,4	4 688,4	61,0
100	Pilotage et soutien aux services du MND	917,6	382,1	41,6	1 120,3	459,4	41,0	146,3	0,0	0,0	2 184,2	841,5	38,5	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		2 184,2	841,5	38,5
109	Médias	45,5	3,9	8,7	156,5	56,1	35,8	7 252,3	2 130,3	29,4	7 454,2	2 190,3	29,4	5 227,4	980,2	18,8	0,0			0,0			5 227,4	980,2	18,8	12 681,6	3 170,5	25,0
111	Numérique	79,9	12,7	15,8	56,0	9,0	0,0	0,0	0,0		135,9	21,6	15,9	5 736,2	1 398,9	24,4	0,0			6 500,0	1 512,5	23,3	12 236,2	2 911,4	23,8	12 372,2	2 933,0	23,7
031	Assurance retraite des agents de l'Etat	150,0	27,4	18,3	850,0	61,8	7,3	89 600,0	43 851,0	48,9	90 600,0	43 940,2	48,5	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		90 600,0	43 940,2	48,5
107	Prévention et gestion des catastrophes	0,0	0,0		0,0	0,0		28 000,0	14 455,4	51,6	28 000,0	14 455,4	51,6	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		28 000,0	14 455,4	51,6
108	Modernisation des régies financières	0,0	0,0		0,0	0,0		6 000,0	0,0	0,0	6 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		6 000,0	0,0	0,0
110	Opérations Militaires à l'extérieur	0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		0,0	0,0	
112	Fonds de développement des arts et de la culture	0,0	0,0		0,0	0,0		1 200,0	0,0		1 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0			0,0			0,0	0,0		1 200,0	0,0	0,0

Code	Libellé Programme/ Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général			
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exé- cution (a)+(b)	Taux (%)	
		Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dota- tion initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- nancé	Taux (%)				
117	Fonds de Dévelop- pement du Sport	0,0	0,0		0,0	0,0		3 000,0	0,0		3 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0			0,0				0,0		3 000,0	0,0	0,0	
TOTAL PRO-GRAMMES BUDG-ETAIRES		517 710,1	231 454,2	44,7	165 064,7	59 862,7	36,3	375 402,2	201 171,3	53,6	1 058 177,1	492 488,2	46,5	683 352,3	341 802,6	50,0	54 165,7	12 386,4	22,9	460 531,4	184 328,1	40,0	1 198 049,4	538 517,1	44,9	2 256 226,5	1 031 005,3	45,7	
001	Dotation pour l'Assemblée Nationale	18 057,6	13 571,5	75,2	6 857,7	4 590,4	66,9	570,0	193,5	33,9	25 485,3	18 355,4	72,0	7 600,4	7 600,4	100,0								7 600,4	7 600,4	100,0	33 085,7	25 955,8	78,5
002	Dotation pour la Cour Constitu- tionnelle	1 961,5	904,5	46,1	803,2	159,8	19,9	3,6	3,0	82,1	2 768,3	1 067,2	38,6		0,0									0,0	0,0		2 768,3	1 067,2	38,6
003	Dotation pour la Cour Suprême	2 886,1	1 258,7	43,6	1 375,0	414,5	30,1	57,4	54,1	94,3	4 318,5	1 727,3	40,0		0,0									0,0	0,0		4 318,5	1 727,3	40,0
004	Dotation pour le Conseil Economique et Social	2 684,7	1 171,5	43,6	1 052,3	316,1	30,0	27,0	7,6	28,2	3 764,0	1 495,2	39,7		0,0									0,0	0,0		3 764,0	1 495,2	39,7
005	Dotation pour la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Com- munication	1 771,4	934,8	52,8	1 068,3	473,9	44,4	13,0	1,9	14,4	2 852,7	1 410,6	49,4		0,0									0,0	0,0		2 852,7	1 410,6	49,4
006	Dotation pour la Haute Cour de Justice	411,0	196,3	47,8	539,5	301,3	55,9	1,0	0,0	0,0	951,5	497,7	52,3		0,0									0,0	0,0		951,5	497,7	52,3
007	Dotation pour le Médi- ateur de la République	202,6	106,8	52,7	603,2	47,0	7,8	78,0	0,0	0,0	883,8	153,8	17,4		0,0									0,0	0,0		883,8	153,8	17,4
008	Dotation pour la Commission Electorale Nationale Autonome	1 113,8	487,6	43,8	700,5	123,8	17,7	10,0	0,0	0,0	1 824,2	611,4	33,5		0,0									0,0	0,0		1 824,2	611,4	33,5
009	Dotation pour la Commission Béninoise des Droits de l'Homme	438,8	194,2	44,3	389,7	82,3	21,1	6,9	0,0	0,0	835,5	276,5	33,1		0,0									0,0	0,0		835,5	276,5	33,1

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général		
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exé- cution (a)+(b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dota- tion initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)	Dotation initiale	Ordon- né	Taux (%)			
014	Dotation pour l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel	0,0	0,0		0,0	0,0		738,3	184,6	25,0	738,3	184,6	25,0		0,0								0,0	0,0		738,3	184,6	25,0
010	Dotation pour la Présidence de la République	1808,1	742,2	41,0	24 107,5	6848,1	28,4	35 929,6	20262,9	56,4	61 845,3	27 853,2	45,0	0,0	0,0		510,0	0,0	0,0	5 522,9	9 350,0	169,3	6 032,9	9 350,0	155,0	67 878,1	37 203,1	54,8
101	Dotation pour la Cour des Comptes	2 183,4	1 064,9	48,8	2 666,6	965,9	36,2	10,0	3,5	35,1	4 860,0	2 034,4	41,9		0,0								0,0	0,0		4 860,0	2 034,4	41,9
011	Dotation pour les dépenses d'intervention publique, accidentelles et imprévisibles	92 681,8	14 709,4	15,9	21 131,9	8 354,8	39,5	303 032,0	243 031,9	80,2	416 845,7	266 096,2	63,8		0,0								0,0	0,0		416 845,7	266 096,2	63,8
013	Dotation pour les Charges financières de la dette		0,0			0,0			0,0		267 300,0	196 642,5	73,6		0,0								0,0	0,0		267 300,0	196 642,5	73,6
TOTAL DOTATIONS BUDGETAIRES		126 200,9	35 342,7	28,0	61 295,3	22 677,9	37,0	340 476,8	263 742,9	77,5	795 272,9	518 405,9	65,2	7 600,4	7 600,4	100,0	510,0	0,0	0,0	5 522,9	9 350,0	169,3	13 633,3	16 950,4	124,3	808 906,2	535 356,4	66,2
TOTAL BUDGET DE L'ETAT		643 911,0	266 796,8	41,4	226 360,0	82 540,6	36,5	715 879,0	464 914,3	64,9	1 853 450,0	1 010 894,1	54,5	690 952,7	349 403,1	50,6	54 675,7	12 386,4	22,7	466 054,3	193 678,1	41,6	1 211 682,7	555 467,5	45,8	3 065 132,7	1 566 361,7	51,1

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026

09

**ESTIMATIONS DE DEPENSES
MISES A JOUR ET EXPLICATION
DE TOUTES DIFFERENCES
(PROJECTIONS A FIN DECEMBRE
2026)**



Les dépenses budgétaires de l'Etat ont atteint à fin juin 2026, un montant de **1 566 361,7 millions de FCFA** sur une prévision semestrielle de 1 468 228 millions de FCFA, représentant **106,7%** de l'objectif semestriel et **48,6%** des prévisions annuelles actualisées. Ces engagements de dépenses sont essentiellement consacrés à la poursuite des chantiers ouverts dans le cadre de la mise en œuvre du PAG 2021-2026, au renforcement des mesures sociales dans divers secteurs, en l'occurrence, l'éducation, la santé, les affaires sociales, l'emploi, etc.

Afin de poursuivre la consolidation de la politique budgétaire en cours au Bénin depuis 2016 tout en intégrant les implications budgétaires de la revue de l'architecture gouvernementale caractérisée par le redimensionnement des portefeuilles ministériels, l'action publique met l'accent sur la densification des mesures sociales et sur le renforcement du filet social et de l'équité territoriale. Dans cette perspective, le niveau d'exécution du budget de l'Etat devrait s'établir en fin de gestion 2026 autour de **98,5%** des prévisions annuelles révisées qui sont d'un montant de 3 223 136 millions de FCFA.

Globalement, l'exécution de l'ensemble des charges de la loi de finances pour la gestion 2026 ressortirait à **113,6% des prévisions annuelles actualisées**, soit une hausse de **4 566 357 millions de FCFA**.

Cette trajectoire projetée à fin décembre 2026 repose sur les tendances suivantes :



l'atteinte d'un taux d'exécution de 90,0% sur les dépenses d'acquisition de biens et services, qui témoigne de la poursuite rigoureuse de la politique d'optimisation du train de vie de l'État amorcée en 2016 ;



la réalisation à plus de la totalité des transferts courants et des subventions de l'Etat de 101,1% en lien, entre autres, avec la densification des mesures d'action sociale (transferts monétaires aux ménages, dépenses d'exonération fiscale) et les coûts liés à la mise en route de la généralisation de la gratuité des frais de scolarité des filles de l'Enseignement secondaire général dès la rentrée 2026-2027 et la construction de magasins pour cantines scolaires ;



le dépassement des objectifs sur les dépenses d'investissement sur ressources intérieures, projetées à 102,1%, mettant en valeur la montée en puissance des dépenses d'équipement dans les secteurs clés des infrastructures de soutien à la croissance, du numérique, de la digitalisation, du cadre de vie, du tourisme, de l'eau et de l'énergie ;



la performance d'exécution des engagements sur les charges de trésorerie, projetées à 166,3% de leurs prévisions révisées, qui soutient l'atteinte du niveau global des charges de la loi de finances, etc.

Par nature de dépenses, les niveaux d'exécution à fin juin 2026 et les projections à fin décembre 2026 sont présentés dans le tableau ci-après :



TABLEAU 22

Présentation des projections d'exécution des charges de l'Etat au 31 décembre 2026 (prévisions actualisées pour 2026), en millions de FCFA

Nature des charges de l'Etat	Prévisions Révisées 2026	Exécution à fin juin		Prévisions actualisées pour 2026 (Projections d'exécution au 31/12/2026)	
		Ord.	Taux (%)	Ord.	Taux (%)
Dépenses ordinaires	1 777 816	952 498,6	53,6	1 768 081	99,5
Dépenses de Personnel	580 608	266 769,4	45,9	580 608	100,0
Charges financières de la dette	306 703	196 642,5	64,1	310 798	101,3
<i>Dette intérieure</i>	103 820	69 823,6	67,3	105 416	101,5
<i>Dette extérieure</i>	202 883	126 818,9	62,5	205 383	101,2
Dépenses d'acquisitions de biens et services	212 425	82 478,8	38,8	191 183	90,0
Dépenses de transfert	678 079	406 607,9	60,0	685 491	101,1
Dépenses en capital	1 311 520	555 467,5	42,4	1 273 960	97,1
<i>Financement intérieur</i>	748 990	349 403,1	46,6	764 430	102,1
<i>Financement extérieur</i>	562 530	206 064,4	36,6	509 530	90,6
Budget annexe du FNRB	90 600	43 940,2	48,5	90 600	100,0
Comptes d'affectation spéciale	43 200	14 455,4	33,5	43 200	100,0
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	3 223 136	1 566 361,7	48,6	3 175 841	98,5
Charges de trésorerie	925 221	514 736,7	55,6	1 538 640	166,3
TOTAL LOI DE FINANCES	4 148 357	2 081 098,4	52,9	4 714 481	113,6

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026



Classification administrative et économique



TABLEAU 23

Présentation des dépenses budgétaires mises à jour (prévisions actualisées à fin décembre)
pour 2026 suivant la classification administrative (en millions de FCFA)

I- OPERATIONS BUDGETAIRES																											
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL PREVISIONS ACTUALISEES (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	ECART (E)= (c-d)
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart			
1. Institutions	33 519,0	33 519,0	0	40 245,9	36 221,3	-4025	39 384,0	39 817,2	433	113 148,9	109 558,5	-3590	7 600,4	7 760,1	160	510,0	462,1	-48	5 522,9	5 003,7	-519	13 633,3	13 225,8	-407	122 784,4	126 782,2	-399 784,4%
Présidence de la République	1 808,1	1 808,1	0,0	24 190,0	21 771,0	-2 419,0	37 768,9	38 184,3	415,5	63 767,0	61 763,4	-2004	0,0	0,0	-	510,0	462,1	-47,9	5 522,9	5 003,7	-519,1	6 032,9	5 465,8	-567	67 229,2	69 799,8	-2571
Assemblée Nationale	18 057,6	18 057,6	0,0	6 857,7	6 171,9	-685,8	570,0	576,3	6,3	25 485,3	24 805,8	-679	7 600,4	7 760,1	159,6	0,0			0,0			7 600,4	7 760,1	160	32 565,8	33 085,7	-520
Cour Constitutionnelle	1 961,5	1 961,5	0,0	803,2	722,9	-80,3	3,6	3,6	0,0	2 768,3	2 688,0	-80										0,0	0,0		2 688,0	2 768,3	-80
Commission Béninoise des Droits de l'Homme	438,8	438,8	0,0	389,7	350,7	-39,0	6,9	7,0	0,1	835,5	796,6	-39										0,0	0,0		796,6	835,5	-39
Cour Suprême	2 886,1	2 886,1	0,0	1 375,0	1 237,5	-137,5	57,4	58,0	0,6	4 318,5	4 181,6	-137										0,0	0,0		4 181,6	4 318,5	-137
Conseil Economique et Social	2 684,7	2 684,7	0,0	1 052,3	947,1	-105,2	27,0	27,3	0,3	3 764,0	3 659,0	-105										0,0	0,0		3 659,0	3 764,0	-105
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	1 771,4	1 771,4	0,0	1 068,3	961,4	-106,8	13,0	13,1	0,1	2 852,7	2 746,0	-107										0,0	0,0		2 746,0	2 852,7	-107
Haute Cour de Justice	411,0	411,0	0,0	539,5	485,5	-53,9	1,0	1,0	0,0	951,5	897,6	-54										0,0	0,0		897,6	951,5	-54
Médiateur de la République	202,6	202,6	0,0	603,2	542,8	-60,3	78,0	78,9	0,9	883,8	824,3	-59										0,0	0,0		824,3	883,8	-59
Commission Electorale Nationale Autonome	1 113,8	1 113,8	0,0	700,5	630,4	-70,0	10,0	10,1	0,1	1 824,2	1 755,3	-69										0,0	0,0		1 755,3	1 824,2	-69
Cour des Comptes	2 183,4	2 183,4	0,0	2 666,6	2 399,9	-266,7	10,0	10,1	0,1	4 860,0	4 593,5	-267										0,0	0,0		4 593,5	4 860,0	-267

I- OPERATIONS BUDGETAIRES																											
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL PREVI- SIONS ACTU- ALISEES (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	ECART (E)= (c-d)
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dota- tion initiale	Dota- tion actual- isée	Ecart	Dota- tion initiale	Dotation actual- isée	Ecart	Dota- tion initiale	Dotation actual- isée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actual- isée	Ecart	Dota- tion initiale	Dota- tion actual- isée	Ecart	Dota- tion initiale	Dotation actual- isée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart			
Autorité de Protection des Données Personnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	738,3	746,4	8,1	738,3	746,4	8										0,0	0,0		746,4	738,3	8
SENAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	101,1	1,1	100,0	101,1	1										0,0	0,0		101,1	100,0	1
2. Ministères	502810,1	502810,1	0	154694,7	139225,2	-15469	266031,2	268923,6	2892	923536,0	910958,9	-1257 712,3%	741389,7	756669,9	15280	54165,7	49178,5	-4987	502331,4	454886,3	-47445	1297886,8	1260734,6	-37152	2171693,5	2221422,9	-49729
Défense Nationale	63276,1	63276,1	0,0	22798,0	20518,2	-2279,8	1333,3	1347,9	14,7	87407,4	85142,2	-2265	19374,6	19767,4	392,9	0,0	0,0	0	0,0		-	19374,6	19767,4	393	104909,7	106781,9	-1872
Economie & Finances	4536,7	4536,7	0,0	6174,8	5557,3	-617,5	12071,8	12204,6	132,8	22783,3	22298,6	-485	17587,5	17927,9	340,3	0,0	0,0	0	0,0	0,0	-	17587,5	17927,9	340	40226,4	40370,8	-144
Justice & Législation	13310,9	13310,9	0,0	4676,3	4208,7	-467,6	15419,4	15584,0	164,6	33406,6	33103,6	-303	12827,1	13084,5	257,4	0,0	0,0	0	0,0	0,0	-	12827,1	13084,5	257	46188,0	46233,7	-46
Communica- tion & Média	195,5	195,5	0,0	456,5	410,9	-45,7	7252,3	7332,0	79,8	7904,2	7938,4	34	5227,4	5309,2	81,8	0,0	0,0	0	0,0	0,0	-	5227,4	5309,2	82	13247,5	13131,6	116
Transforma- tion Digitale et Innovation	997,6	997,6	0,0	882,2	794,0	-88,2	2146,3	2167,9	21,6	4026,1	3959,5	-67	5736,2	5856,7	120,5	0,0	0,0	0	6500,0	5854,0	-646	12236,2	11710,7	-526	15670,2	16262,3	-592
Cadre de vie et Transports en charge du Développe- ment Durable	6446,6	6446,6	0,0	3198,9	2879,0	-319,9	5827,4	5891,5	64,1	15472,8	15217,0	-256	318387,2	325073,4	6686,1	1110,0	1110,0	0	174781,3	158291,9	-16489	494278,6	484475,2	-9803	499692,3	509751,3	-10059
Commerce Intérieur	1057,8	1057,8	0,0	1197,2	1077,4	-119,7	4512,3	4561,9	49,6	6767,2	6697,2	-70	472,9	482,8	9,9	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	472,9	482,8	10	7180,0	7240,1	-60
Santé	43553,0	43553,0	0,0	10460,0	9414,0	-1046,0	52187,8	52761,8	574,1	106200,8	105728,9	-472	27273,6	27846,3	572,7	0,0	0,0	0	61811,1	55985,8	-5825	89084,7	83832,2	-5252	189561,0	195285,5	-5724
Energie, Eau & Mines	1708,8	1708,8	0,0	1713,0	1541,7	-171,3	110,0	111,2	1,2	3531,8	3361,8	-170	99814,1	101892,2	2078,1	17129,7	15519,5	-1610	64245,5	58206,4	-6039	181189,3	175618,1	-5571	178979,9	184721,1	-5741
Agriculture, Elevage et Pêche	7177,6	7177,6	0,0	10044,8	9040,3	-1004,5	39523,6	39954,3	430,8	56746,0	56172,2	-574	36315,0	37077,6	762,6	6050,0	5481,3	-569	45000,0	40770,0	-4230	87365,0	83328,9	-4036	139501,1	144110,9	-4610
Culture Arts & Patrimoine	1286,3	1286,3	0,0	2046,1	1841,5	-204,6	4538,4	4588,3	49,9	7870,7	7716,1	-155	2126,2	2170,8	44,6	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	2126,2	2170,8	45	9886,9	9996,9	-110
Tourisme & Commerce extérieur	341,1	341,1	0,0	629,1	566,2	-62,9	5078,3	5134,2	55,9	6048,5	6041,5	-7	48661,8	49670,7	1008,9	0,0	0,0	0	6292,0	5674,6	-617	54953,9	55345,3	391	61386,8	61002,4	384
Sports & Engagement civique	826,9	826,9	0,0	2112,7	1901,4	-211,3	7490,8	7572,2	81,4	10430,4	10300,6	-130	22846,8	23307,6	460,8	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	22846,8	23307,6	461	33608,2	33277,2	331
Famille & Af- faires Sociales	2856,2	2856,2	0,0	2448,6	2203,7	-244,9	2019,3	2041,5	22,2	7324,1	7101,4	-223	21511,1	21962,8	451,7	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	21511,1	21962,8	452	29064,2	28835,1	229
Enseignement supérieur	43388,3	43388,3	0,0	4810,4	4329,4	-481,0	24924,4	25195,6	271,2	73123,1	72913,2	-210	51212,3	52264,7	1052,5	28936,0	26216,0	-2720	123962,1	112219,7	-11742	204110,4	190700,5	-13410	263613,7	277233,5	-13620

I- OPERATIONS BUDGETAIRES																											
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL PREVI- SIONS ACTU- ALISEES (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	ECART (E)= (c-d)
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dota- tion initiale	Dota- tion actual- isée	Ecart	Dota- tion initiale	Dotation actual- isée	Ecart	Dota- tion initiale	Dota- tion actual- isée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actual- isée	Ecart	Dota- tion initiale	Dota- tion actual- isée	Ecart	Dota- tion initiale	Dotation actual- isée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart			
PME & Prom. Emploi	424,4	424,4	0,0	1 536,2	1 382,6	-153,6	7 389,0	7 469,3	80,3	9 349,6	9 276,3	-73	0,0	0,0	0,0	940,0	851,6	-88	9 000,0	8 154,0	-846	9 940,0	9 005,6	-934	18 281,9	19 289,6	-1008
Fonction Publique	7 918,9	7 918,9	0,0	6 230,0	5 607,0	-623,0	46,0	46,5	0,5	14 194,9	13 572,4	-622	1 312,9	1 295,5	-17,4	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	1 312,9	1 295,5	-17	14 867,9	15 507,8	-640
Ressources Extérieures et gestion de la dette	3 568,2	3 568,2	0,0	1 880,7	1 692,6	-188,1	0,0	0,0	0,0	5 448,9	5 260,8	-188	0,0	-9,0	-9,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	-9,0	-9	5 251,8	5 448,9	-197
Finances et Microfinance	12 455,3	12 455,3	0,0	2 211,1	1 990,0	-221,1	2 048,7	2 064,3	15,5	16 715,1	16 509,5	-206	0,0	-42,0	-42,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	-42,0	-42	16 467,5	16 715,1	-248
Intérieur & Sécurité Publique	59 409,9	59 409,9	0,0	8 720,1	7 848,1	-872,0	1 739,4	1 758,5	19,1	69 869,5	69 016,6	-853	15 369,9	15 692,7	322,8	0,0	0,0	0	10 739,4	9 729,9	-1010	26 109,4	25 422,6	-687	94 439,2	95 978,8	-1540
Décentralisa- tion & Gouver- n. Locale	2 430,5	2 430,5	0,0	3 483,1	3 134,8	-348,3	24 368,9	24 636,9	268,1	30 282,4	30 202,2	-80	24 624,8	25 141,9	517,1	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	24 624,8	25 141,9	517	55 344,1	54 907,2	437
Enseignement Maternel & Primaire	134 837,9	134 837,9	0,0	20 387,3	18 348,6	-2038,7	40 105,5	40 535,7	430,2	195 330,8	193 722,2	-1609	7 473,2	7 628,1	154,9	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	7 473,2	7 628,1	155	201 350,3	202 804,0	-1454
Enseignement Secondaire	81 369,7	81 369,7	0,0	30 024,0	27 021,6	-3002,4	5 798,5	5 862,3	63,8	117 192,2	114 253,6	-2939	1 085,0	1 087,8	2,8	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	1 085,0	1 087,8	3	115 341,4	118 277,2	-2936
Affaires étrangères	9 436,0	9 436,0	0,0	6 573,7	5 916,3	-657,4	100,0	101,1	1,1	16 109,7	15 453,5	-656	2 150,0	2 180,2	30,2	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	2 150,0	2 180,2	30	17 633,6	18 259,7	-626
TOTAL MIN- ISTERES ET IN- STITUTIONS (3) = (1)+(2)	536 329,2	536 329,2	0	194 940,5	175 446,5	-19494	305 415,3	308 740,8	3326	1 036 685,0	1 020 517,5	-16167	748 990	764 430	15440	54 675,7	49 640,5	- 5035	507 854,3	459 890,0	-47964	1 311 520,1	1 273 960,4	-37560	2 294 477,9	2 348 205,1	-53727
Crédits globaux (4)	44 279,1	44 279,1	0,0	17 484,7	15 736,2	90,0	372 663,7	376 750,0	4086,3	434 427,6	436 765,4	2338										0,0			436 765,4	434 427,6	2338
Charges financières de la dette publique (5)										306 703,0	310 798,0	4095									-226,0				310 798,0	306 703,0	4095
TOTAL BUDGET GENERAL (3)+(4)+(5)	580 608,3	580 608,3	0	212 425,3	191 183	-21243	678 079,0	685 491	7412	1 777 816	1 768 081	-9735	748 990	764 430	15440	54 675,7	49 640,5	- 5035	507 854,3	459 890,0	-47964	1 311 520,1	1 273 960,4	-37560	3 042 041,3	3 089 335,7	98,5%
Budget annexe du FNRB	150,0	150,0	0,0	850,0	850,0	0,0	89 600,0	89 600,0	0,0	90 600,0	90 600,0	0										0,0	0,0		90 600,0	90 600,0	0

I- OPERATIONS BUDGETAIRES																											
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL PREVISIONS ACTUALISEES (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	ECART (E)= (c-d)
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart			
Comptes d'affectation spéciale							43 200,0	43 200,0	0,0	43 200,0	43 200,0	0										0,0	0,0		43 200,0	43 200,0	0
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	580 758,3	580 758,3	0	213 275,3	192 032,7	-21243	810 879,0	818 290,9	7412	1 911 615,6	1 901 880,9	-9735	748 990,1	764 429,9	15440	54 675,7	49 640,5	-5035	507 854,3	459 890,0	-47964	1 311 520	1 273 960	-37560	3 175 841	3 223 136	-47294

II- OPERATIONS DE TRESORERIE (CHARGES DE TRESORERIE)																											
NATURE	Prêts et avances			Amortissement emprunts banques internationales			Amortissement emprunt bilatéral			Amortissement emprunt multilatéral			Amortissement prêts banques locales et BOAD			Amortissement obligation et Bons du Trésor			Variation des instances de paiement			Amortissement tirages FMI et Eurobond			TOTAL PREVISIONS ACTUALISEES	Prévision Loi de Finances	Ecart
	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart	Dotation initiale	Dotation actualisée	Ecart			
Montant / Taux	41 209,0	68 406,9	27198	123 130,0	204 614,8	81485	40 385,0	67 039,1	26654	101 162,0	168 313,9	67152	53 146,0	88 222,4	35076	455 236,0	755 896,8	300661	64 567,0	107 656,2	43089	46 386,0	78 489,8	32104	1 538 640	925 221,0	613419
TOTAL LOI DE FINANCES (I)+(II)			-			-			-		-		-			-			-						4 714 481	4 148 357	566125

Source: ST-PGO/MBFP, septembre 2026





10

**SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE
AU 30 JUIN**



La présente section de la revue de milieu d'année 2026 dresse un état des lieux de la dette publique. Elle en détaille l'encours, la composition et le service assuré, tout en faisant le bilan des nouveaux engagements. En outre, elle évalue les indicateurs de coûts et de risques du portefeuille et en précise les caractéristiques relatives aux titres publics.



Encours de la dette et sa composition

À la fin du mois de juin 2026, la dette publique béninoise s'élève à **9 122 200 millions de FCFA** dont **7 275 900 millions de FCFA** au titre de l'engagement extérieur et **1 846 300 millions de FCFA** pour le marché intérieur. Les ratios rapportés au PIB s'établissent respectivement à 40% et **10,1%**, portant le taux d'endettement global à **48,8%**.

Ce taux demeure nettement inférieur au seuil normatif de **70%** fixé par l'UEMOA selon les critères de convergence, classant le Bénin parmi les pays à faible pression d'endettement au niveau régional. Ce niveau maîtrisé positionne le Bénin parmi les États les moins endettés de la sous-région et lui confère une marge de manœuvre appréciable pour financer ses projets de développement de manière prudente.

En outre, le Bénin demeure un emprunteur exemplaire, à jour dans le règlement de ses échéances et sans aucun arriéré de paiement. Les conclusions de l'Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) confirment la soutenabilité du portefeuille, l'ensemble des indicateurs restant sous les seuils critiques dans le scénario de référence.



TABLEAU 24

Encours de la dette (en millions de FCFA) et taux d'endettement public à fin juin 2026

Rubriques	2026	
	1er trimestre	2ème trimestre
Dette bilatérale	587 700	584 100
Dette multilatérale	3 209 600	3 428 200
Dette commerciale	3 319 900	3 263 600
Encours dette en devises	7 117 200	7 275 900
Obligations du Trésor	1 567 900	1 475 600
Bons du Trésor	3 000	0
Autres dettes en monnaie locale (financement bancaire en monnaie locale)	339 600	370 700
Encours dette en monnaie locale	1 910 500	1 846 300
Encours dette publique	9 027 700	9 122 200
Taux d'endettement en devises	39,1%	40%
Taux d'endettement en monnaie locale	10,5%	10,1%
Taux d'endettement public	49,6%	48,8%

Source : Tableau de bord de la dette publique du Bénin (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)



Projection de l'encours de la dette publique au 31 décembre 2026

Une projection pour le 2nd semestre 2026 est élaborée en prenant en compte les éléments ci-après :



un décaissement de **45 240 millions de FCFA** est projeté auprès de divers créanciers bilatéraux ;



les créanciers multilatéraux pour **175 800 millions de FCFA** ;



un décaissement de **80 510 millions de FCFA** pour le compte des banques commerciales internationales ;



un décaissement de **39 230 millions de FCFA** est prévu au titre des conventions de crédits signées avec les banques locales, y compris la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ;



pour les prêts programmes, il est projeté un montant de **153 670 millions de FCFA**.

L'impact financier de ces opérations sur l'encours et le taux d'endettement public au 31 décembre 2026 se présente comme suit :



TABLEAU 25

Projection de l'encours de la dette (en millions de FCFA) à fin 2026

Décomposition de l'encours de la dette publique	Encours à fin 2025	Encours à fin juin 2026	Encours projeté à fin décembre 2026
Dettes extérieures	6 524 800	7 275 900	7 752 400
Dettes intérieures	1 947 400	1 846 300	1 754 300
Encours de la dette publique	8 472 200	9 122 200	9 506 700
Taux d'endettement public (Encours de la dette publique / PIB)	50,0%	48,8%	50,8%

Source : CTA/CNE, données tirées de l'état de l'encours et des échéances du service de la dette de l'Etat, gestion 2027, septembre 2026



Indicateurs de coût et de risque du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2026

Cette section présente l'écart entre les principaux indicateurs du portefeuille de la dette publique projetés au 31 décembre 2026, notamment : le coût moyen du portefeuille, le taux moyen pondéré, le risque de refinancement, le risque de taux d'intérêt, le risque de taux de change.



TABLEAU 26

Indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique projeté à fin 2026 (en millions de FCFA)

Année		Indicateurs initiaux 2026 (A)	Indicateurs actualisés 2026 (B)	Ecart
Paie ment d'intérêt (en % du PIB)	Det te exté rieure	1,0	1,29	0,29
	Det te inté rieure	0,7	0,66	-0,04
	Det te publique	1,7	1,96	0,26
Taux d'intérêt pondéré (en %)	Det te exté rieure	1,89	3,0	1,11
	Det te inté rieure	5,26	5,47	0,21
	Det te publique	3,04	3,37	0,33
Det te nominale (en % du PIB)	Det te exté rieure	36,6	39,50	2,9
	Det te inté rieure	14,0	12,10	-1,9
	Det te publique	50,5	51,60	1,1
Valeur Actuelle de la dette (en % du PIB)	Det te exté rieure	35,0	31,14	-3,86
	Det te inté rieure	14,0	10,71	-3,29
	Det te publique	48,9	41,85	-7,05
Det te amortie l'année prochaine (en % du total)	Det te exté rieure	4,5	5,74	1,24
	Det te inté rieure	19,4	21,0	1,6
	Det te publique	8,6	9,32	0,72
Det te amortie l'année prochaine (en % du PIB)	Det te exté rieure	1,6	2,27	0,67
	Det te inté rieure	2,7	2,54	-0,16
	Det te publique	4,4	4,81	0,41
Det te refinée durant l'année prochaine (% du total)	Det te exté rieure	7,5	7,51	0,01
	Det te inté rieure	19,4	21,61	2,21
	Det te publique	10,7	10,42	-0,28
Det te à Taux d'intérêt fixe (en % du total)	Det te exté rieure	98,2	96,10	-2,1
	Det te inté rieure	100,0	100,0	0,0
	Det te publique	98,9	97,01	-1,89
Det te en devise (en % du total)		72,3	76,55	4,25
Det te en euro (en % du total)		46,0	58,5	12,5
Det te en euro (en % de la dette en devise)		73,0	74,51	1,51

11

**PRESENTATION DES POLITIQUES
DIRECTEMENT BENEFIQUES
AUX POPULATIONS LES PLUS
PAUVRES (DEPENSES SOCIALES
PRIORITAIRES)**

L'ensemble des sections budgétaires prévoit et exécute des dépenses pro-pauvres. Pour l'année 2026, ces dépenses ont occupé une part importante au niveau de certains ministères, conformément à la politique sociale du Gouvernement. Ainsi, les ministères ayant exécuté à fin juin 2026 des dépenses à haute sensibilité sociale (dépenses pro-pauvres) sont :

1. Ministère de la Justice et de la Législation ;
2. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ;
3. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
4. Ministère de la Santé ;
5. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
6. Ministère des Enseignements Maternel et Primaire ;
7. Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle ;
8. Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance ;
9. Ministère du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable ;
10. Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi ;
11. Ministère des Sports ;
12. Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines ;

Concrètement, sous l'angle social, il convient de noter également que les engagements sociaux de l'Etat sont bien tenus au cours de la période. L'indice de la sensibilité sociale des dépenses (Dépenses sociales prioritaires) convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) ressort à fin juin, à **71 023,0 millions de FCFA** en termes d'ordonnancement pour un objectif de 219 240 millions de FCFA visé pour l'année, soit un taux d'exécution de 32,4%.

Les principaux points d'application de ces dépenses se présentent, par secteur et axe de la politique sociale, tels que consolidés dans le tableau ci-après.

Dépenses sociales prioritaire

■ 30 JUIN 2026

71 023,0
millions de FCFA



**TABLEAU 27**

Exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2026

LIBELLE		AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX	TAUX ENGAGE CP (%)
AFFAIRES SOCIALES	Appui à la solidarité nationale	16 765 657 999	16 851 657 999	16 765 657 999	16 851 657 999	5 335 538 327	2 354 452 600	78 192 500	2 271 215 500	31,82	13,97
	Micro-crédit aux plus pauvres pour la promotion des activités génératrices de revenus	0	733 720 000	0	1 717 919 281	0	366 860 000	0	366 860 000	0	21,35
	Promotion à la famille	0	76 550 000	0	76 550 000	0	10 200 000	10 200 000	0	0	13,32
	Promotion à la base	0	20 000 000	0	20 000 000	0	3 250 000	3 250 000	0	0	16,25
	Soutiens aux personnes en situations de handicap	0	247 700 000	0	247 700 000	0	90 242 259	19 611 500	2 414 000	0	36,43
	Transfert monétaire au ménage	0	842 940 000	0	842 940 000	0	167 381 640	50 223 500 000	54 253 500	0	19,86
Total AFFAIRES SOCIALES		16 765 657 999	18 772 567 999	16 765 657 999	19 756 767 280	5 335 538 327	2 992 386 499	161 477 500	2 694 743 000	31,82	17,85
AGRICULTURE	Appui à la diversification agricole et la production vivrière	6 600 000 000	5 900 000 000	6 600 000 000	5 900 000 000	962 500 000	900 000 000	0	900 000 000	14,58	15,25
	Contrôle des normes d'exploitation des produits halieutiques	2 500 000 000	2 058 621 176	2 500 000 000	2 058 621 176	0	49 170 142	0	5 851 142	0	2,39
	Développement des infrastructures agricoles dans les communautés de bases	3 557 006 913	3 000 000 000	3 557 006 913	3 000 000 000	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	14,06	16,67
	Développement des périmètres irrigués en milieu rural	867 900 000	906 900 000	867 900 000	906 900 000	0	12 458 792	0	12 458 792	0	1,37
	Fonds national de développement agricole	0	457 053 689	0	457 053 689	0	79 590 302	27 678 125	1 231 212	0	17,41
	Renforcement des capacités de stockage	0	110 838 480	0	110 838 480	0	21 717 547	18 768 547	0	0	0
Total AGRICULTURE		13 524 906 913	12 433 413 345	13 524 906 913	12 433 413 345	1 462 500 000	1 562 936 783	46 446 672	1 419 541 146	10,81	11,56
ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Assainissement pluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	375 000 000	375 000 000	0	375 000 000	25,00	25,00
	Développement de l'habitat social	16 371 824 668	16 371 824 668	16 371 824 668	16 371 824 668	8 196 049 032	8 196 049 032	0	8 196 049 032	50,06	50,06
Total ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE		17 871 824 668	17 871 824 668	17 871 824 668	17 871 824 668	8 571 049 032	8 571 049 032	0	8 571 049 032	47,96	47,96
EAU	6 412 459 089	6 412 459 089	6 412 459 089	6 412 459 089	3 206 229 545	3 206 229 545	0	3 206 229 545	50,00	50,00	50,00
	14 988 796 876	14 988 796 876	14 988 796 876	14 988 796 876	7 494 398 438	7 494 398 438	0	7 494 398 438	50,00	50,00	39,55
Total EAU		21 401 255 965	21 401 255 965	21 401 255 965	21 401 255 965	10 700 627 983	10 700 627 983	0	10 700 627 983	50,00	50,00

LIBELLE		AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX	TAUX ENGAGE CP (%)
EDUCATION	Bourses aux élèves dans les lycées et collèges d'enseignement technique et professionnel	0	1 169 816 000	0	1 169 816 000	0	829 782 000	0	829 782 000	0	70,93
	Bourses et secours universitaires	0	13 750 000 000	0	13 750 000 000	0	10 327 561 291	0	3 872 922 959	0	75,11
	Bourses pour formation des formateurs	0	360 000 000	0	360 000 000	0	360 000 000	0	360 000 000	0	100
	Construction et équipement d'infrastructures éducatives dans les trois ordres de l'enseignement	35 078 583 319	18 792 671 000	35 078 583 319	18 792 671 000	0	3 775 591 000	0	3 775 591 000	0,9	20,09
	Gratuité de la scolarisation au primaire	0	6 436 302 000	0	6 395 650 000	0	6 415 650 000	0	6 415 650 000	0	99,68
	Gratuité de la scolarisation des filles au secondaire	0	4 338 047 000	0	4 338 047 000	0	4 180 060 000	0	4 180 060 000	0	96,36
	Mise à disposition de manuels scolaires	0	2 927 614 718	0	2 927 614 718	0	62 164 662	17 919 500	44 245 162	0	2,12
	Œuvres universitaires (restauration, transports, hébergement, etc.)	0	2 985 000 000	0	2 985 000 000	0	1 492 500 000	0	518 750 000	0	50,0
	Programme cantine scolaire	0	33 009 243 000	0	33 009 243 000	0	16 504 621 500	0	16 504 621 500	0	50,0
Total EDUCATION		35 078 583 319	83 768 693 718	35 078 583 319	83 768 693 718	0	43 947 930 453	17 919 500	36 501 622 621	0,0	125,28
ENERGIE	Autres (non classé)	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	25,0	25,0
	Développement des énergies renouvelables et efficacité énergétique	966 230 000	966 230 000	966 230 000	966 230 000	0	0	0	0	0	0
	Électrification des localités rurales	3 901 415 101	3 901 415 101	3 901 415 101	3 901 415 101	0	0	0	0	0	0
Total ENERGIE		5 867 645 101	5 867 645 101	5 867 645 101	5 867 645 101	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	4,26	4,26
JUSTICE	Alimentation des détenus	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	25,0	25,0
	Droits de l'Homme	11 827 098 233	11 827 098 223	11 827 098 233	11 827 098 233	2 956 774 555	2 956 774 555	0	2 956 774 555	25,0	25,0
	Dépenses de sauvegarde de l'enfance et adolescence	0	136 140 000	0	136 140 000	0	48 070 000	0	24 035 000	0	35,31
Total JUSTICE		12 827 098 223	12 963 238 223	12 827 098 223	12 963 238 233	3 206 774 555	3 254 844 555	0	3 230 809 555	25,0	25,37
SANTE	Dépistage et traitement des affections prises en charge par l'Etat (assistance aux hémodialyses ; dépistage et traitement de l'ulcère de buruli pneumo-phtisiologie, lutte contre la tuberculose, le sida, l'hépatite, maladies non transmissibles, lèpre, paludisme, drépanocytose, subvention aux hôpitaux, etc.)	7 540 000 000	8 864 200 090	7 540 000 000	8 864 200 090	429 881 974	1 845 105 856	346 676 000	1 498 429 856	5,70	20,82
	Développement de la médecine traditionnelle et de la pharmacopée	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	31 551 304	34 578 138	31 000 000	0	21,03	23,05

LIBELLE		AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX	TAUXENGAGE CP (%)
	Prise en charge sanitaire des indigents	0	4 412 852 285	0	4 412 852 285	0	1 017 998 738	0	709 006 260	0	23,07
	Santé communautaire	1 300 000 000	3 400 000 000	1 300 000 000	3 400 000 000	0	0	0	0	0	0
	Santé de reproduction	700 000 000	1 380 000 000	700 000 000	1 380 000 000	175 000 000	345 000 000	0	345 000 000	25,0	25,0
	Transfusion sanguine	0	3 375 000 000	0	3 375 000 000	0	843 750 000	0	843 750 000	0	25,0
	Vaccination et soins de santé primaire	400 000 000	1 876 500 000	400 000 000	1 876 500 000	84 475 337	823 945 000	76 660 000	747 285 000	21,12	43,91
Total SANTE		10 090 000 000	23 458 552 375	10 090 000 000	23 458 552 375	720 908 615	4 910 377 732	454 336 000	4 143 471 116	7,14	48,67
SPORTS	Compétitions sportives	0	525 310 000	0	525 310 000	0	218 319 388	123 566 250	41 748 500	0	41,56
	Loisirs et vie associative	0	56 152 060	0	56 152 060	0	16 190 500	7 426 500	0	0	28,83
	Promotion du sport scolaire et universitaire	0	1 125 055 000	0	1 125 055 000	0	562 527 500	0	281 263 750	0	50
Total SPORTS		0	1 706 517 060	0	1 706 517 060	0	797 037 388	130 992 750	323 012 250	0	0
SECURITE ET PROTECTION CIVILE	Entretien et gestion du registre de population	0	38 500 000	0	38 500 000	0	14 488 000	14 488 000	0	0	37,63
	Gestion intégrée des espaces frontaliers	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	600 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	50,0
	Prévention et gestion des catastrophes et protection civile	2 700 000 000	4 150 000 000	2 700 000 000	4 150 000 000	1 062 500 000	2 362 500 000	12 500 000	1 750 000 000	39,35	56,93
Total SECURITE ET PROTECTION CIVILE		3 900 000 000	5 388 500 000	3 900 000 000	5 388 500 000	1 662 500 000	2 976 988 000	26 988 000	2 350 000 000	42,63	76,33
TOTAL GENERAL		137 326 972 188	203 632 208 454	137 326 972 188	204 616 407 735	31 909 898 512	79 964 178 425	838 160 422	70 184 876 703	23,24	39,08

Source : ST-PGO/MBFP, septembre 2026



12

**NIVEAU D'EXECUTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES EN COURS
DANS LES MINISTÈRES AU 30 JUIN
2026 (GRANDES RÉALISATIONS
PHYSIQUES)**





Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme

Au titre de la gestion à fin juin 2026, le Ministère du Budget et de la Fonction publique a exécuté à un taux physique global de 24,86%. Par programme budgétaire, le niveau d'exécution physique se présente comme suit :

Programmes budgétaires	Taux d'exécution physique (%)		Ecart (a-b) (Points de pourcentage)
	Niveau atteint (a)	Niveau attendu à fin juin (b)	
Programme 1 : Pilotage et soutien aux services	19,29	50,00	-30,71
Programme 2 : Promotion du Travail décent	22,25	50,00	-27,75
Programme 3 : Modernisation de l'Administration Publique	29,37	50,00	-20,63

Les réalisations physiques pour le MBFP à fin juin 2026 se présentent ainsi qu'il suit :

- Missions d'investigation dans les structures de délivrance de diplômes ;
- Suivi des recommandations issues des audits antérieurs de l'IGSEP ;
- Audit de la gestion des dossiers disciplinaires dans cinq ministères ;
- Audit d'attestation des rapports annuels de performance des programmes du MTFP ;
- Missions d'inspection sur saisine ;
- Collecte et contrôle qualité des données du rapport de performance 2025 ;
- Certification des rapports annuels de performance ;
- Suivi du fonctionnement des CCSP de Nikki, Bembéréké et Sinendé ;
- Sensibilisation des populations sur les avantages des CCSP ;
- Visites de suivi des centres communaux de services publics ;
- Vulgarisation de la loi portant renforcement juridique et judiciaire de la gouvernance publique ;
- Sensibilisation des agents communaux sur les règles de gouvernance publique ;
- Contrôles dans les entreprises privées et parapubliques ;
- Inspections dans les marchés, carrières, chantiers et centres d'apprentissage ;

- Sensibilisation contre les pires formes de travail des enfants ;
- Acquisition de véhicules, matériels informatiques et mobiliers ;
- Équipement des structures centrales et déconcentrées ;
- Paiement des dettes relatives aux travaux, études et fournitures ;
- Traitement des actes modificatifs du budget ;
- Travaux de préparation de la loi de finances rectificative ;
- Organisation des conférences de performance ;
- Elaboration de notes analytiques ;
- Travaux préparatoires au budget 2027 ;
- Production du tableau de bord de la masse salariale ;
- Élaboration et analyse des cadres de performance ;
- Élaboration du canevas d'évaluation des réformes budgétaires ;
- Mise en place du noyau de SEWAR en architecture microservices ;
- Travaux sur SIGFL et SIGCRAI ;
- Développement du système de gestion des risques ;
- Expérimentation du paiement des agents des communes via SEWAR ;
- Élaboration de termes de référence et notes conceptuelles sur les risques budgétaires, la viabilité du Fonds National des Retraites, le décaissement des projets d'investissement ; travaux sur le système de gestion des risques ;
- Réalisation des travaux sur le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert ;
- Travaux de relecture de la LOLF ;
- Auto-évaluation de la mise en œuvre des directives de l'UEMOA ;
- Travaux relatifs au financement et au décaissement des projets d'investissement ;
- Ateliers et formations sur l'exécution budgétaire, les systèmes SIGFP et SIGRHP, les indicateurs de performance sensibles au genre et les réformes ;
- Appui à l'élaboration des comptes administratifs des ordonnateurs secondaires ;
- Travaux sur l'Agenda spatial et le SNAT 2060 ; SNATSA 2026-2030 ;
- Travaux d'avancement de grade des fonctionnaires de l'État ;
- Paiement des frais de sessions du Conseil national de discipline ;
- Production de données sur les positions et mouvements des agents publics ;
- Sessions d'examen des cadres organiques des ministères et institutions de l'État ;
- Production de documents d'information sur la gestion administrative des agents publics ;
- Paiement des frais d'accompagnement de l'Agent Judiciaire de l'État dans la défense des intérêts de l'État devant les juridictions ;
- Identification du site du CCSP de Kétou ;
- Formation sur site des points focaux des 28 CCSP et des 4 Guichets de Services des Relations avec les Usagers (GSRU) ;
- Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration du document-cadre de réforme et de restructuration de la fonction publique.



Analyse de la performance financière et physique de l'ex Ministère du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale

01

Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme

Au cours du 1er semestre 2026, la synthèse de l'état de mise en œuvre des indicateurs de performance des programmes de l'ex MDC se présente comme suit :

Programme budgétaire	Logique d'intervention	Indicateurs de performance			Observations
		Libellé de l'indicateur	Cibles	Réalisé (à fin juin)	
			2026		
Programme 1 : Pilotage et sout- ien aux services	Objectif Global : Renforcer le capital humain et la bonne gouvernance du Ministère				
	Objectif spécifique 1 : Assurer le pilotage, la co- ordination et le contrôle efficaces des activités du Ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations sur la promotion de l'inclusion financière (%)	75	ND	Indicateur à périodicité annuelle
		Proportion de gestionnaires de crédits ayant obtenu au moins la mention excellente à l'issue de l'évaluation des lettres de mission selon le genre (%)	100	ND	Indicateur à périodicité annuelle
	Objectif spécifique 2 : Moderniser la gestion du Ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des précédentes enquêtes de satisfaction du personnel (%)	85	ND	Indicateur à périodicité annuelle
		Taux d'exécution financière, base engagement de la tranche annuelle du DPPD (%)	80	41	
		Taux d'exécution financière, base ordonnance- ment de la tranche annuelle du DPPD (%)	75	31	
	Objectif spécifique 3 : Animer les processus de prospective, de planifica- tion, de programmation et de suivi et évaluation du Ministère	Taux d'exécution physique de la tranche annuelle du DPPD du ministère (%)	75	22	
	Objectif spécifique 4 : Améliorer la qualité du système d'informations au sein du Ministère et avec ses usagers /clients	Taux de satisfaction des utilisateurs du système d'information du MDC (%)	70	ND	Indicateur à périodicité annuelle
	Objectif spécifique 5 : Améliorer la qualité de l'assistance-conseil des DDD aux communes en matière de planification du développement local	Taux de satisfaction des communes sur l'assis- tance conseil des DDD (%)	95	ND	Indicateur à périodicité annuelle

Programme 2 : Promotion du Travail et de la Sécurité Sociale	Objectif Global : Consolider les systèmes nationaux de planification du développement et d'évaluation des politiques publiques				
	Objectif spécifique 1 : Renforcer la prospective et la planification du développement	Taux de mise en œuvre des recommandations sur la promotion du développement	50	ND	Indicateur à périodicité annuelle
		Proportion d'outils et de produits de planification élaborés ou actualisés (central-sectoriel-local)	100	ND	Indicateur à périodicité annuelle
	Objectif spécifique 2 : Accélérer la mise en œuvre des ODD	Taux de mise en œuvre des recommandations en lien avec les ODD (%)	60	ND	Indicateur à périodicité annuelle
		Taux de sensibilité globale des PTA des ministères aux cibles prioritaires des ODD (%)	85	ND	Indicateur à périodicité annuelle
	Objectif spécifique 3 : Renforcer l'accompagnement des acteurs à travers les modèles de participation pour l'implémentation durable des politiques et stratégies de développement	Nombre de Modèles de Capacitation pour l'Appropriation et la Pérennisation des Acquis (MCAPA) mis au point	7	5	
	Objectif spécifique 4 : Renforcer la culture évaluative et l'observation du changement social	Proportion de politiques publiques évaluées à échéance définie (%)	70	ND	Indicateur à périodicité annuelle
		Taux de mise en œuvre des recommandations en lien avec le social (%)	30	ND	Indicateur à périodicité annuelle

Les réalisations physiques pour le ex-MDC à fin juin 2026 se présentent ainsi qu'il suit :

Programme 1 : pilotage et soutien aux services de l'ex MDC

- Animation du dispositif de coordination de l'action gouvernementale ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions antérieures ;
- Organisation de trois (03) sessions de la Commission Administrative Paritaire;
- Organisation de la semaine de la JIF à l'ex-MDC;
- Monitoring de la connexion internet sur les différents sites du ministère ;
- Mise à jour du site web de l'ex-MDC;
- Elaboration du Rapport Sectoriel d'Analyse Budgétaire, gestion 2027 en support aux réunions techniques tenues ;
- Organisation de la première session du Comité de Pilotage de la SNIF ;
- Organisation de la 1ère phase du suivi de la mise en œuvre de la SNIF ;
- Renforcement des capacités des cadres des mairies de l'Alibori dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours des PDC;
- Appui à l'élaboration des outils d'opérationnalisation de la tranche 2026 des PDC dans les communes de l'Atacora, du Mono, du Couffo, de l'Ouème et du Plateau;

Programme 016 : Orientation et évaluation des politique de développement

- Finalisation des travaux du document de référentiel du cadre de performance du PND 2026-2035 et de la vision 2060 ;
- Réalisation des travaux de prise en compte des orientations du Conseil des Ministres relatives au cadre macroéconomique sur le PND 2026 -2035 ;
- Elaboration de la Note Analytique sur le Programme de Développement, gestion 2027;
- Elaboration de la Note d'Orientation Stratégique sur les Investissements Publics, gestion 2027;
- Poursuite des préparatifs de la Journée Mondiale de la Population et de la deuxième édition du Forum National sur les ODD ;
- Dissémination de la vision Bénin 2060 ALAFIA, Un Monde de Splendeurs ;
- Examen de 36 documents de politique et stratégie et de 71 PDC ;
- Organisation de l'école d'été sur les méthodologies de Développement (JPAL) ;
- Organisation de l'atelier d'enrichissement et de validation du guide méthodologique sur la collecte de données relative à la traite des personnes ;
- Actualisation et adoption en Conseil des Ministres de la Politique Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (PNLTP) 2027-2036 et de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (SNLTP) 2027-2031;
- Examen des rapports des ONG au titre de l'année 2025 ;



Analyse de la performance financière et physique du Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines (MEEM)

01

Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme

L'action du ministère au cours du premier semestre 2026 s'est matérialisée par des avancées physiques majeures, résumées comme suit :

- Revue et finalisation du projet de convention de concession et du CAE avec les différentes parties prenantes, dans le cadre de la construction d'une centrale thermique à turbine à Gaz de 140 MW en Cycle Combiné sur le site de la ZES à Glo-Djigbé ;
- Proposition d'un contrat de BOOT de type IPP d'une nouvelle centrale Turbine à Gaz en cycle combiné de 148MW haute performance ;
- Réception provisoire des travaux de construction de la centrale solaire FORSUN 25 MW ;
- Validation et finalisations en cours des annexes techniques du CAE et du CC ;
- Réception partielle provisoire de la ligne et du poste d'évacuation ;
- Réception provisoire des travaux du renforcement et extension des réseaux HTA/BT dans les communes de Lokossa, Dogbo, Djakotomey, Toviklin, Klouékanmey, Abomey, Bohicon et Zogbodomey (lot 2 HTA/BT)
- Achèvement des travaux de construction du poste GIS Avlékété et de la ligne souterraine 63 kV Togbin-Avlékété-Ouidah, mis en service du poste ;
- Poursuite des travaux de construction du poste AIS Ouidah et la ligne aérienne 2T 63 kV Gakpé-Ouidah + extension poste AIS de Gakpé ;
- Poursuite et achèvement par endroit, des travaux d'extension et densification de réseaux de distribution HTA/BT ;
- Finition des travaux d'électrification dans 23 localités sur les 100 localités rurales financés par la BIDC ;
- Achèvement des travaux de densification de réseau et réception provisoire dans les 05 localités restantes des 26 localités péri-urbaines des départements de la DONGA - ATACORA - ALIBORI ;
- Poursuite des travaux de construction de réseau de distribution des départements de l'Atlantique, Mono, Couffo avec : la réception provisoire de 05 nouvelles localités portant à 07 localités sur les 29 restantes ;
- Poursuite des travaux de densification de réseaux dans les départements Atacora, Donga, Borgou, Alibori (Phase 1-LRA) à hauteur de 48,39%, avec : l'implantation de 8 889 PBA sur 14.203 prévus ; le tirage de 91,071 km de câbles BT à fin juin dans l'Atacora et l'Alibori puis de 2,197 km de câbles HTA ;
- Poursuite des travaux de densification de réseaux dans les départements de Mono, Couffo, Zou, Collines (Phase 1-RMT) à hauteur de 74,67%, avec l'implantation de 10748 Supports PBA au total ; le tirage de cumul de 271,7 km sur 607 km prévus ;
- Démarrage des travaux de la phase 2 TBEA (Ouémé, Plateau) avec, la remise de sites et la validation de 50 fiches techniques sur 87 ;
- Signature du contrat dans le cadre de la mise en œuvre du document quota genre et évaluation des candidates au recrutement de 35 jeunes femmes techniciennes ;



Analyse de la performance financière et physique du Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)



Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme

Au titre de la gestion à fin juin 2026, la synthèse de l'état de mise en œuvre des indicateurs de performance des programmes du MJL se présente comme suit :

Programme budgétaire	Logique d'intervention	Indicateurs de performance				Observations
		Libellé de l'indicateur	Unité	Cibles	Réalisé (à fin juin)	
				2026		
Programme 1 Pi-lotage et soutien aux services du MJL	Objectif Global : Améliorer la performance et l'efficacité de l'administration du secteur de la justice					
	Objectif spécifique 1 : Renforcer l'organisation administrative	Taux de satisfaction du personnel du MJL par rapport aux conditions de travail		31,25	ND	
	Objectif spécifique 2 : Améliorer les capacités de programmation, de suivi/évaluation et de contrôle	Taux d'exécution physique du PTA		28,58	18,66	Le progrès est positif.
	Objectif spécifique 3 : Optimiser la gestion des ressources (humaines, matérielles, financières, ...)	TEF du budget (base ordonnance-ment)		85,00	ND	
		Ratio d'adéquation profil-poste du ministère		50,00	38,32	Le progrès est positif.
	Objectif spécifique 4 : Améliorer le traitement et la disponibilité de l'information	Taux de mise en œuvre de la stratégie numérique du MJL		60,00	ND	
		Taux de satisfaction des justiciables en ligne		65,00	ND	
Programme 2 : Cadre Législatif, Normatif et Institutionnel	Objectif Global : Renforcer l'indépendance et l'intégrité de la justice et garantir à tous un accès à une justice de qualité					
	Objectif spécifique 1 : Renforcer l'intégrité et la déontologie des acteurs du secteur	Taux de mise en œuvre des recom-mandations des missions de contrôle et d'audit	%	84,04	94,15	La cible fixée pour l'indicateur est atteinte et l'indicateur a connu une amélioration par rapport à sa situation de référence.
		Délai moyen d'examen des plaintes sur les comportements des acteurs judiciaires	%	55,00	ND	
	Objectif spécifique 2 : Améliorer la qualité des textes législatifs et règlementaires	Proportion de textes normatifs étudiés pour avis juridique et exa-men légistique au titre des consulta-tions de la DLC	Mois	4,00	6,84	Le progrès réalisé est positif. Toutefois, la cible fixée n'est pas atteinte.
		Proportion de projets de textes nor-matifs étudiés par les Commissions	%	100,00	100,00	La cible fixée pour l'indicateur est atteinte et l'indicateur a connu une amélioration par rapport à sa situation de référence.
	Objectif spécifique 3 : Renforcer les relations entre les institutions constitutionnelles, les partis politiques et les organisations de la société civile	Taux de mise en œuvre des recom-mandations issues des sessions des institutions	%	100,00	0,00	La cible fixée pour l'indicateur est atteinte et l'indicateur a connu une amélioration par rapport à sa situation de référence.
		Taux de satisfaction des demandes d'actes (accords cadre, agréments, utilité publique et demandes en franchise) par les organisations de la société civile	%	100,00	95,69	Le progrès réalisé est positif.

Programme budgétaire	Logique d'intervention	Indicateurs de performance				Observations
		Libellé de l'indicateur	Unité	Cibles	Réalisé (à fin juin)	
				2026		
Programme 3 : Services Judiciaires	Objectif Global : Améliorer la performance et l'efficacité de l'administration judiciaire					
	Objectif spécifique 1 : Améliorer la qualité de l'exécution des décisions de justice	Proportion de décisions (minutes) disponibles par rapport aux décisions rendues en matière civile et pénale	%	100,00	98,83	Le progrès réalisé est bon. La cible fixée n'est pas atteinte.
	Objectif spécifique 2 : Rendre performantes les juridictions	Taux de dossiers vidés	%	75,30	66,73	Le progrès réalisé est négatif.
Programme 4 : Système Pénitentiaire	Objectif Global : Améliorer la performance du système pénitentiaire					
	Objectif spécifique 1 : Renforcer le cadre institutionnel et organisationnel du système pénitentiaire					
	Objectif spécifique 2 : Améliorer les conditions de détention dans les prisons civiles conformément aux standards internationaux et assurer la réinsertion sociale et socioprofessionnelle des détenus	Taux d'occupations des établissements pénitentiaires	%	154	290,3	Le progrès réalisé est négatif. La cible fixée n'est pas atteinte.
		Nombre de cas d'évasion	%	0,00	0,00	La cible fixée pour l'indicateur est atteinte.
Programme 5 : Droits Humains	Objectif Global : Renforcer la protection et la promotion des droits humains et garantir à tous un accès à une justice de qualité					
	Objectif spécifique 1 : Améliorer l'accès à la justice, au droit et à l'information	Proportion de juridictions disposant de bureaux d'accueil et d'orientation fonctionnels	%	100,00	60,00	Le progrès réalisé est négatif. La cible fixée n'est pas atteinte.
	Objectif spécifique 2 : Assurer la protection et la promotion des droits humains	Taux de mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universelle au niveau sectoriel	%	70,40	36,32	Le progrès réalisé est négatif. La cible fixée n'est pas atteinte.
	Objectif spécifique 3 : Renforcer les systèmes et mécanismes de protection	Pourcentage d'enfants ayant bénéficié d'une réinsertion sociale réussie	%	50,00	ND	

Les réalisations physiques pour le MJL à fin juin 2026 se présentent ainsi qu'il suit :

Programme 1 : Pilotage et soutien aux services du MJL

- Validation du RAP 2025, l'évaluation du patrimoine du MJL au 31 décembre 2025 ;
- Evaluation du patrimoine du MJL au 31 décembre 2025 ;
- Organisation de la revue du PTA 2025 au titre du 4ème trimestre et le lancement du PTA 2026 ;

Programme 2 : Cadre Législatif, Normatif et Institutionnel

- Contrôle de la mise en œuvre des recommandations ressorties des vérifications antérieures ;
- Contrôle du fonctionnement des cabinets d'instruction, des parquets, des greffes et établissements pénitentiaires du ressort de la Cour d'appel d'Abomey ;

Programme 3 : Services Judiciaires

- Organisation des élections des Coordonnateurs et rapporteurs des Conseils économiques et sociaux départementaux ;
- Poursuite des travaux de construction de la Prison Civile de Ouèdo ;
- Achat de fournitures de bureau et de produits d'entretien et consommables informatiques ;
- Achat des imprimés, registres, feuilles de note d'audience et autres fournitures spécifiques ;
- Acquisition d'équipements de mobiliers de bureau au profit des juridictions ;
- Délibération des résultats d'admissibilité et/ou proclamation des résultats définitifs des élèves-greffiers, promotion 2025-2026 ;
- Panorama des pathologies et troubles de comportements de l'adolescent(e) ;
- Pratiques déviantes proscrites en éducation surveillée et déclaration universelle des droits de l'enfant ;

Programme 4 : Système Pénitentiaire

- Entretien et réparation des véhicules de pool et de transport des détenus ;
- Réalisation de divers travaux d'imprimeries ;
- Paiement des honoraires du commissaire aux comptes ;
- Abonnement aux presses et diverses publications ;
- Provision pour achat des pièces de rechanges pour le matériel informatique, climatiseur et système d'alerte ;
- Prise en charge de l'alimentation des détenus au titre de l'année 2026 + rallonge 4ième trimestre 2025 ;
- Acquisition des produits pharmaceutiques au profit des détenus ;
- Maintenance des dispositifs de sécurité ;
- Vidange des fosses septiques des EP ;
- Acquisition de matériels et mobiliers de bureau ;
- Organisation du renseignement pénitentiaire ;
- Acquisition du carburant et lubrifiant pour la DG-APB et les EP ;
- Entretien et maintenance des matériels informatiques de la DG APB et des EP ;
- Entretien et maintenance des groupes électrogènes des EP ;
- Entretien des scanners de bagage à rayon X et de portiques des EP ;
- Entretien et maintenance des infrastructures pénitentiaires ;
- Aménagement et installation dans les bureaux de la DG-APB et des EP ;
- Prise en charge des factures de téléphonie d'internet et d'hébergement des sites de l'APB ;
- Organisation de diverses missions (intérieures, extérieures) ;
- Acquisition des pneus et des batteries pour les véhicules de transport des détenus en dotation dans les EP ;

Programme 5 : Droits Humains

- Accompagnement et suivi en assistance éducative, scolaire et/ou en atelier des enfants en milieu ouvert, pré réinsertion, pré réintégration au CSEA Agblangandan ;
- Suivi des enfants en milieu scolaire, en atelier et en milieu de vie (Pré réintégration, réintégration, pré réinsertion, réinsertion) au CSEA Aplahoué.



Analyse de la performance financière et physique du Ministère de la Famille et de l'Action social (MFAS)

01

Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme

Au titre de la gestion à fin juin 2026, la synthèse de l'état de mise en œuvre des indicateurs de performance des programmes du MFAS se présente comme suit :

Programme budgétaire	Logique d'intervention	Indicateurs de performance			Observations
		Libellé de l'indicateur	Cibles	Réalisé (à fin juin)	
			2026		
Programme 1 pilotage et soutien aux services	Objectif Global : Améliorer la gouvernance et la performance du MFAS				
	Objectif spécifique 1 : Coordonner les actions du MFAS	Proportion des structures supervisées respectant les normes administratives	100%	NA	Les missions de supervision devant permettre de calculer la proportion n'ont pas eu lieu
		Taux de mise en œuvre des recommandations des missions de contrôle ou d'inspection	100%	NA	La valeur de cet indicateur sera calculée à la fin de l'année par l'IGM
	Objectif spécifique 2 : Améliorer le système de planification, programmation et suivi-évaluation et la gestion des ressources du Ministère	Taux d'exécution financière du budget (base ordonnancement)	50,00%	14,17%	
		Taux d'exécution physique du PTA du MFAS	50,00%	26,43%	
	Objectif spécifique 3 : Gérer le système d'information du Ministère	Taux de couverture des structures du MFAS en connexion internet haut débit	100,00%	100,00%	
		Taux de traitement des archives	50,00%	ND	
	Programme 2 : Promotion socio-économique des couches vulnérables	Objectif Global : Améliorer l'offre de service public de protection sociale			
Objectif spécifique 1 : Développer les mécanismes durables de protection sociale et de promotion du genre		Taux de satisfaction des demandes de secours	100,00%	20,31%	
		Indice de Développement des Inégalités entre les Sexes au Bénin	1	0,607	La MFAS ne dispose pas encore d'une valeur récente. Celle-ci est de 2015
Objectif spécifique 2 : Offrir aux agents du ministère de bonnes conditions de travail et aux usagers de l'administration un bon cadre d'accueil		Proportion d'infrastructures de protection sociale et de promotion du genre construites et/ou réhabilitées	100%	0	
Objectif spécifique 3 : Accroître la capacité et l'accès aux services sociaux de base ainsi qu'aux opportunités économiques de façon durable et équitable aux Béninois, notamment les plus démunis		Taux de satisfaction des bénéficiaires du projet ARCH	100%	ND	

Les réalisations physiques pour le MFAS à fin juin 2026 se présentent ainsi qu'il suit :

Programme 1 : pilotage et soutien aux services

- Elaboration des Rapports Annuels de Performance ;
- Elaboration de la Note sectorielle genre du MASM et sa feuille de route ;
- Organisation des missions d'actualisation de la cartographie des risques dans les structures du MASM ;
- Elaboration de la Note de conjoncture sociale pour le dernier trimestre 2025 ;
- Campagne de dépistage des hépatites virales B et C et vaccination contre l'hépatite B (Borgou et Alibori) ;
- Mission d'évaluation des risques de santé sur les lieux de travail dans les structures du MFAS de l'Ouémé ;
- Supervision formative du personnel du MASM sur l'exploitation des plateformes et l'hygiène numérique ;

Programme 2 : Promotion socio-économique des couches vulnérables

- Prise en charge de 2 093 cas de grossesses précoces ;
- Prise en charge de 160 enfants dits sorciers (77 garçons et 83 filles) ;
- Prise en charge de 8 439 Orphelins et Enfants Vulnérables (2 915 garçons et 5 524 filles) ;
- Prise en charge de 184 enfants face à la justice (63 filles et 121 garçons) ;
- Formation au leadership féminin de 328 jeunes filles ;
- Appui à 540 personnes âgées ;
- Prise en charge de 3 351 cas de violences physiques basées sur le genre (550 hommes et 2 801 femmes) ;
- Prise en charge de 20 621 ménages pauvres par les filets sociaux.



Analyse de la performance financière et physique du Ministère de l'Enseignement secondaire (MES)



Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme

Au titre de la gestion à fin juin 2026, la synthèse de l'état de mise en œuvre des indicateurs de performance des programmes du MES se présente comme suit :

Programme budgétaire	Logique d'intervention	Indicateurs de performance			Observations
		Libellé de l'indicateur	Cibles	Réalisé (à fin juin)	
			2026		
Programme 058 : pilotage et soutien aux services du ministère	Objectif Global : Améliorer la gouvernance du sous-secteur de l'Enseignement Secondaire Général, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales				
	Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles	Taux de couverture des heures par les enseignants du MES	85%		Calculé en fin d'année scolaire
	Objectif spécifique 2 : Assurer la planification et le suivi d'exécution des programmes et projets du Ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations des revues semestrielles	50%	50,00%	
		Taux d'exécution physique du PTA	50%	28,00%	
	Objectif spécifique 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles des structures du Ministère	Proportion des agents impactés par les actes de carrière parus	80%		Calculé en fin d'année scolaire
		Taux d'exécution financière du budget hors salaires	50%	Base Eng : 26,14% et Base Ord : 25,76%	
	Objectif spécifique 4 : Soutenir l'aide à la décision	Pourcentage d'heures perdues au cours de l'année scolaire (calculé au moyen de Educmaster)	10%		Calculé en fin d'année scolaire
		Taux d'absentéisme des apprenants au cours (calculé au moyen de Educmaster)	20%		Calculé en fin d'année scolaire
	Objectif spécifique 5 : Renforcer la décentralisation et la déconcentration de la gestion du MES	Pourcentage de gestionnaires ayant réalisé les performances minimales lors de l'évaluation des lettres de mission	80%		Calculé en fin d'année scolaire
		Proportion d'enseignants ayant eu la mention "Bien" lors des inspections pédagogiques	80%		Calculé en fin d'année scolaire
Programme 059 : Enseignement Secondaire Général	Objectif Global : Promouvoir l'accès équitable et inclusif à un enseignement secondaire général de qualité par un système de gouvernance axé sur les résultats				
	Objectif spécifique 1 : Améliorer la gouvernance à l'ESG	Taux d'exécution des programmes d'étude à l'ESG (premier et second cycles)	100%		
		Proportion d'établissements privés respectant les normes établies	80%		
	Objectif spécifique 2 : Renforcer l'accès, l'équité et le maintien à l'ESG	Taux de transition CM2 - 6 (désagrégué par sexe)	83%		
		Taux brut de scolarisation au premier cycle de l'ESG (désagrégué par sexe)	53,50%		
	Objectif spécifique 3 : Améliorer la qualité des apprentissages à l'ESG	Taux de réussite au BAC	70%	66,78%	
		Taux de réussite au BEPC	65%	64,14%	
Programme 61 : Alphabétisation et promotion des langues nationales	Objectif Global : Promouvoir une alphabétisation en permettant de favoriser l'autonomisation des populations à travers la valorisation des langues nationales en tant que véhicules du savoir				
	Objectif spécifique 1 : Développer l'alphabétisation fonctionnelle	Taux de réussite aux évaluations finales des enseignements/apprentissages	66%		L'évaluation n'est pas encore faite
	Objectif spécifique 2 : Améliorer la capitalisation des acquis chez les alphabétisés	Nombre de personnes de 15 ans et plus bénéficiaires des programmes d'alphabétisation	21500		

Les réalisations physiques pour le MES à fin juin 2026 se présentent ainsi qu'il suit :

Programme 058 : pilotage et soutien aux services

- Réalisation de deux missions d'appui et de suivi ont été réalisées dans les 12 CCIP ;
- Organisation de deux missions d'inspection réalisées au profit de 167 aspirants aux fonctions de chef d'établissement, dont 154 relevant de l'Enseignement Secondaire Général ;
- Organisation de la session du Conseil Consultatif National de l'Enseignement Secondaire Général, de la Formation Technique et Professionnelle, au titre de l'année scolaire 2026-2027 ;
- Elaboration et validation des Rapports Annuels de Performance, gestion 2025 du programme support (Pilotage et soutien aux services du Ministère) et des trois (03) programmes métiers (ESG, EFTP et APLN) pour certification avant leur acheminement à la Cour des Comptes ;
- Examen des dossiers d'intégration de 1 920 en commission interministérielle ;
- Réalisation d'un état des lieux dans les douze (12) directions départementales dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur des systèmes d'information des sous-secteurs du MES, avec l'établissement de l'architecture numérique actuelle, la cartographie de l'existant et l'identification des besoins actuels et futurs ;
- Organisation de la session du Conseil Consultatif Départemental dans toutes les DDES ;
- Sensibilisation des apprenants de l'ESG sur les textes réprimant le harcèlement sexuel et les violences faites aux filles en milieu scolaire ;
- Encadrement pédagogique dans les 12 départements à travers l'inspection des enseignants en situation de classe, l'analyse des cahiers de textes, cahiers d'apprenants et évaluations sommatives, l'organisation de remédiations individualisées et groupées ainsi que d'animations pédagogiques.

Programme 059 : Enseignement Secondaire Général

- Elaboration du calendrier scolaire 2026-2027 ;
- Validation du rapport annuel de performance du programme 059 gestion 2025.
- Contrôle du respect des normes dans les établissements privés des départements du Borgou, Alibori, Atacora, Donga, Mono, Couffo, Zou et Collines;
- Mise en œuvre des mesures prises pour l'égalité des genres (Exonération des frais de scolarité de 321 256 élèves filles dont 6 173 du second cycle de 20 communes) ;
- Réplication de la formation et Sensibilisation des 274 partenaires gouvernementaux sur la protection contre les exploitations et abus sexuels (PEAS), réalisé avec le soutien financier de l'UNICEF au niveau central et dans les départements de l'Alibori, du Borgou, de l'Atacora, de la Donga, du Mono, du Couffo et du Zou ;
- Renforcement de capacités de 350 membres des équipes de direction des établissements de l'ESG pour l'élaboration des outils de gestion de l'environnement scolaire, l'équité et le genre intégrés aux projets d'établissements sur appui financier de l'UNICEF ;
- Evaluation des acquis de 130 302 élèves et validation du diplôme du BEPC au profit de 83 056 élèves ;
- Evaluation des acquis de 75 971 apprenants et validation du diplôme du Baccalauréat au profit de 50 725 élèves ;
- Renforcement de capacités des douze (12) candidats sélectionnés dans le cadre de la participation du Bénin aux Olympiades Pan Africaines de Mathématiques, édition 2026 ;
- Participation du Bénin aux Olympiades de mathématiques à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire, couronnée par 02 médailles d'argent et 06 médailles de bronze ;
- Renforcement de capacités de 24 Coordonnateurs communaux, 138 Animateurs des clubs de Mathématiques et appui techniquement de 435 membres des équipes administratives sur la gestion desdits clubs sur appui financier de l'UNICEF.

Programme 061 : Alphabétisation et promotion des langues nationales

- Formation de 30 formateurs/trices à travers 02 sessions de formation tenues à Cotonou, pour assurer la formation des facilitateurs/trices des centres sur les différents modules d'alphabétisation ;
- Sensibilisation de 1622 femmes/jeunes filles non scolarisées ou déscolarisées précoces sur l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes et jeunes filles, leviers d'une bonne gestion et de réduction de la pauvreté, dans 37 communes réparties dans les 12 départements ;
- Ouverture de 168 centres publics d'alphabétisation de niveau 1 dans les 74 communes, avec un effectif de 5 880 apprenants inscrits dont 3 411 femmes (soit 58,01%) ;
- Ouverture de 352 centres PAGEDA dans les 4 départements du nord, avec un effectif de 12 320 apprenants inscrits dont 7 885 femmes, soit 64% (sous financement de la coopération suisse) ;
- Encadrement et appui pédagogique et andragogique à 153 facilitateurs des centres privés d'alphabétisation pédagogique et andragogique ayant permis l'amélioration de leurs compétences et le respect des normes organisationnelles et pédagogiques en vigueur, dans 28 communes réparties dans l'ensemble des départements (soit un taux de couverture de 84,06 %) ;
- Recrutement de 06 Opérateurs Privés en Alphabétisation (OPA) pour la mise en œuvre de la stratégie du faire-faire en Alphabétisation et Education des Adultes (AEA), niveau I du Cycle I ;
- Organisation de 02 sessions du Conseil d'Administration (CA) à Cotonou et les PV des sessions sont disponibles ;



Analyse de la performance financière et physique du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)



Exécution physique (y compris les grandes réalisations) par programme

Au titre de la gestion à fin juin 2026, la synthèse de l'état de mise en œuvre des indicateurs de performance des programmes du MAEP se présente comme suit :

Programme budgétaire	Logique d'intervention	Indicateurs de performance			Observations
		Libellé de l'indicateur	Cibles	Réalisé (à fin juin)	
			2026		
Programme 1 pilotage et soutien aux services	Objectif Global : Améliorer les performances des structures chargées de l'Administration et de la gestion du secteur agricole				
	Objectif spécifique 1 : Assurer le pilotage et la coordination des activités du MAEP	Proportion de gestionnaires hommes ou femmes ayant reçu à l'issue de l'évaluation de la lettre de mission au moins la mention bien	100	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
	Objectif spécifique 2 : Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des structures du ministère	Taux d'exécution physique du PTA du Ministère	75	26,88	
		Taux de mise en oeuvre des recommandations des revues annuelles du PTA	78	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
	Objectif spécifique 1 : Garantir une meilleure gestion des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget du Ministère (base ordonnancement et nouvelle dotation)	75	31,4	
	Objectif spécifique 2 : Renforcer la visibilité du ministère	Taux de pré archivage	38	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux de rebonds du site web du Ministère	55	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
	Programme 2 : Pêche et Aquaculture (PPA)	Objectif Global : Améliorer la contribution de la production halieutique au développement socio-économique national			
Objectif spécifique 1 : Améliorer la productivité et la production des filières de la pêche et de l'aquaculture		Taux d'accroissement de la production des Tilapias des unités d'élevage des femmes et des hommes	6,5	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux d'accroissement de la production de clarias des unités d'élevage des femmes et des hommes	10	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
Objectif spécifique 2 : Assurer le renforcement de la résilience face aux changements climatiques et amélioration de la santé des populations vulnérables		Taux de réduction des engins de pêche prohibés saisis	45	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
Objectif spécifique 3 : Assurer la promotion et la structuration équitable des Chaînes de Valeur Ajoutée des produits halieutiques et accès aux marchés		Taux de couverture des besoins en infrastructures des produits halieutiques	99	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux de conformité aux normes des produits halieutiques des femmes et des hommes	28	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année

Programme 3 : Elevage (PE)	Objectif Global : Améliorer la contribution de l'élevage au développement socio-économique national				
	Objectif spécifique 1 : Améliorer la productivité et la production des filières animales	Taux d'accroissement de la production brute de lait des unités appartenant aux hommes et aux femmes	10	4	
		Taux d'accroissement de la production brute des œufs de table des unités appartenant aux hommes et aux femmes	17,5	6	
	Objectif spécifique 2 : Assurer le renforcement de la résilience face aux changements climatiques et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables	Taux de réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs	70	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux d'accroissement de la production brute de viande des unités appartenant aux hommes et aux femmes	15	4,6	
	Objectif spécifique 3 : Contribuer à la promotion et à la structuration équitable des Chaînes de Valeur Ajoutée des produits animaux	Taux de conformité aux normes des produits d'origine animale	69,77	NA	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
Programme Agriculture (PA)	Objectif Global :				
	Objectif spécifique 1 : Améliorer la productivité et la production des produits végétaux des filières agricoles prioritaires	Taux d'accroissement des rendements de Coton des femmes	2	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux d'accroissement des rendements de Coton des hommes	2	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Indice de production vivrier		ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux de couverture des besoins alimentaires de la population par la production	135	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux d'accroissement du rendement de l'anacarde des femmes	5,5	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux d'accroissement du rendement de l'anacarde des hommes	5,5	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux d'accroissement du rendement de l'ananas des femmes	4,95	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux d'accroissement du rendement de l'ananas des hommes	4,95	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
	Objectif spécifique 2 : Assurer la promotion et la structuration équitable des Chaînes de Valeur Ajoutée des produits végétaux des filières prioritaires	Taux de conformité aux normes des produits d'origine végétale des femmes	98	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
		Taux de conformité aux normes des produits d'origine végétale des hommes	98	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année
	Objectif spécifique 3 : Faciliter la mobilisation de ressources nécessaires à l'investissement privé sécurisé dans le secteur agricole aux moyens de mécanismes et instruments financiers et assurantiels adaptés aux	Volume des financements induits à travers les actions du FNDA	107,51 milliards	A rappeler	
	Objectif spécifique 4 : Améliorer l'accès aux aménagements hydro-agricoles et aux infrastructures de désenclavements	Taux d'accroissement des superficies aménagées	10	ND	Cet indicateur est déterminé en fin d'année

Les réalisations physiques pour le MAEP à fin juin 2026 se présentent ainsi qu'il suit :

Programme 1 : Pilotage et Soutien aux Services

- Recensement des besoins en législation dans les structures du MAEP ;
- Appui conseil, échanges techniques avec les responsables et gestionnaires de crédit ;
- Réalisation d'Audit sur la base de la cartographie des risques ;
- Réalisation d'audit des dispositifs de gestion des marchés publics ;
- Contrôle de l'exécution des marchés des structures du MAEP ;
- Contrôle a posteriori des dépenses inférieures au seuil de passation des marchés ;
- Collecte de données dans le cadre de l'élaboration des documents budgétaires (DPPD, PAP, notes techniques) par programme ;
- Appuis aux structures pour l'élaboration du PTA ;
- Appuis aux structures pour la prise en compte du Genre dans le processus de collecte d'analyse et de traitement des données ;
- Sensibilisation des élus locaux et des gardiens de la tradition sur les droits d'accès au foncier des femmes dans les PDA ;
- Suivi externe des activités des projets ;
- Elaboration des rapports de performance et d'activités ;
- Réalisation d'enquêtes statistiques agricoles ;
- Contrôles semestriels de la présence au poste et la position administrative des agents de l'Etat dans toutes les structures du MAEP ;
- Sensibilisation des parties prenantes sur les nouvelles modalités de mise à la retraite et la validation des services auxiliaires et stagiaires des fonctionnaires de l'Etat ;
- Organisation des sessions ordinaires et extraordinaires de la Commission Administrative Paritaire CAP et autres comités ;
- Vulgarisation du code d'éthique et des valeurs de l'administration publique ;
- Sensibilisation du personnel sur les textes législatifs et réglementaires en matière des positions exceptionnelles des agents de l'Etat ;
- Organisation d'inventaire dans les structures du MAEP ;
- Suivi de la gestion budgétaire au niveau de toutes les structures du Ministère ;
- Collecte d'information pour la mise à jour permanente du site web du Ministère ;

- Déploiement en permanence du système de vidéoconférence pour toute réunion en ligne ;
- Poursuite de l'attribution d'adresses mails professionnelles aux structures du Ministère ;
- Réalisation des couvertures médiatiques des activités du Ministère

Programme 2 : Pêche et Aquaculture

- Formation de 1224 acteurs dont 48% de femmes dans le cadre de la convention PromAC – DPH ;
- Acquisition de cent (100) glacières au profit des transformatrices en cours de mise en place ;
- Exploitation active de cages flottantes représentant un volume cumulé de 488 299 m³ ;
- Mise en valeur effective de 34 ha d'étangs, 15 ha d'enclos et 34 552 m² de bacs hors-sols ;

Programme 3 : Elevage

- Poursuite de la mise en place de 4 000 tonnes d'aliment bétail ;
- Réception et mise en place de 138 géniteurs Goudali ;
- Réception de 6 908,71 ha parcelles fourragères dont 4 567,99 ha pour les graminées ;
- Réception de 66 863 plants ligneux fourragers mis en terre ;
- Travaux de réalisation de foration et équipement de forage en PVC de 66 forages positifs ;
- Travaux de finition sur 60 logements individuels (CPP).

Programme 4 : Agriculture

- Construction d'un magasin au profit de BIOPHYTO par l'ATDA7 sur financement de PNDF HVA pour la filière ananas ;
- Acquisition de séchoir industriel au profit des transformateurs par l'ATDA7 sur financement de PNDF HVA pour la filière ananas ;
- Réception de 50 kits de motoculteurs et de 20 kits d'étuvage de riz, acquis dans le cadre de la mise en œuvre du projet PUR ZEDAGA pour les filières maïs riz ;
- Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation à Ségbana par PNDFC ;
- Mise en place de 25 moissonneuses au profit des producteurs par PDI CVA pour les filières maïs et riz.

PRESENTATION DES DONNEES DU PRESENT RAPPORT DANS UNE VERSION LISIBLE PAR MACHINE

Dans le cadre de l'ouverture des données budgétaires et financières, le Ministère de l'Economie et des Finances soumet les statistiques contenues dans la présente revue de milieu d'année 2026 en version Excel (lisible par Machine).

Ces tableaux proposés accompagnent la revue et ne sont que des extraits de tableaux contenus dans le document pour répondre aux exigences de International Budget Partnership (IBP), retracées dans son enquête sur le budget ouvert (EBO).

LIEN D'ACCES A L'ANNEXE DU RAPPORT :

https://budgetbenin.bj/publications/?sub_menu_id=1&mymainlink_id=10

CONCLUSION

The background of the page features a series of large, concentric circles in various shades of blue, creating a sense of depth and movement. In the bottom left corner, there is a decorative pattern of smaller, overlapping triangles in different shades of blue, adding a geometric element to the design.

De la revue de milieu d'année de l'exécution de la loi de finances rectificative, gestion 2026, les points clés ci-après sont à retenir :

Au plan budgétaire

94%

Au plan budgétaire, le niveau de réalisation des recettes du budget de l'Etat atteint **94%** de l'objectif semestriel fixé à **1 298 071 millions de FCFA**. Rapporté aux prévisions annuelles révisées de **2 736 136 millions de FCFA**, le taux de recouvrement des taxes, impôts, droits de douane et autres produits s'établit à **44,6%**.

Du côté de la consommation des crédits

106,7%

Concernant la consommation des crédits, les dépenses de l'Etat ont été engagées à hauteur de **1 610 675,6 millions de FCFA** et ordonnancées à **1 566 361,7 millions de FCFA** sur une prévision semestrielle de **1 468 228 millions de FCFA**. En termes de niveau d'exécution, lesdites dépenses ordonnancées représentent **106,7%** de l'objectif semestriel et **48,6%** des prévisions annuelles révisées de **3 223 136 millions de FCFA**.

Au titre de performance non financière

Au titre de performance non financière, l'analyse des résultats d'exécution des activités des plans de travail annuel a permis de constater des taux d'exécution physique des programmes budgétaires relativement acceptables au regard du contexte actuel, en lien avec le niveau de consommation des crédits.

Pour le second semestre, des leviers d'amélioration sont déjà identifiés et en cours de mise en œuvre pour favoriser la bonne dynamique dans la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales. Le Gouvernement fait de la consolidation des réformes au sein des administrations financières une priorité centrale. A ce titre, le taux de recouvrement des recettes budgétaires est projeté à **101,4%** des prévisions révisées à fin décembre 2026, correspondant au montant actualisé de **2 773 555 millions de FCFA**.

Au plan d'exécution de la dépense publique, la tendance qui s'observe au premier semestre 2026 dans la consommation des crédits d'investissement et la mise en œuvre des mesures sociales devra se consolider au regard des plans d'engagement et de passation des marchés publics mis en place dans les ministères. Sur cette base, le niveau d'ordonnancement des dépenses du budget de l'Etat atteindrait **98,5%** des prévisions annuelles de la loi de finances rectificative, gestion 2026.



POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DES
FINANCES PUBLIQUES

Contact

(+229) 21 - 30 - 09 - 07

 www.budgetbenin.bj